

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# LE CHÈQUE

## EN BULGARIE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Vendredi 8 mars 1929, à 2 heures*

PAR

**Maurice LIDJI**

Avocat du Barreau de Sofia

---

*Président : M. A. WAHL, professeur*

*Suffragants : { MM. PERCEROU, professeur*  
*LÉVY-ULLMANN, professeur*

---

PARIS

JOUVE & C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1929



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT



FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# LE CHÈQUE

## EN BULGARIE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Vendredi 8 mars 1929, à 2 heures*

PAR

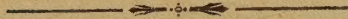
**Maurice LIDJI**

Avocat du Barreau de Sofia

---

*Président : M. A. WAHL, professeur*

*Suffragants : { MM. PERCEROU, professeur  
LÉVY-ULLMANN, professeur*



PARIS

**JOUBE & C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS**

15, RUE RACINE, 15

1929

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



## BIBLIOGRAPHIE

### Bulgarie.

*Tergovski zakon*, loi du 29 mai 1897.

— loi du 17 décembre 1925.

*Documents parlementaires bulgares*, sténogr. Dnevnik, XI, 1925.

*Djidroff* (D<sup>r</sup>). — Commentar na Tergovski zakon. Sofia, 1910.

*Dikoff* (D<sup>r</sup> L. A.). — Tergovsko Pravo. Sofia, 1925.

*Arsoff* (P.). — Za Tcheka. Sofia, 1926.

### France.

*Loi* du 14 juin 1865.

*Loi* du 30 décembre 1911.

*Loi* du 26 janvier 1917.

*Loi* du 2 août 1917.

*Loi* du 28 août 1924.

*Loi* du 12 août 1926.

*Wahl*. — Précis théorique et pratique de droit commercial.

Paris 1922.

— Des titres au porteur. Paris.

*Lyon-Caen et Renault*. — Manuel de Droit commercial. Paris, 1925.

*Thaller et Percerou*. — Traité élémentaire de droit commercial.

Paris, 1925.

*Boutron (Jacques)*. — Le chèque. Paris, 1924.

— Le droit nouveau du chèque. Paris 1928.

M. Lidji

**Allemagne.**

*Scheckgesetz*, 1908.

*Décret en Conseil Fédéral Allemand*, 31 août 1917.

*Adler (Dr Max)*. — Le chèque allemand. Paris, 1913.

*Meyer (Dr F.)*. — *Das Welt-Scheckrecht*. Berlin, 1912.

**Angleterre.**

*Bill Exchange Act*, 1882.

*Hannaford (G.F.)*. — *Cheques of English Law*, 1925.

**Etats-Unis de l'Amérique du Nord.**

*Negotiable Instruments Law*, 1897.

*Mitchell (L.M.)*. — Le chèque dans les pays Anglo-Saxons.  
Paris, 1927.

**Italie.**

*Luzatti*. — Rapport à la Conférence parlementaire internationale  
de Commerce, 1916.

*Canazza*. — *L'asegno bancario*.

**Autriche.**

*Geller (Dr Léo)*. — *Das Oesterreichische Scheckgesetz-Vienne*,  
1906.

**Suisse.**

*Code Fédéral des obligations*, 1912.

**Pays-Bas.**

*Projet de réglementation uniforme pour le chèque*. Chambre de  
Commerce Internationale. Session mars 1925. La Haye.

# LE CHÈQUE EN BULGARIE

---

## INTRODUCTION

Le chèque est en Bulgarie d'existence relativement récente (année 1897). N'oublions pas que la Bulgarie est un pays essentiellement agricole, que les Bulgares, sobres et travailleurs, sont de mœurs simples et procèdent à leurs achats et ventes comme le font encore de nombreux paysans en France : les paysans bulgares n'ont pas de compte en banque ; ils ignorent pour la plupart ce qu'est un chèque et à plus forte raison se refusent-ils à l'accepter en paiement.

Cependant, le législateur bulgare n'a pas hésité à prendre les devants : il lui a semblé que voter et faire promulguer une loi portant création du chèque serait la meilleure façon de rendre le chèque plus familier à tous. Ses efforts ont été récompensés en partie. En effet, la Bulgarie, poussée par les besoins de la guerre à créer des industries, s'est trouvée à la fin de la guerre à la tête d'une industrie naissante : des usines ont été construites, il a fallu constituer des approvisionnements et traiter avec des étran-

gers. Les industriels et les commerçants ont donc été amenés à user du chèque et s'en sont fort bien trouvés.

Le législateur bulgare avait à leur intention donné corps à une législation du chèque neuve et souple et les Bulgares n'ont jamais eu à connaître les hésitations et les incertitudes de peuples à civilisation plus avancée.

Est-ce dire que la législation bulgare concernant le chèque est parfaite ? Nous ne saurions le prétendre ; nous pouvons, au contraire, d'ores et déjà affirmer que des retouches sont nécessaires et nous les indiquerons dans le corps de notre ouvrage. Toutefois, telle qu'elle est, la législation bulgare concernant le chèque n'a rien à envier aux législations plus anciennes qu'elle.

D'ailleurs, la façon dont s'y est pris le législateur bulgare témoigne de l'effort fait par lui pour créer un modèle, si le mot n'est pas trop osé.

Tandis que les autres nations devancées par les coutumes et usages du commerce et de l'industrie, se bornaient à codifier la pratique et souvent longtemps après qu'elle se fut implantée, le législateur bulgare a bâti son Code de Commerce d'un seul bloc, il ne fut jamais contrarié dans son œuvre. Il a créé de toutes pièces et imposé un système qui ne lui était pas dicté par les habitudes et les mœurs des Bulgares. Il a pu choisir et emprunter aux autres législations ce qu'elles lui semblaient contenir de meilleur.

En matière de chèque, le législateur bulgare s'est trouvé dans l'embarras. A quel système devaient aller ses préférences ? Allait-il s'inspirer des principes allemands, comme il l'avait fait en ce qui concerne la lettre de change et le billet à ordre ? La chose lui était difficile, voire impossible, car malgré des débats qui duraient depuis plus de quinze ans, le législateur allemand ne se décidait pas à codifier les usages nés de la pratique (la loi sur le chèque ne fut votée en Allemagne qu'en date du 11 mars 1908). Il fallait donc chercher ailleurs. Il étudia les lois françaises 14 juin 1865 et 19 juin 1874, anglaise 1882, belge 20 juin 1873, suisse 15 janvier 1883, italienne 2 avril 1882, espagnole 22 août 1885, et s'inspira surtout du projet de loi suisse sur les obligations du 15 janvier 1883 et qui devint la loi du 30 mars 1911. Des éléments ainsi adoptés, le législateur bulgare fit les articles 640 à 648 du titre XII du Code de Commerce bulgare.

Mais, si le chèque est un instrument monétaire essentiellement pratique, il ne se modèle que sur les nécessités sans cesse changeantes du commerce et des affaires et le législateur a peine à suivre le rythme de la vie. Il est hors de doute, en effet, que le chèque existait en pratique et circulait sous différentes formes bien avant que le législateur ne s'en préoccupât. Dans les grands pays le Parlement a été lent à sanctionner les innovations nées de l'usage. On peut même être étonné que les réglementations légales du chèque soient si récentes dans beaucoup

de pays (Autriche, loi de 1906, Allemagne, loi de 1908, Hongrie 1908, France, chèque barré 1911 et chèque postal 1918, Brésil 1912, Turquie 1914, Panama 1916, Grèce 1918, Uruguay 1919, Monaco 1928), etc., et même dans certains pays le chèque n'est soumis à aucun statut légal, comme en Serbie, Egypte, Perse, Maroc (zone de Tanger), etc., alors qu'il s'agit d'un instrument monétaire déjà connu depuis des siècles.

La Bulgarie était donc dotée en 1897 du chèque, mais alors que dans d'autres pays pendant les années qui suivirent 1897 il était apporté des modifications aux dispositions concernant le chèque, modifications que les usages et l'expérience dictaient, en Bulgarie jusqu'en 1925 les articles 640 à 648 du Code de Commerce restèrent sans changement. Non point qu'ils furent parfaits, mais la grande majorité des Bulgares continuaient à ignorer l'instrument pratique de paiement qu'est le chèque. Alors qu'en Angleterre le simple boutiquier considérait un acheteur réglant ses achats par chèque comme une personne digne de crédit, en Bulgarie tenter de régler par chèque une dette quelconque eût été suffisant pour être privé de tout crédit.

Les articles 640 à 648 de la loi de 1897 restèrent donc longtemps sans aucun changement et la doctrine et la jurisprudence n'eurent pas l'occasion de traiter de la question.

A partir de 1921 cependant, la crise monétaire qui sévit encore en Bulgarie, fit comprendre les

grands services que l'on pourrait tirer du chèque. Et dès que le chèque eut droit de cité en Bulgarie, dès qu'on eut compris son utilité, dès que son usage en fut répandu, on s'aperçut bien vite que les articles 640 à 648 n'étaient pas parfaits ; il fallait tailler, amender, corriger.

Comme par le passé, le législateur bulgare étudia ce que l'on avait fait un peu partout. Cette fois aussi il s'inspira des lois étrangères, et surtout des lois françaises et allemandes, et du projet sur l'unification du droit concernant le chèque voté à la Conférence de La Haye, et le 17 décembre 1925 il vota une loi portant modification du chèque ordinaire et créant le chèque barré et le chèque à porter en compte.

A vrai dire, une étude sur le chèque bulgare est loin d'être aussi simple qu'elle pourrait le paraître. Peu d'auteurs ont traité cette question et ceux qui en ont parlé l'on fait en de courts articles de revue. Les tribunaux, d'autre part, ont été rarement saisis en matière de chèque, de ce fait ils n'ont pas par leur solution suppléé aux textes de loi et éclairci certains points laissés obscurs.

Enfin, l'histoire qui aide à comprendre l'évolution, les raisons pour lesquelles le chèque a pris une forme plutôt qu'une autre, et pourquoi une conception a été préférée à une autre, fait en Bulgarie complètement défaut. Il n'y eut pas à la Chambre bulgare de débats et tout se passa entre les commissaires chargés de rédiger le projet de loi.

Aussi nos efforts ont pour but de démêler entre les tendances qui se font jour en matière de chèque celle qui a prévalu en Bulgarie lors de la rédaction des articles, et d'aider dans une modeste mesure toutes les personnes qui, en Bulgarie, auront à traiter du chèque. Pour y arriver, nous avons jugé utile de comparer le chèque tel qu'il est régi en droit bulgare au chèque tel qu'il est régi dans les autres législations. Le droit français surtout et le droit allemand ont une large place dans notre ouvrage, car c'est à eux que le législateur bulgare a fait les plus importants emprunts. On peut donc penser que c'est à ces législations que devront s'adresser tous ceux qu'un point obscur arrêtera.

Enfin, le chèque barré et le chèque de virement ne sont pas encore familiers aux Bulgares ; pour les aider à en comprendre le but et rendre si possible les chèques d'un usage plus courant, nous leur avons consacré quelques pages.

## HISTOIRE ET NATURE DU CHÈQUE

Le chèque comme instrument de paiement et de compensation est aussi vieux que le commerce même. L'idée de sa création semble être venue instinctivement à l'esprit des commerçants pour régler le plus simplement possible leurs transactions. Des exemples, on en trouve du temps des plus anciens peuples : en Grèce, à Rome, en Chine, etc. Il ne rentre pas dans le cadre de notre étude de faire l'historique du développement du chèque dans les différents pays ; nous nous contenterons de souligner que le chèque, dans son état régulier et à peu près dans la forme qu'il a actuellement, a été créé dans la seconde moitié du xvi<sup>e</sup> siècle en Italie, passa par la Hollande et finalement fit de l'Angleterre sa vraie patrie. C'est dans ce pays que le chèque s'individualise et prend l'aspect qui lui est propre et qui le distingue des autres effets de commerce. Et, fait remarquable : le chèque a imposé en Angleterre, qui est pourtant la patrie des coutumes, la codification du droit concernant les effets de commerce, loi qui a servi de modèle aux divers actes dans les Dominions britanniques ainsi qu'aux Etats-Unis. Ainsi que nous le signalons dans l'introduction,

tous les pays, sauf quelques rares exceptions, ont déjà codifié les dispositions sur le chèque. C'est ce qui nous permettra de nous prononcer sur la définition et la nature du chèque.

En ce qui concerne la nature juridique du chèque nous devons souvent nous reporter à la lettre de change. En général, on donne de ces deux titres une analyse commune. D'après les études appréciées de M. Nouguiér, le chèque est passé par la même origine que la lettre de change. Dans son ouvrage *Des chèques*, M. Nouguiér affirme avec documents à l'appui, que l'unique but de la lettre de change, à son origine, était de retirer des mains du dépositaire ou débiteur les fonds et valeurs dont on voulait opérer le recouvrement. Donc, à l'origine, nous voyons la lettre de change, non plus comme un moyen de crédit, mais comme un instrument de paiement tiré d'un lieu sur un autre nonobstant leur distance. C'est d'ailleurs actuellement l'objet du chèque. Aujourd'hui même ces deux titres ont tant de points communs qu'ils se laissent facilement confondre. C'est dans cette ressemblance qu'on doit trouver l'explication du fait que beaucoup de législateurs n'ont réservé au chèque qu'un simple chapitre des textes régissant la lettre de change. D'autres, comme en Angleterre, définissent le chèque comme « une lettre de change » tirée sur un banquier et payable à vue, et en Amérique « le chèque est une lettre de change tirée sur une banque, payable à vue, sauf dispositions conte-

nues dans les présentes, les règles de la lettre de change payable à vue s'appliquent au chèque ».

Evidemment, si primitivement les deux titres ne se distinguaient pas très nettement, actuellement leurs différences sont fondamentales. Ecartant les quelques ressemblances extérieures, comme la forme matérielle (en France), la transmissibilité, l'endossement, le protêt en cas de non-paiement, etc., leur base juridique est tout à fait différente. Le chèque est un moyen de paiement et de compensation, tandis que la lettre de change est un instrument de crédit.

La dissemblance entre ces deux titres est soulignée par l'éminent professeur de la Faculté de Droit de Paris, M. Albert Wahl, dans son ouvrage *Précis théorique et pratique du droit commercial* (Paris, 1922) de la manière suivante : « ... A la différence de la lettre de change et du billet à ordre le chèque n'a pas en tout cas pour but de vendre actuellement une créance ultérieurement exigible et de toucher ainsi par anticipation une somme à peu près égale à cette créance ; comme il est supposé des sommes disponibles, il est un instrument de retrait de ces sommes... » Et puis, en conclusion : « ... en raison de cette différence de nature juridique sur le point que n'a pas réglé la loi, les chèques paraissent être régis par les principes généraux et non par ceux qui ont été édictés pour la lettre de change ».

Le chèque, surtout celui au porteur, a aussi une

certaine ressemblance avec le billet de banque, par le paiement à vue et la transmissibilité par simple tradition. Cette ressemblance s'accroît singulièrement dans le cas du chèque certifié répandu aux Etats-Unis. Tout en acceptant que ces deux derniers titres ont des origines communes, il faut souligner qu'ils représentent deux moyens de paiement très distincts, vu que le billet de banque a une émission spéciale et un emploi privilégié, il est payable seulement à présentation, sans date d'échéance et sans cause indiquée ; le porteur n'est tenu d'aucune garantie, etc.

De ces ressemblances résultent les diverses constructions juridiques et conceptions du chèque. Actuellement les auteurs ne sont pas parvenus à une entente générale. Différentes théories à ce sujet existent toujours. Les uns considèrent le chèque comme un contrat tandis que les autres comme une promesse unilatérale. Des conceptions plus récentes et admises surtout en France, estiment que le chèque est un mandat, une cession de créance, une délégation, une stipulation pour autrui et une indication de paiement.

La conception du chèque-*cession de créance*, s'appuie sur le droit du tireur de céder au profit du porteur ses droits contre le tiré, dans la mesure de la somme portée au chèque. Cette théorie a été facilement réfutée par les auteurs des autres conceptions et particulièrement par le professeur à la Faculté de Droit de Rome, M. César Vivante, un

des représentants les plus autorisés de la doctrine de l'engagement unilatéral : « Pourquoi'il y ait un contrat en faveur de tiers il est nécessaire, dit Vivante dans son traité de droit commercial italien, que la volonté des deux contractants soit inspirée par le désir de favoriser un tiers, de lui attribuer un droit. Or, le contrat par lequel le tiré s'oblige à faire un service de caisse pour le tireur, par le paiement de ses chèques, n'a en vue que l'intérêt de ce dernier qui peut être aussi la personne au nom de laquelle le chèque est émis et qui se présente pour toucher. On parlerait hors de propos du droit d'un tiers, car le tiers peut manquer ou être une personne tout à fait différente aux deux contractants. »

Une conception voisine de celle du mandat que nous étudierons plus loin, et de la cession de créance est *La délégation*. La délégation est une opération par laquelle une personne (le délégant) ordonne à une autre (le délégué) de faire ou de s'engager à faire une prestation à une troisième (le délégataire). Cette conception est admise par les professeurs, MM. Thaller et Percerou, qui la soutiennent et défendent dans leur traité. Pour eux le chèque apparaît, en la forme, comme une invitation adressée par un tireur à un tiré de payer, soit dans le même lieu, soit dans un lieu différent, à l'ordre d'un preneur, une somme précise, à une échéance déterminée.

D'autres auteurs ont fait appel, pour donner un fondement juridique au chèque, à la théorie de la *stipulation pour autrui* : « On peut voir, dans la

convention entre le tireur et le tiré une stipulation pour autrui valable, le tireur ayant un intérêt direct et immédiat à cette stipulation qui aura pour effet d'éteindre sa dette envers le bénéficiaire du chèque et cette stipulation pour autrui est irrévocable par l'acceptation du bénéficiaire qui a déclaré vouloir en profiter et qui possède alors une action directe et personnelle contre le promettant à l'effet de le contraindre à l'exécution de son engagement. » (d'après le *Mon. jur.* de Lyon et Dalloz).

A l'époque de l'élaboration de la loi sur le chèque français de 1865, des discussions parlementaires est apparue la théorie de Monsieur Emile Ollivier, dite *L'indication de paiement*. Le moniteur du 7 mai 1865 nous transmet les déclarations suivantes : M. Ollivier : « qu'est-ce qu'un chèque ? C'est un mode d'effectuer un paiement. Au lieu de prendre dans ma poche 100 francs, je prends un morceau de papier qui représente cent francs. Conséquemment, lorsque vous voulez savoir qu'elles sont les règles juridiques qu'il faut appliquer ou qu'il ne faut pas appliquer au chèque, demandez-vous simplement : quelles sont les règles ordinaires établies en matière de paiement ; si ces règles ordinaires sont applicables en matière de paiement, elles seront appliquées au chèque ; sinon, non ! »

« Or, le paiement peut se faire de deux manières ; il peut se faire par le débiteur directement personnellement et il peut se faire également par un tiers, que l'on prie de payer à sa place.

« On appelle cela dans le langage juridique l'indication de paiement. »

Une autre théorie sur la construction juridique du chèque est celle qui réglemente le chèque comme *un mandat de droit commun*. Qu'est-ce qu'un mandat ? L'article 483 du Code Civil bulgare (loi sur les contrats et les obligations) est ainsi stipulé : « Le mandat est un contrat par lequel une personne s'oblige gratuitement ou contre une rémunération à faire quelque chose pour le compte de la personne qui l'a chargée de cela. » Dans le chèque le tireur charge le tiré de payer pour son compte une somme d'argent au porteur. Le législateur bulgare se basant sur cette théorie a trouvé nécessaire de qualifier dans le texte même de la loi le chèque comme un mandat : article 640, « toute personne... peut effectuer le retrait des fonds par un mandat dit chèque ». Tandis que d'autres législations, comme, par exemple, celle en France, a eu la précaution de qualifier le chèque comme « écrit qui sous la forme d'un mandat... », c'est-à-dire, déclarant que le chèque n'est pas un mandat, mais seulement qu'il peut se présenter sous cette apparence, le législateur bulgare ne laisse aucun doute ni terrain de délibération; il stipule purement et simplement que le chèque est un mandat. Cette qualification formelle donnée au chèque est très maladroite et préjudiciable et nous y reviendrons.

## DÉFINITION DU CHÈQUE

En ce qui concerne la définition du chèque on se trouve en présence de trois systèmes. Certaines législations ont cru nécessaire de donner une définition légale du chèque, alors que d'autres se sont bornées à énumérer directement un certain nombre des éléments indispensables à l'existence du chèque, enfin une troisième utilise simultanément ces deux procédés.

La loi française du 14 juin 1865 commence par l'article I, alinéa 1, ainsi conçu : « Le chèque est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement, sert au tireur à effectuer le retrait à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie de fonds portés au crédit de son compte chez le tiré et disponible. »

On peut constater que le législateur français s'est contenté d'établir une vue d'ensemble de ce qu'est le chèque, plutôt que d'en donner une définition, car il ne s'est pas prononcé sur sa nature juridique.

Le législateur bulgare a jugé utile de procéder d'après le troisième système et de donner une définition légale du chèque tout en précisant ses éléments essentiels. Voici le texte de l'article 640 du

Code de Commerce bulgare du 29 mai 1897 : « Toute personne ayant à sa disposition une somme d'argent dans une banque ou chez une autre personne peut en disposer en tout ou en partie pour son profit personnel ou au profit d'un tiers, par un mandat dit « chèque ».

Nous retrouvons la même façon de procéder dans les « Bills of exchange », mais le législateur s'en tient au premier système. La loi anglaise en son article 73 s'exprime comme suit : « Le chèque est une lettre de change tirée sur un banquier payable à vue. »

Les Etats-Unis dans l'article 185 de la « Negotiable Instruments Law » donne une définition en tous points semblable.

La Belgique, dans un projet de loi, proposa la rédaction suivante : « Le chèque est une lettre de change tirée sur un banquier et payable à vue sur fonds disponibles », mais dans la suite elle y renonça.

Des législations plus récentes, comme celle d'Allemagne, Suisse, Autriche, etc., se sont abstenues et avec raison, de donner une définition du chèque. Elles laissent à la doctrine le soin d'en trouver une et à la jurisprudence de la déterminer.

Voici comment M. Bouteron concrétise ces tendances : « Il serait sans doute séduisant d'essayer de définir le chèque ; mais ce serait, semble-t-il, faire œuvre vaine, car c'est un instrument de transaction essentiellement vivant, et la réalité se laisse difficilement emprisonner dans une formule. Les

définitions données au chèque par des législations n'ont pas tardé à devenir tout à fait insuffisantes... »

La question de la définition du chèque a même été soulevée à la Conférence de La Haye en 1912. La France, la Russie et le Siam se prononcèrent en faveur d'une définition ; l'Angleterre et la Belgique s'abstinrent, tandis que l'immense majorité des autres pays : Etats-Unis, Allemagne, Autriche, Hongrie, Brésil, Italie, Danemark, Suisse, Japon, Pays-Bas, Suède, Mexique et autres, hostiles à ce système, estimèrent qu'il était préférable de ne pas chercher à définir le chèque. Le Comité décida de s'abstenir et rédigea une décision dans ce sens.

Pour en revenir à la Bulgarie, nous estimons que l'article 640 n'est d'aucune utilité. Bien plus, nous pensons que cet article est dangereux, parce qu'il est contredit par les dispositions spéciales édictées dans la loi concernant le chèque. Cet article a, en effet, une origine différente des autres articles de la même loi et ce défaut de suite favorise les controverses et les inexactitudes dans la doctrine et dans la jurisprudence (1).

1. L'article 640 fut combiné des articles 1<sup>er</sup> de la loi française de 1865 et 339 du Code commercial italien de 1882.

## CONDITIONS DE FORME

La loi bulgare fait du chèque un acte qui doit être écrit et formel. Les mentions qu'il doit contenir sont énumérées de façon précise dans la loi même.

Article 641 : le chèque doit contenir :

1° La qualification de « chèque » ;

2° La somme à payer ;

3° La signature du tireur, son nom et prénom ou sa raison sociale.

4° La date avec l'indication du mois et du jour (de sa création) ;

5° Nom, prénom ou raison sociale de celui qui doit payer (du tiré) ;

6° Indication du lieu où le paiement doit être effectué ; le lieu désigné à côté du nom ou de la raison sociale du tiré est considéré comme lieu du paiement et domicile du tiré.

1° *La qualification « chèque »*, c'est-à-dire le mot « chèque », doit être inscrit dans le texte même du chèque. Si ce mot figure sur le titre seulement, l'acte ne vaudra pas comme chèque. Si le titre est rédigé en bulgare, le mot chèque doit être écrit en langue bulgare ; si le chèque est en langue étran-

gère, le mot chèque doit être écrit selon l'orthographe de la langue dans laquelle le titre est rédigé, ou bien on peut user d'un terme exprimant l'idée du chèque dans cette langue, dûment prévu par la loi respective. Ainsi, si le chèque est rédigé en français, dans son texte doit figurer le mot « chèque », sans qu'il y ait besoin de faire suivre entre parenthèses l'expression « tchèque », stipulée par la loi bulgare. De même, pour le chèque rédigé en anglais, le terme doit être « cheque », pour celui rédigé en allemand « Scheck », pour celui en italien « assegno bancario », en espagnol « mandato de pago », etc... Au cas où le titre est rédigé en langue bulgare, la qualification doit être écrite en langue bulgare, c'est-à-dire que le mot « tcheque » doit figurer comme condition *sine qua non*. Si ce mot est remplacé par une traduction en langue étrangère ou par des termes équivalents, on ne se trouve plus en présence d'un chèque, puisque fait défaut l'élément exigé par l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 641 de la loi. En ce qui concerne le chèque émis à l'étranger sur des tirés résidant dans le territoire du Royaume de Bulgarie, il y a lieu d'appliquer, sous le rapport de la forme du titre, l'adage *locus regit actum*.

L'indication du mot « chèque » est prescrite par les lois de Suède, Norvège, Suisse, Allemagne, Autriche, Japon, Danemark et autres. Par contre, en France, Angleterre, Belgique, Italie, cette clause n'est pas obligatoire. Voilà pourquoi cette question a fait l'objet d'une discussion très agitée à la Confé-

rence de La Haye, ainsi qu'au Comité du Congrès de Bruxelles. L'Amérique a déclaré ne pas être hostile à l'insertion du mot « chèque » et a ajouté qu'un changement de législation serait difficile, parce que le droit de légiférer en ce qui concerne les effets de commerce dont le chèque est une variété, n'appartient pas au Gouvernement fédéral mais aux divers Etats. L'Angleterre a pris nettement parti contre. La France, par l'organe de son représentant, le professeur Ernest Picard, vota contre, affirmant qu'il s'agissait là d'un formalisme nouveau qui pouvait dérouter le commerce ; mais la pratique a démontré que l'insertion du mot chèque est utile et cette pratique s'est acclimatée partout sans aucune difficulté. Seize délégations ont voté pour et quatre contre. Voici d'ailleurs les conclusions résultant du rapport : « le titre doit contenir la dénomination de « chèque ». Cette dénomination est à insérer dans le texte même ; il ne suffirait pas qu'il y soit apposé comme en-tête, par exemple. A défaut de la dénomination requise, le titre ne vaudra pas comme chèque... »

Evidemment, l'insertion du terme « chèque » dans un effet n'est pas suffisant pour en faire *ipso facto* un effet de commerce de cette espèce. Ce n'est même pas une présomption légale. Il faut que d'autres conditions s'y ajoutent, que d'autres éléments en fassent partie.

2° *L'indication de la somme à payer.* — Le législateur bulgare, se séparant en cela des législateurs

de certaines nations, a spécifié que le chèque doit contenir l'indication d'une somme d'argent, mais il n'a pas exigé que soit indiquée la mention « payez à l'ordre de ». L'ordre de livrer une marchandise ou de payer autrement qu'en espèces ne peut faire l'objet d'un chèque en Bulgarie. L'ordre de paiement doit porter toujours sur une somme d'argent dont le montant doit être certain (1).

La loi bulgare n'a pas indiqué la manière dont la mention de paiement doit être libellée, indication que l'on trouve dans les lois suisses, anglaises et autres, lesquelles exigent en général « l'indication en toutes lettres de la somme à payer ». La loi bulgare laisse la faculté au tireur d'agir à sa guise. Ainsi, on peut inscrire la somme en chiffres ou en lettres, pourvu qu'elle soit insérée dans le texte même. D'ailleurs la pratique a consacré la façon de faire qui consiste à désigner la somme en toutes lettres au milieu du chèque et en chiffres en bas à gauche ou en haut à droite. En cas de contradiction entre les sommes désignées, il y a lieu d'appliquer l'article 533 sur la lettre de change qui stipule que « si la somme à payer est désignée en toutes lettres et en chiffres, doit compter celle désignée en toutes

1. L'explication de l'omission concernant l'ordre de payer, nous la trouvons dans la qualification du chèque bulgare comme mandat. L'ordre de payer n'est pas indiqué de la même façon dans les différentes législations. Les unes envisagent l'ordre pur et simple de payer, tandis que d'autres n'exigent qu'un ordre conditionnel. La question a été soulevée à la Conférence de La Haye et on fut d'accord pour décider que le chèque devait contenir un ordre pur et simple de paiement.

lettres ; mais si la somme se répète quelques fois en toutes lettres ou en chiffres, on doit valider la plus petite somme désignée ». En Allemagne, nous retrouvons à peu près le même texte inséré dans l'article 6 de la loi, lequel texte a prévalu à la Conférence de La Haye et fut inscrit à l'article 7 des « Résolutions ». Les lois autrichiennes, grecques et autres contiennent une disposition semblable. La loi française n'a pas prévu de dispositions spéciales à ce sujet, mais on peut se reporter à l'article 1327 du Code civil ainsi conçu : « lorsque la somme exprimée au corps de l'acte est différente de celle exprimée au bon, l'obligation est présumée n'être que de la somme moindre, lors même que l'acte ainsi que le bon sont écrits en entier de la main de celui qui s'est obligé, à moins qu'il ne soit prouvé de quel côté est l'erreur ».

La désignation d'une somme certaine d'argent est indispensable. Il en ressort qu'il faut stipuler avant la somme ou après elle la monnaie : levas, francs, dollars, livres sterling, etc., afin que toute cause de différend entre les parties intéressées en ce qui concerne les tribunaux auxquels elles doivent soumettre leur différend, ceux du lieu d'émission ou ceux du lieu de paiement, soit écartée. En exigeant la désignation d'une somme d'argent le législateur, comme nous l'avons déjà dit, a écarté le chèque de marchandises et de toute autre prestation. D'autres législations exigent que le montant de la somme à payer soit écrit à la main et non à la machine à écrire ou

par le moyen d'autres modes d'impression ; sans grattages ni corrections quelconques (Argentine, Lettonie, Nicaragua et autres). La loi bulgare est muette sur ce point. Nous estimons que non seulement le texte tout entier du chèque bulgare peut être écrit à la machine ou par tout autre mode d'impression, mais même en cas d'erreur les grattages et corrections sont admises, à la condition que ces dernières ne donnent lieu à aucun doute de falsification ou un abus quelconque. Au cas de grattages et corrections il est plus prudent de faire les renvois utiles en marge ou en bas du titre et de les faire signer par les intéressés.

Le chèque peut contenir le paiement d'une somme alternative de différentes monnaies nationales ayant à peu près la même valeur, comme par exemple : soit 1.000 francs français ou 5.500 levas ; mais il ne peut pas contenir différentes sommes alternatives de la même monnaie nationale, comme par exemple : 1.000 ou 5.000 levas. Dans le premier cas c'est au tiré de choisir la monnaie dans laquelle il doit effectuer le paiement du chèque. Les sommes stipulées en monnaies n'ayant pas cours sur le lieu du paiement sont payées au cours du change officiel de ce pays au jour du paiement ou du dernier jour du délai pour effectuer le paiement. Les sommes doivent être fixes. Le chèque ordonnant le paiement d'une somme « d'environ tant » (exemple, payez contre ce chèque environ 5.000 levas) est nul.

L'omission de la mention concernant l'indication

d'une somme d'argent entraîne aussi la nullité du chèque.

3<sup>o</sup> *La signature du tireur, son nom et prénom ou sa raison sociale.* — Le tireur doit signer le chèque de sa propre main. Tandis que d'autres législations n'exigent que le nom du tireur, le législateur bulgare exige aussi son prénom. C'est logique, car en Bulgarie il existe plusieurs familles du même nom et qui n'ont pas la moindre parenté ou lien familial entre elles. Ainsi les erreurs sont moins fréquentes.

Les doctrines et jurisprudences n'exigent que la désignation de la première lettre du prénom. Quant à la signature de la raison sociale, elle doit être celle enregistrée au Registre du Commerce du Tribunal compétent ; la signature des fondés de pouvoirs doit être celle des fondés de pouvoirs dont le nom a été publié au *Journal Officiel*. Si la signature n'est pas conforme aux prescriptions précédentes, elle est considérée comme nulle et le chèque comme projet d'effet sans valeur.

En vertu de plusieurs arrêts et d'accord avec la doctrine, la signature doit figurer au recto et au bas du chèque. La signature du tireur à travers ou au verso est considérée comme inexistante et entraîne la nullité du chèque.

Le contenu du chèque peut être manuscrit ou imprimé de façon quelconque sur du papier, du carton, du linge ou autre, mais la signature doit toujours être manuscrite : elle peut être aussi d'une orthographe différente de celle du texte. La signature

peut être écrite à l'encre et même au crayon. Peu importe si elle est lisible ou non du moment qu'elle est identique à la signature courante du tireur. Les illettrés n'ont pas le droit d'être partie active directe à un chèque ; ils ne peuvent pas faire signer par d'autres personnes, même devant notaire (arrêt de la Cour de Cassation de Bulgarie).

Ils ont le droit de mandater une tierce personne qui doit agir en qualité de fondé de pouvoir. Pourtant la jurisprudence anglaise valide les chèques signés par des illettrés au moyen d'une marque quelconque et même sans qu'ils soient assistés d'aucun ministère officiel (affaire Geary contre Physic, A. C. 234 ; affaire George contre Burrey, A. C. 516).

En principe, la signature fausse ou falsifiée entraîne la nullité du titre, mais les différentes législations ne sont pas unanimes sur ce point. Plusieurs d'entre elles lient le faux à la négligence des parties intéressées. En Angleterre, par exemple, si le paiement est dû à la bonne foi du banquier et l'émission à la négligence du tireur, c'est ce dernier qui en subit les conséquences. La résolution pratique a été trouvée par l'Angleterre dans l'assurance mutuelle de ce risque.

L'article 20 de la loi autrichienne stipule que le dommage retombe sur le tireur si le faux ou la falsification proviennent de son fait ou de celui de ses employés ; dans le cas contraire c'est le tiré qui le supporte.

La loi allemande laisse à la jurisprudence le soin

de trancher les difficultés dans le cas d'une fausse signature.

En général, vu la fréquence de ce fait, ces éventualités sont prévues dans les conventions mêmes entre les parties intéressées ; nous aurons d'ailleurs l'occasion de traiter à nouveau la question.

*4<sup>o</sup> La date avec indication du mois et du jour. —*

De même que la législation suisse, la loi bulgare a cru devoir se passer de l'indication du lieu de l'émission du chèque. Nous croyons que c'est une omission pas très heureuse, car l'indication du lieu d'émission est très importante au point de vue de la capacité des parties, des délais de présentation, de prescription, exercice du recours, etc. Certains pays exigent cette mention comme indispensable. (Allemagne, Autriche, Belgique, Turquie, Grèce, Mexique et autres). Pour le chèque bulgare, par présomption c'est le lieu de paiement qui est considéré comme lieu d'émission (en France la même présomption existe).

Le législateur bulgare s'est contenté d'exiger la date-mois et jour de la création du chèque. La désignation de l'année est considérée comme superflue et avec raison, vu le court délai exigé pour le paiement du chèque.

L'absence de date entraîne la nullité du chèque.

La date d'émission présente un gros intérêt, notamment en ce qui concerne le délai de présentation. Pour le chèque bulgare il est suffisant qu'elle soit écrite en chiffres. Le législateur bulgare a bien

fait de ne pas exiger une date en toutes lettres, obligation que l'on rencontre dans les législations suisse, française et autres et qui a d'ailleurs prévalu dans la solution prise à ce sujet à la Conférence de La Haye. Raison de plus pour qu'en Bulgarie, comme en Angleterre, la loi n'attache pas d'autre importance à la question de date (voir article 644). La désignation de la date peut figurer dans le texte en haut ou en bas du chèque, pourvu qu'elle soit au recto de l'effet et qu'elle précède la signature du tireur.

A la différence des autres législations, la loi bulgare n'exige pas que la date soit écrite de la main de celui qui a écrit le chèque, de sorte que la date sur le chèque bulgare peut être écrite par qui que ce soit, soit de sa main, soit à la machine à écrire, ainsi que par tout moyen d'impression. Les affirmations tendant à démontrer que l'exigence de l'inscription de la date de la main du tireur constitue une garantie pour empêcher la fraude, sont à notre avis peu soutenables.

Dans la pratique il arrive souvent que des chèques post-datés sont mis en circulation. Conrad trouve l'explication de ce fait dans la mauvaise habitude de certaines banques de débiter le tireur du chèque à la date du jour de l'émission. Pour gagner quelques jours d'intérêts, le tireur croit bien faire de post-dater le chèque lorsqu'il prévoit un certain retard dans l'encaissement. Evidemment une pareille pratique en elle-même est inoffensive, or on doit évo-

quer d'autres problèmes assez délicats : on peut faire usage du chèque comme effet à long terme en prolongeant les délais de présentation. Ainsi en postdatant le chèque on lui enlève le caractère d'instrument de paiement rapide et il se rapproche alors de la lettre de change et du billet à ordre, au détriment des lois fiscales qui soumettent ces derniers à un droit de timbre fiscal proportionnel beaucoup plus élevé que celui du chèque. Plusieurs pays ont déjà résolu cette irrégularité. Elle a été soulevée aussi à la Conférence de La Haye. D'un plein accord il a été entendu qu'on ne peut pas songer à frapper de nullité le chèque postdaté, car le preneur de bonne foi serait gravement lésé dans ces intérêts et la sécurité des rapports commerciaux en souffrirait beaucoup. Voilà pourquoi les législations recourent aux amendes en taxant lesdits faits de fraude fiscale.

Nous sommes d'avis que le législateur bulgare doit en faire autant pour sauvegarder les intérêts du fisc, soit pour couper court à l'usage du chèque postdaté qui devient de plus en plus fréquent. On arrive même par l'usage du chèque postdaté à transformer le chèque d'instrument de paiement en un instrument de crédit préférable à la lettre de change, étant donné l'engagement strict et la plus grande sécurité que présente le premier, surtout avec la nouvelle pénalité sur l'émission du chèque non provisionné.

En France, en Italie, en Belgique, en Autriche, en Hongrie, etc. le chèque postdaté entraîne les mêmes pénalités que le chèque non daté. En Allemagne la

loi n'édicte aucune pénalité contre le chèque post-daté, mais elle lui refuse l'immunité fiscale et rend responsable du paiement des droits qui régissent les traites, l'émetteur et toute personne qui a pris part à la circulation du chèque jusqu'au jour de la date qu'il porte. L'Angleterre et l'Amérique qui n'ont pas de délais stricts de paiement fixés par la loi, n'attachent aucune importance à cette question. Ce fait doit être expliqué aussi par les conditions spéciales faites au chèque dans les pays anglo-saxons.

5<sup>o</sup> *Nom, prénom ou raison sociale de celui qui doit payer (du tiré).* — Une autre mention essentielle à défaut de laquelle le chèque ne se concevrait pas comme tel, c'est l'indication de la personne qui doit effectuer le paiement. Toutes les législations sont d'accord sur cette condition et nous y reviendrons plus loin.

6<sup>o</sup> *Indication du lieu où le paiement doit être effectué ; le lieu désigné à côté du nom ou de la raison sociale du tiré est considéré comme lieu du paiement et domicile du tiré.* — L'obligation de mentionner l'indication du lieu où doit s'effectuer le paiement n'est pas une obligation aussi stricte que celle concernant les mentions que nous venons d'étudier. Le législateur a laissé la présomption jouer en pareils cas. La doctrine et la jurisprudence et surtout la pratique se sont chargées de la fixation précise de cette condition. Ordinairement elle figure sous la forme d'adresse du tiré. Les grandes banques dans leur formule de chèque ont rédigé une rubrique

spéciale désignant l'endroit, guichet et heure où est effectué le paiement. La mention du lieu où le paiement doit être effectué est nécessaire au point de vue des formalités liées aux délais de paiement. C'est en effet la loi du lieu de paiement qui doit être appliquée en ce qui concerne les protêts de non-paiement et la prescription du chèque (arrêt de la Cour de cassation de Sofia, 158/1911). Il n'est pas admis de chèque domicilié. Le lieu du domicile doit être le même que celui du paiement. La loi autrichienne exige que le lieu du paiement soit un endroit où le tiré possède un établissement commercial ou bien se trouve une Chambre de compensation à laquelle il est affilié. Faute d'indication du lieu de paiement ou si le lieu indiqué ne correspond pas aux prescriptions ci-dessus, le chèque est réputé payable au lieu où l'établissement du tiré a son siège social ou la personne du tiré son domicile.

Le projet de loi allemand de 1892 déclarait nuls les chèques domiciliés, c'est-à-dire ceux qui portent l'indication d'un lieu de paiement différent de celui indiqué comme domicile du tiré. Ses auteurs soutenaient la thèse qu'il est contraire à la nature du chèque de pouvoir obliger le tiré à effectuer le paiement dans un lieu où il n'a ni établissement ni caisse. Mais la loi de 1908 n'a pas approuvé ce raisonnement et elle a stipulé que l'indication d'un lieu de paiement différent du lieu du domicile est réputée non écrite : c'est d'ailleurs la méthode suivie par la jurisprudence bulgare.

Le lieu du paiement doit être inscrit au recto du chèque, sans égard à l'endroit. Il doit être mentionné avec toute exactitude afin de ne pas être confondu avec d'autres lieux du même nom.

Il existe encore d'autres conditions au point de vue forme, mais la loi n'exige pas leur insertion ; leur observation est laissée à la faculté des intéressés (par exemple les mentions : reçu au comptant ; reçu en marchandises ; le nom du bénéficiaire ; le lieu d'émission du chèque, etc.).

Le législateur bulgare n'a pas prévu l'émission de plusieurs exemplaires du même chèque. Conformément aux lois suisses, françaises et italiennes auxquelles a été emprunté ce texte, la loi bulgare reste muette à ce sujet. D'ailleurs c'est la pratique qui a soulevé cette question. Comme dans la lettre de change, les connaissements et autres effets de même caractère, on établit ces titres en plusieurs exemplaires pour les faire parvenir au destinataire par des courriers et chemins différents. En cas de retard ou de perte de l'un d'eux, un autre arrivera à temps. Tous les exemplaires ainsi émis sont considérés comme des titres équivalents. Ils sont rédigés d'une manière uniforme, chacun d'eux portant la mention « premier », « deuxième exemplaire », etc. Peu de législations contiennent des dispositions relatives à la création des duplicata de chèques : lorsqu'il en est prévu, cette émission est subordonnée à diverses conditions : énumération, mode de paiement, droit de recours, etc. En tout cas l'usage a consacré lente-

ment mais fermement l'émission de plusieurs exemplaires du même chèque et la jurisprudence la confirme en validant par des arrêts formels les duplicata présentés au paiement. La Conférence de La Haye en fut saisie aussi. Elle s'est occupée spécialement du chèque tiré d'un lieu sur un autre et a décidé en faveur de la pluralité des titres, à condition que le chèque soit au porteur et émis en plusieurs exemplaires identiques et numérotés dans le texte même du titre.

Après avoir défini les exigences de la loi sur la forme du chèque, nous croyons utile d'aborder les différentes espèces de chèques prévues par la loi bulgare.

## LES DIFFÉRENTES ESPÈCES DE CHÈQUES

Les diverses modalités de paiement du chèque, introduites et pratiquées depuis longtemps dans le commerce notamment de la partie du chèque, i. e. l'Angleterre et les Etats-Unis, ont obligé le législateur à les codifier. La loi bulgare prévoit les trois espèces de chèques suivants :

### 1<sup>o</sup>. LE CHÈQUE ORDINAIRE.

C'est le chèque que nous avons étudié jusqu'à présent et qui a été la seule forme légale jusqu'à la modification de la loi faite le 17 décembre 1925. Comme partout dans son développement, quoique trop lent en Bulgarie, il a pris des aspects variés dont on peut distinguer les suivants :

a) *Le chèque à personne dénommée*, établi au nom d'une personne déterminée, sans droit de transmission, ni par endossement ni par tradition (1). Ce chèque est peu utilisé, vu qu'il n'est pas endossable. Quelques législations ne le connaissent même pas (Italie, Espagne). Cependant il existe des auteurs

#### 1. Seulement par voie de cession.

qui désirent son introduction, parmi lesquels nous pouvons citer le célèbre juriste italien Vivante, qui dit : « Notre Code ne connaît malheureusement pas le chèque nominatif transmissible dans les formes de la cession. Cette forme met en effet le preneur et tout possesseur ultérieur à l'abri contre le danger du vol et du faux, car chacun d'eux peut le revendiquer contre l'acquéreur, tant de bonne que de mauvaise foi, et s'opposer valablement au paiement. »

b) *Le chèque au porteur*, qui se transmet sans aucune formalité. Il est l'effet le plus simple à transmettre et le plus facile à toucher. Le tiré n'est pas obligé d'identifier le bénéficiaire. Toutes les législations le reconnaissent, excepté la législation grecque dont l'article 8 interdit formellement l'émission des chèques au porteur, sous peine de nullité du chèque. La loi bulgare admet cette forme par l'article 643 ainsi conçu : « Le chèque peut être émis au porteur en faveur d'une personne déterminée ou à l'ordre de cette personne. Si le chèque n'indique pas la personne à qui le paiement devra être fait, il est considéré être émis au porteur. »

c) *Le chèque « à ordre »*, c'est celui qui porte la clause « à ordre ». D'après le droit français, anglais ou anglo-saxon et autrichien, si le chèque ne porte pas la clause « à ordre » il ne peut pas être transmis au moyen de l'endossement. Par contre, en Allemagne, en Italie et en Suisse et par suite en Bulgarie, un chèque peut être endossé au nom d'un

tiers si l'endossement n'est pas expressément interdit. Le chèque est *ipso jure* endossable. Cette solution a prévalu à la Conférence de La Haye qui l'a stipulé dans son projet comme suit : « Tout chèque, même non expressément tiré à ordre (du moins tout chèque au profit d'une personne déterminée) est transmissible par la voie de l'endossement. Lorsque le tireur a inséré dans le chèque les mots « non à ordre » ou une expression équivalente, le titre n'est transmissible que dans la forme et avec les effets d'une cession ordinaire. »

Le chèque « à ordre » est très répandu, quoique les formalités pour en effectuer le paiement soient assez ennuyeuses. L'identification du porteur et la vérification des endossements sont indispensables et exigibles.

## 2° LE CHÈQUE BARRÉ.

Ce chèque a existence légale en Bulgarie depuis l'édiction de la loi du 17 décembre 1925 promulguée et publiée au *Journal Officiel* le 21 décembre 1925. Au fond, c'est un chèque ordinaire sur lequel des barres sont tracées avec ou sans la mention d'un nom de banque entre les barres. Citons l'article de la loi y relatif qui est assez ample et expressif et qui représente presque la copie de l'article 24 du projet de règlement pour les chèques élaboré par le Comité de l'Unification à la Chambre de Commerce International dans sa session de mars 1925 :

article 643-a. Le chèque traversé au recto de deux barres parallèles ne peut être payé qu'à un banquier et peut être tiré seulement contre une banque. Le barrement peut être fait par le tireur ou le tiré. Le barrement peut être général ou spécial. Le barrement est général s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation ou la mention « banquier » ou un terme équivalent ou seulement « et C<sup>e</sup> » ; il est spécial si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres. Le chèque à barrement spécial ne peut être payé qu'au banquier désigné. (Voir « Résolutions » de la Conférence de La Haye, art. 24.)

Ce chèque est né de la pratique de « clearing houses » (Chambres de compensation) où les banquiers réglaient entre eux leurs affaires. Pour y simplifier leur travail, les employés inscrivaient entre deux barres sur les chèques présentés par leur maison le nom de celle-ci, par mesure d'ordre. Puis on prit l'habitude de barrer les chèques, non plus pour se reconnaître dans le travail de compensation, mais pour indiquer à la banque qui devait payer, que les fonds ne devaient être remis qu'à un autre banquier. Ainsi on réduisait les risques de mauvais paiement, en obligeant le porteur à faire encaisser le chèque par une banque. La banque se méfiait lorsqu'un inconnu venait la charger d'un encaissement et on retrouvait rapidement pour le compte de qui le mauvais paiement éventuel était fait. Ainsi dans la pratique, la première forme de barrement fut celle du *barrement spécial*. Mais étant donné que le por-

teur pouvait mettre le nom de sa propre banque, on prit l'habitude d'indiquer seulement la fin de la raison sociale « et C<sup>ie</sup> ». C'est ce que la loi appelle « barrement général ».

Des précisions sur l'origine, les formes et le développement du chèque barré dans sa patrie même, nous en trouvons dans la jurisprudence anglaise. Dans un jugement rendu en 1852, inséré dans le *Bulletin de la Chambre de Commerce anglo-belge* à Bruxelles (1908), nous lisons : « La coutume de barrer le chèque, est-il dit dans ce jugement, a pour origine le Comptoir de Liquidation (clearing-house), les employés des différents banquiers qui y traitaient leurs affaires ayant pour habitude d'inscrire au travers des chèques le nom de leur patron, de façon à faciliter aux employés du Comptoir de Liquidation l'établissement de leur compte. Or, il est évident que cette opération n'impliquait en rien la restriction de la négociabilité des chèques, puisque, lorsqu'elle était pratique, les chèques étaient sur le point d'être liquidés et que leur négociabilité touchait à sa fin... Dans la suite, la pratique se généralisa de barrer des chèques — ne devant pas passer immédiatement par le Comptoir de Liquidation — du nom d'un banquier ou simplement des mots « et C<sup>ie</sup> ». Le but de cet usage est d'assurer le paiement des chèques non pas à un banquier déterminé, mais à un banquier quelconque, de façon à pouvoir retrouver plus aisément la personne qui en avait reçu le montant. Il n'y a pas de doute que pareil

usage est hautement profitable au public. Ces documents sont essentiellement payables au porteur, ils sont sous maints rapports considérés comme des billets de banque dont ils ont, dans les dernières années, largement tenu lieu ; mais comme toute autre chose ils sont sujets à se perdre, à être mésappropriés ou volés et peuvent ainsi tomber dans les mains de personnes n'ayant aucun titre pour en toucher le montant. C'est donc certainement une grande garantie et une sauvegarde pour le propriétaire du chèque, qu'il puisse avoir y des moyens de suivre et de retrouver ceux à qui le montant d'un chèque est payé et à qui en réalité l'argent est remis. Or, le paiement par l'intermédiaire d'un banquier répond à cet objet. Les banquiers sont en général des personnes de grande respectabilité et qui, on peut universellement l'affirmer, sont incapables de se prêter à la dissimulation de la vérité dans le but de voler ou d'assister un voleur. Supposons le client d'un banquier tirant un chèque et le barrant avant de le remettre à une personne à qui il est destiné et supposons que, par la suite, il l'égare ou qu'on le lui vole avant qu'il ait pu le faire parvenir à son créancier. Si ce chèque est présenté au paiement autrement que par l'intermédiaire d'un banquier, alors, conformément à l'usage ci-dessus indiqué, il ne sera pas payé, mais, présenté par un banquier, il le sera. La simple circonstance qu'il est nécessaire de mettre le chèque aux mains d'un banquier serait pour un détenteur

frauduleux un obstacle à l'escompte de ce chèque dont il voudrait tirer profit, et le fait qu'on pourrait aussitôt découvrir pour le compte de qui il a été touché serait d'une aide précieuse pour faciliter au tireur le moyen de recouvrer son argent dans le cas où il y aurait toujours droit. D'un autre côté, si le banquier, en dépit de la coutume, payait à un simple particulier un chèque barré, ce fait constituerait une forte présomption contre lui, dans le cas où il chercherait à en imputer le paiement au passif de son client, alors que la personne qui aurait présenté le chèque n'en serait pas le porteur et propriétaire légal. Ce dernier serait naturellement en droit d'exiger le paiement du chèque. Il ne pourrait assigner le tiré, à moins qu'il n'ait accepté le chèque, — pratique peu usuelle quoique légale — mais il pourrait assigner le tireur en non-paiement du chèque, du moment qu'il en est le propriétaire légal ayant droit à sa valeur. Cependant, aucun banquier prudent ne paierait un chèque barré autrement que par l'intermédiaire d'un autre banquier, à moins qu'il ne fût absolument certain que celui qui le lui présenterait en paiement eût le droit d'en toucher le montant. »

On ne peut pas imaginer une rédaction plus explicite que celle de ce jugement sur l'origine et l'évolution du barrement, ses formes et sa signification.

En ce qui concerne le barrement général et spécial, dans le même bulletin nous trouvons les expli-

cations suivantes : « Naturellement ceci fut le procédé le plus naturel à employer par le tireur qui ignorait, au moment de remplir son chèque, quel était le nom du banquier particulier du bénéficiaire ou du porteur subséquent, attendu qu'en tout cas il était assuré qu'un banquier serait coupable de négligence s'il ne payait pas à un autre banquier ou par l'intermédiaire de celui-ci. De telle sorte que l'habitude d'omettre le nom de la firme d'une banque et d'inscrire seulement la finale usuelle « et C<sup>ie</sup> », fut l'origine de l'importante coutume de barrer le chèque sans désignation spéciale (general crossing) ».

En France le chèque barré n'a une existence légale que depuis le 30 décembre 1911. Mais ce retard du législateur français ne doit pas être interprété par son ignorance ou par l'inexistence de ce mode dans le pays. Comme en Angleterre, en pratique il existait depuis longtemps. Encore lors de la discussion de la loi organique du chèque en 1865, des voix se sont élevées en faveur du chèque barré. Mais l'histoire du développement du chèque barré en France nous prouve que ce dernier a rencontré beaucoup de difficultés dans son introduction. Voici une critique parlementaire au moment des discussions de la loi de 1865 : M. Darimont, discutant le projet, s'exclame : « La meilleure critique qui puisse être adressée au projet de loi, ce sont les efforts que fait en ce moment une de nos banques pour introduire l'usage du chèque barré. Quoique la loi laisse l'option entre les reçus et les mandats, cette société

de crédit conserve le reçu ; seulement elle a trouvé le moyen de donner aux reçus une sorte d'endos et de le rendre, au gré du déposant, payable à une maison de banque de Paris ou de la province désignée par lui ou par le cessionnaire du chèque. Quant le déposant veut désigner lui-même le banquier chargé d'encaisser le chèque, il trace à l'encre au travers du chèque une double barre et dans l'intérieur de la barre il inscrit le nom de ce banquier. Dès ce moment personne autre que le banquier désigné ne peut opérer l'encaissement du chèque. Quant le déposant, tout en désirant que son chèque ne puisse être encaissé que par une maison de banque, veut laisser à son cessionnaire le soin de la désigner, il barre le chèque en se bornant à inscrire dans l'intérieur et à droite les mots « et C<sup>ie</sup> ». Dans ces conditions, le chèque ne peut plus être encaissé que par une maison de banque. C'est au cessionnaire, dans ce cas, qu'appartient le soin de remplir le blanc laissé dans l'intérieur de la barre en y inscrivant le nom du banquier finalement chargé de l'encaissement. »

La campagne a été engendrée et soutenue par les milieux économiques et financiers et grâce à leur persévérance, le succès a été plus rapidement assuré. L'Union des banquiers de Paris et de Province ayant décidé en 1894 de mettre en pratique son projet afin d'intéresser le public et d'imposer une intervention législative, fit adresser par toutes les banques et banquiers, ses membres, à leur clientèle

la circulaire suivante : « Nous avons l'honneur de vous informer qu'en suite de la résolution prise par les membres de l'Union des banquiers du commerce de Paris et de la Province, en réponse au désir exprimé par un groupe important des chambres syndicales parisiennes, nous tiendrons à la disposition des clients qui nous en feront la demande des carnets de chèques barrés. Ces chèques porteront l'inscription suivante : d'ordre exprès du tireur, ce chèque étant barré, ne pourra être payé qu'à un banquier ou à un officier ministériel. Ils seront délivrés contre une décharge ainsi conçue : « Je vous prie de me faire remettre un carnet de chèques barrés portant la mention suivante : d'ordre exprès du tireur, ce chèque, étant barré, ne pourra être payé qu'à un banquier ou à un officier ministériel, en considérant comme banquier ou comme officier ministériel les personnes qui figurent au Bottin en cette qualité. Je déclare accepter pour mon propre compte toutes les conséquences de cette indication de paiement. »

A vrai dire, cette initiative n'a pu obtenir un succès éclatant. Mais de toute manière la question fut mise sur le tapis, l'échange de vues et d'opinions s'accentua et quoiqu'un laps de temps assez long devait s'écouler, l'intervention parlementaire fut provoquée. En 1906 une proposition de loi fut déposée par le sénateur, M. Ratier, qui crut « répondre au vœu général en présentant au Sénat une proposition de loi sur les chèques barrés et les

chèques non-négociables ». En 1907 une autre proposition de loi fut déposée à la Chambre et examinée par une Commission d'initiative parlementaire et fit l'objet d'un rapport favorable du professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, M. Thaller. Enfin, en 1909 M. Ratier remania le texte de sa proposition de loi de 1906, la modifia selon les opinions prévalantes et présenta au Sénat le 4 février 1909 une nouvelle proposition de loi qui fut votée et promulguée sans aucun changement et devenue en conséquence la loi du 30 décembre 1911. Voici comment l'auteur expose le motif dans son rapport à ce sujet : « Messieurs, la proposition de loi que nous vous présentons a pour objet de compléter la loi du 14 juin 1865 sur les chèques, afin d'adopter l'usage des chèques des perfectionnements réclamés depuis longtemps par les représentants autorisés du commerce français. Notre loi est muette sur le chèque barré et sur le chèque non-négociable qui sont cependant susceptibles d'assurer la commodité et la sécurité des paiements. La loi anglaise qui en a permis et réglé l'usage depuis de longues années, a ainsi donné au commerce britannique un outil d'une valeur incomparable qui a puissamment contribué à la prospérité commerciale de l'Angleterre. Le chèque barré tire son nom des deux barres transversales dont il est revêtu par le tireur ou par un endosseur. Si le nom d'un banquier est inséré entre les deux barres transversales, ce banquier peut seul en encaisser le

montant pour le compte de son client. On obtient ainsi une sécurité très grande contre les conséquences d'un vol, car si le chèque est volé en cours de route, le voleur ne peut pas l'encaisser directement, même en falsifiant la signature du bénéficiaire ou du dernier endosseur. Il est obligé de le faire présenter par le banquier dont le nom est inscrit entre les deux barres. Or, ce banquier étant celui du bénéficiaire ou du dernier endosseur, connaît la signature de son client et s'aperçoit immédiatement de la falsification...

«... On évite ainsi les erreurs de caisse, les frais de chargement pour les envois de billets de banque par correspondance. Le service de caisse est réduit au minimum et il devient inutile de mobiliser à chaque fin de mois d'innombrables garçons de recette, accessibles à toutes les tentations et fréquemment victimes de vols. Il en résulte une économie considérable de temps et d'argent qui permet aux commerçants de travailler à meilleur compte et plus rapidement. Les paiements ainsi effectués sans déplacement de numéraire ont pris un développement colossal en Angleterre. Ils dépassent probablement sept cents milliards de francs par an...

« La suppression des lents et encombrants paiements en numéraire pour la majeure partie des transactions commerciales aura encore d'autres avantages. Elle permettra d'employer d'une façon productive une fraction de notre stock d'or et

d'argent monnayé que notre système suranné nous oblige à maintenir à un niveau bien supérieur à celui des pays voisins... Nous pouvons donc espérer que le chèque barré généralisera l'emploi du chèque et tendra ainsi à mettre dans la circulation tous ces petits capitaux improductifs et qui dorment dans les tiroirs. Il paraît donc indispensable de combler la lacune que notre législation présente sur ce point et de suivre l'exemple qui nous a été donné non seulement par l'Angleterre mais aussi par l'Espagne (article 541 du Code de Commerce espagnol) et par la République Argentine (Code de Commerce mis en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1890).

Notre commerce tirera un profit inappréciable de l'instrument perfectionné que le législateur aura mis à sa disposition par la loi dont nous vous soumettons le projet. »

Il faut souligner qu'en France aussi, comme dans tous les autres pays, la jurisprudence a contribué longtemps avant la loi de 1911 à l'introduction du chèque barré. La législation a commencé par codifier le barrement général (Angleterre, 1856) et c'est plus tard qu'elle s'est occupée du barrement spécial (Angleterre 1858). Nous trouvons des notions intéressantes à ce sujet dans le compte-rendu des rapports à la Conférence de La Haye, et nous nous permettons de mentionner l'extrait suivant dû à Monsieur Fischel, délégué allemand : «... Il ne faut pas oublier qu'en Angleterre il existait déjà une grande circulation de chèques avant qu'on ait inven-

té la clause « crossing » qui détermine quel chèque doit être encaissé par un « banker ». On a pu, dans le temps, introduire cette disposition parce qu'à l'époque où on l'a faite, tout le monde en Angleterre avait déjà un banquier... Les « bankers » qui existaient en nombre limité, étaient les personnes de confiance et c'est pour cette qualité et non par suite de leur métier, qu'on créait une sûreté plus grande en apposant le barrement. Au moment où nous allons introduire ce même système dans d'autres pays, il faut naturellement se demander si les circonstances y sont identiques. En premier lieu, est-ce que presque tout le monde a un compte dans une banque ? Et, en second lieu, est-ce que le métier de banquier est très limité, ou, au contraire, est-il ouvert à toutes les personnes qui déclarent vouloir se livrer à des affaires de banque ? Il est évident que l'usage du barrement serait beaucoup plus restreint dans les pays qui ont des mœurs autres que celles de l'Angleterre. L'effet ne serait pas le même d'ailleurs au point de vue de la sécurité s'il existait un grand nombre de petits banquiers. Même en Angleterre, la sécurité n'est pas absolue ; quelqu'un qui a volé ou trouvé un chèque, comme tout le monde a un compte de banque, trouverait facilement parmi ses connaissances quelqu'un pour faire le métier de dupe et encaisser le « crossed chèque ». La véritable sécurité est donnée en Angleterre par le « special crossing ».

En général, les législateurs ont poursuivi un dou-

ble but en codifiant le système du chèque barré.

D'une part, le législateur a voulu donner une sérieuse sécurité au chèque en obligeant à le faire présenter par un banquier. En effet, un banquier ne touchera en principe de chèques barrés que pour le compte de ses clients habituels. Par conséquent, un porteur de mauvaise foi sera aisément découvert.

Toutefois, nous devons signaler immédiatement que cette sécurité ne peut pas être parfaite, du moment que cette protection ne doit pas empêcher la pleine liberté de la circulation du chèque. Pour éclaircir cette idée, nous nous référons au rapport du D<sup>r</sup> Lunge, d'après le Bulletin de Bruxelles: «... Un M. Mills avait tiré sur la « Union Bank of London » un chèque payable à l'ordre de Smith. Ce dernier reçut le chèque, l'endossa et le barra du nom de la « London and County Banking Company ». En allant porter le chèque à la banque, le domestique de Smith se le fit enlever par un voleur qui le vendit à un certain Thurger. Ce dernier transmit le chèque pour sa valeur intégrale à un certain C... client de la « London and Westminster Bank » à qui le chèque fut remis et qui le présenta en paiement à la « Union Bank of London ». Celle-ci paya le chèque à cette dernière, bien que le « crossing » fût au nom de la « London and County Banking Co ». On peut considérer ce cas comme un exemple typique d'un chèque parvenant dans les mains d'un détenteur illégal ; aussi est-il intéressant de voir qu'il fut considéré comme protégé par la loi sur le « crossing »

dans l'état de la législation d'alors que nous venons d'exposer plus haut. Smith, se considérant comme le véritable propriétaire du chèque, jugeait qu'il avait le droit d'en réclamer le montant à la « Union Bank of London » qui n'avait pas tenu compte du « crossing-London and County Banking Co ». La Cour d'Appel se prononça ainsi sur la question : « Le législateur aurait pu décréter que quiconque acceptant un chèque barré le prendrait à ses risques et périls et n'y aurait pas plus de titre que celui qui le lui aurait endossé. Il ne décréta rien de pareil. On ne peut donc dire qu'il a implicitement restreint la négociabilité du chèque. Nous devons donc dire que le porteur du chèque, le client de la « London and Westminster Bank », qui le présenta à la défenderesse, en était le propriétaire légal et avait le droit de le garder contre le demandeur et contre tout autre. . Le demandeur Smith ne pouvait soutenir son action en se basant sur le fait que la défenderesse aurait payé le chèque contrairement à la loi, parce que, si une personne lésée a droit à une indemnité, lorsqu'il y a eu infraction aux dispositions d'une loi, encore faut-il pour cela que ces dispositions légales puissent être invoquées à son profit direct et qu'elle ait subi une perte du chef de leur infraction... Si la loi avait en vue d'empêcher toute personne de devenir propriétaire légal d'un chèque barré, lorsqu'elle ne tenait pas son droit du chef du porteur légitime, pareille disposition aurait dû et aurait pu être facilement exprimée par le législateur. »

Evidemment, toutes les législations sur le chèque barré ont pour but de protéger la sécurité, c'est-à-dire de faire en sorte que la valeur du chèque parvienne à qui de droit, toutefois elles n'entendent pas accorder cette protection au détriment de la circulation du chèque.

D'autre part, le législateur veut faire du chèque barré un instrument essentiellement de compensation, ce qui en Angleterre est déjà un fait notoire. Voici comment le délégué anglais, M. Jackson, a concrétisé cela à la Conférence de La Haye : « L'immense majorité des chèques circulant en Angleterre est constituée par des chèques barrés, car tout le monde en Angleterre a l'usage de faire payer ses chèques par son banquier ; or en ce cas, on barre toujours le chèque. D'ailleurs, les banquiers qui font partie d'une Chambre de Compensation se sont engagés par des conventions spéciales à ne régler les chèques qui leur sont remis et qui sont tirés sur une banque faisant partie de la même Chambre de Compensation, qu'en se servant de la Chambre de sorte qu'il n'y a pas de paiement en espèces dans ces cas. Il en résulte que même les chèques non barrés sont réglés comme s'ils étaient barrés, pourvu qu'ils passent par les mains d'une banque faisant partie d'une Chambre de Compensation. »

Au surplus, par ce système le particulier prend l'habitude de confier à un banquier la garde de ses fonds de roulement, au lieu de l'immobiliser dans un « bas de laine » avec tous ses risques et ses incer-

titudes. Sous la forme de dépôt, toute la fortune liquide peut être concentrée dans les banques, ce qui se fait d'ailleurs depuis longtemps si couramment en Angleterre et depuis la guerre mondiale dans bien d'autres grands pays. On se garantit ainsi contre le vol et la perte.

En Bulgarie, l'histoire du chèque barré ainsi que du chèque en général, comme nous l'avons déjà dit, n'existe pas. Le législateur a cru nécessaire d'introduire cette espèce de chèque, étant persuadé qu'il serait d'intérêt et d'utilité nationale « dans l'avenir » pour la vie économique et financière du pays. Dans les motifs du projet de loi sur le chèque barré il est dit : « ... Le chèque barré représente la plus grande garantie en cas de perte ou de vol du chèque. Il réduit au minimum la circulation des billets de banque et sert de moyen excellent de compensation... »

En fait, non seulement avant la loi de 1925, le chèque barré était méconnu en Bulgarie, mais même à présent son emploi est très restreint. Il n'est utilisé que par les banques et quelques grandes maisons commerciales et industrielles. La grande masse du peuple continue à se méfier de ce mode de paiement, en préférant le « bout de papier » émis par la Banque Nationale de Bulgarie : le billet de banque.

3° LE « CHÈQUE A PORTER EN COMPTE » OU CHÈQUE  
DE VIREMENT.

C'est surtout dans un but de compensation que le législateur a créé le « chèque à porter en compte ». Tandis que le chèque barré peut être payé au comptant en espèces, le chèque de virement ne peut être liquidé que par des écritures de banque. Peu de législations ont reconnu légalement le chèque de virement ; il faut citer parmi elles celle qui fut l'une des patries du chèque : l'Angleterre. C'est l'Allemagne qui peut être considérée comme créatrice de ce chèque. Tandis qu'elle a repoussé le chèque barré, la législation allemande a créé et perfectionné le chèque « à porter en compte » ou chèque de virement (*Verrechnungss-Scheck*). Son origine date de 1876 sous le nom de « *Girokundenscheck* » : il était réservé seulement aux clients de la *Reichsbank*. En 1883, le Syndicat des banques berlinoises, en vue de faciliter les opérations entre les banques et la *Reichsbank* d'un côté, et leurs clients de l'autre, a conclu une convention avec la *Reichsbank* pour le remplacement des « *Girokundenscheck* » par les chèques « *Verrechnungss-Scheck* », c'est-à-dire le chèque à porter en compte, au profit seulement des membres ayant pris part à la convention. Cette espèce de chèque a obtenu un si vif succès par son immense application et son grand emploi, qu'il imposa l'intervention du législateur. C'est

l'article 14 de la loi « Scheck-Gesetz » du 11 mars 1908 qui a stipulé le chèque « nur zur Verrechnung » par le texte suivant : « Le tireur ainsi que tout porteur d'un chèque peut en interdire le paiement en espèces par la clause « seulement pour la compensation » mise en travers du texte du chèque. Dans ce cas le tiré ne peut payer le chèque que par compensation. La compensation vaut paiement au sens de la loi. Cette interdiction est irrévocable : la transgression rend le tiré responsable du dommage qui pourrait en résulter. »

Les buts de la création de ce chèque sont les mêmes que ceux du chèque barré : la sécurité, la diminution de la circulation des billets de banque et surtout la compensation, laquelle, il faut avouer, est beaucoup plus parfaite par ce mode que par le chèque barré.

Le législateur bulgare a prévu le même chèque par l'article 643-b, ainsi conçu : *article 643-b* : « Le tireur ainsi que tout porteur d'un chèque peuvent défendre qu'on paie le chèque au comptant, en insérant au recto la mention transversale « seulement à porter en compte » (samo za minavané po smetka — « nur zur Verrechnung ») ou une expression équivalente. Dans ce cas le chèque ne peut donner lieu qu'à un règlement par écritures. La mention « à porter en compte » ne peut être révoquée ».

En comparant les textes de la loi allemande et ceux de la loi bulgare ci-dessus mentionnés, on voit que ce dernier est plus complet en ce qui con-

cerne la mention « à porter en compte » — nur zur Verrechnung, — ayant ajouté « ou une expression équivalente ». Cet éclaircissement dans la loi même est la conséquence de plusieurs malentendus qui ont causé des litiges judiciaires en Allemagne, vu les affirmations de certains auteurs sur les énonciations du chèque qui seraient à leur avis formelles. Ces auteurs réclament la mention textuelle de la loi et déclarent le chèque nul en cas d'une mention tout autre que celle prévue. Cette controverse existe toujours. Or, les deux législations sont unanimes, d'accord aussi la doctrine et la jurisprudence des deux pays, pour estimer que la mention ci-dessus doit être écrite ou insérée au recto du chèque, ayant une direction transversale et dont le tout ou partie du contenu doit passer sur le texte même du titre. Si la mention est insérée dans la partie blanche de la marge du chèque, elle est considérée comme non-avenue. Les buts ici, comme en matière de chèques barrés, sont les mêmes.

Bref, par ce système, les banques deviennent les banquiers et les comptables des particuliers. Evidemment, chacun doit avoir son compte dans une banque. Muni de son carnet de comptes, le particulier a toujours la possibilité de savoir exactement quelle est sa situation et de quel actif il peut disposer pour ses affaires. Ainsi, il est libéré du souci de calculer ses disponibilités, de la crainte des erreurs, des pertes, des vols etc.

De cette façon les encaissements comme les paie-

ments sont effectués par des écritures. A côté des intérêts des particuliers ainsi sauvegardés, il y en a d'autres d'utilité publique à signaler. Toutes les fortunes nationales, au lieu d'être éparpillées dans les mains des particuliers, sont concentrées dans les banques et les résultats en sont illustrés dans le parallèle suivant tracé par M. Charles Georges Picot :

« Dans le pays où tous les paiements ont lieu en numéraire, si vous avez un million à payer le mardi, vous devez vous approvisionner le lundi de pareille somme. Il ne vous servirait à rien d'avoir un million à encaisser le mardi, car vous ne savez pas quand votre encaisseur va vous rapporter le million qui vous est dû. Donc, vous immobilisez un million et vos débiteurs immobilisent de même un autre million, et voilà deux millions servant à un seul paiement dans la même journée et une fois arrivés à destination ils seront sans emploi.

« Quel contraste dans un second pays où tous les paiements ont lieu en virements. Dès l'ouverture des caisses vous pouvez délivrer votre chèque de virement d'un million, sans avoir approvisionné un centime la veille, sûr de pouvoir le couvrir avant la fin du jour avec les virements représentant le million qui vous est dû. Vos débiteurs auront agi de même, en couvrant les virements qu'ils vous auront remis à l'aide des encaissements qu'ils avaient à faire le même jour. Ainsi, des centaines de millions pourront se régler sans exiger un centime d'immobilisation dans l'encaisse nationale. Des milliards

deviendront disponibles pour des placements consolidés (1).

Il est clair que non seulement le commerce et l'industrie y gagnent cette masse de capitaux rendus à la circulation, mais l'émission nationale, de cette façon, est aussi très réduite. Tous ces avantages considérables peuvent être obtenus grâce au développement du chèque barré et celui de virement répétés et non de leur simple usage accidentel. Sur-tout dans de petits pays comme la Bulgarie, avec ses charges de guerre lourdes à supporter, les désastres récents des tremblements de terre et les masses d'immigrés, ce système si indispensable et sagement introduit, doit être bien organisé afin de donner satisfaction, non pas seulement au public en tant qu'élément national, mais aux particuliers pris individuellement, car enfin, une société est faite d'individus et de pareilles réformes ne réussissent que lorsqu'elles satisfont la majorité des individus, chacun pris isolément.

Pour en finir avec le chèque de virement, nous devons noter que celui-ci a été l'objet de discussions à la Conférence de La Haye et d'après l'annexe au procès-verbal de la séance de clôture (protocole du 23 juillet 1912) il a été voté la résolution suivante sur la forme de l'article 20 du projet et ainsi conçue : « Art. 20. — Le tireur ainsi que tout porteur d'un chèque peuvent défendre qu'on paie le chèque au

1. Charles-Georges Picot, *Des moyens de réduire la circulation fiduciaire*, 1916.

comptant en insérant au recto la mention transversale « à porter en compte » — nur zur Verrechnung — ou une expression équivalente. »

« Dans ce cas le chèque ne peut donner lieu qu'à un règlement par écritures (crédit en compte, virement ou compensation). Le règlement par écritures vaut paiement. La mention « à porter en compte » ne peut être révoquée. »

La violation de cette mention rend le tiré responsable du préjudice causé sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant du chèque.

En dehors de ces trois espèces de chèques prévues par la loi bulgare il en existe beaucoup d'autres avec des conceptions au point de vue législatif et pratique tout à fait différentes, mais qui n'entrent pas dans le cadre de notre étude et qui pourront être l'objet spécial d'un autre ouvrage.

*Unification internationale du chèque.* — Nous nous bornerons à constater que la grande variété des règles, des formes et des conceptions de ce titre a provoqué plusieurs essais pour son unification internationale. Voici un bref historique de la question : une conférence diplomatique réunie en 1910 à La Haye pour l'unification des lois relatives à la lettre de change et au billet à ordre, émit le premier vœu en faveur d'une convention internationale pour l'unification des législations régissant le chèque, dans les termes suivants : « La conférence ultérieure devrait être chargée en même temps de délibérer

sur l'unification des droits relatifs au chèque. Il serait désirable que le Gouvernement des Pays-Bas voulût bien, pour faciliter ces délibérations, employer le procédé suivi pour la préparation de la conférence actuelle ». Depuis, les deux tentatives essentielles faites en vue de l'unification du droit en matière de chèque sont : 1<sup>o</sup> la Conférence de La Haye de 1912 qui a été d'ailleurs la plus importante et la plus fructueuse et 2<sup>o</sup> le Congrès de Bruxelles de 1925. A ces conférences prirent part des diplomates et des jurisconsultes de haute valeur. La Bulgarie s'est fait toujours représenter et prit une part active aux discussions. En résumé, nous nous contenterons de signaler que trois tendances s'affrontèrent dans ces réunions : 1<sup>o</sup> le système anglo-saxon, soutenu par le promoteur du Bill of Exchange Act de 1882, Sir Mackenzie Dalzell Chalmers, ainsi que par la délégation américaine ; 2<sup>o</sup> la conception germanique, soutenue par la délégation allemande sous la présidence du D<sup>r</sup> Knege et le concours précieux du technicien, le banquier Fischel, membre de la même délégation, ainsi que par les délégations autrichienne ayant comme président le D<sup>r</sup> Meyer ; hongroise, avec le D<sup>r</sup> de Nagy, professeur à l'Université de Budapest ; néerlandaise, avec le Ministre d'Etat des Pays-Bas, M. Asser, lequel, par suffrages unanimes, a présidé les conférences de 1910 et 1912 à La Haye ; suisse, présidée par le doyen du corps diplomatique à La Haye, M. Carlin ; norvégienne, avec le Président de la Cour d'Appel de Trondjhem ; russe, sous la prési-

dence du baron Nolcken et turque avec Osman Halin Bey, Président à la Cour de Cassation de Constantinople, et 3<sup>o</sup> le troisième groupe formait la conception latine, représentée par les délégations : française, ayant comme président M. Louis Renault, membre de l'Institut, professeur à la Faculté de Droit de Paris, avec le précieux concours de MM. Charles Lyon-Caen, membre de l'Institut, professeur à la Faculté de Droit de Paris, Paul E. Picard et Jacques Bouteron ; italienne, composée des professeurs Schazer, Straffa et Buzzatti ; belge, avec le membre de la Cour permanente d'arbitrage, M. Beernaert, Ministre d'Etat et luxembourgeoise avec le banquier, le D<sup>r</sup> Wurth Weiler.

Les autres délégations, toujours prenant une part active aux discussions, réservèrent leur neutralité. Bref, des rapports furent présentés et des projets organiques votés. L'étude approfondie de l'unification du droit relatif aux chèques fut mise à l'ordre du jour et les délégations se séparèrent en 1912 en votant les « Résolutions sur l'Unification du droit relatif aux chèques » (protocole du 23 juillet 1912) et se proposèrent de se réunir deux ans après. La guerre mondiale survint et forcément ajourna la tentative. En 1925 elles furent reprises au Congrès de Bruxelles. Ces conférences aboutirent au vote du projet de règlement uniforme pour le chèque soumis aux divers Gouvernements pour approbation. Donc, on est toujours dans l'attente d'une réalisation effective d'unification internationale en matière de chèques,

afin de supprimer tous les obstacles que la diversité des législations peut dresser devant le chèque et qu'il puisse devenir le titre d'une liberté absolue de circulation et sans frontières.

## CAPACITÉ EN MATIÈRE DE CHÈQUE

Dès son origine, le chèque a nécessité la coopération de trois personnes : *a) le tireur* — le souscripteur qui, ayant une somme disponible chez un tiers, donne l'ordre d'un paiement ; *b) le tiré* — la tierce personne qui est chargée de payer une somme d'argent et *c) le bénéficiaire* — la personne au profit de laquelle est émis le chèque et qui a le droit d'en toucher le montant.

Pour qu'un individu puisse jouer le rôle de partie à un chèque, étudions les conditions de capacité requises de lui. En ce qui concerne la capacité requise des parties en matière de chèques, la loi nous renvoie aux dispositions y relatives de la lettre de change, c'est-à-dire à l'article 647 ainsi conçu : « Les dispositions de la loi relative à la lettre de change sont aussi applicables aux chèques pour autant qu'elles ne soient pas contraires à celles du présent titre », et à l'article 527 qui est ainsi libellé : « Toute personne capable peut contracter des obligations par une lettre de change. Les mineurs peuvent contracter des obligations par lettre de change seulement s'ils s'occupent personnellement de commerce. »

Ces dispositions nous montrent que si le législateur a trouvé nécessaire de préciser les conditions de capacité passive en matière d'effets de commerce il s'est référé, en ce qui concerne la capacité active, aux dispositions générales du droit civil. D'après le Code civil bulgare, toute personne physique ou juridique a des droits et est soumise à des obligations, à moins que la loi ait déclaré le contraire (art. 9 des Contrats et des Obligations). En principe, tout individu majeur de 21 ans, quel que soit son sexe, peut s'engager valablement en matière de chèques. Il en est de même en droit financier où la capacité exigée en matière de chèques est celle requise d'après le droit commun, pour les obligations civiles ou commerciales, suivant que le chèque est civil ou commercial.

Voyons les différentes causes qui limitent ou suppriment cette capacité ; ce sont :

- a) La minorité ;
- b) L'interdiction ;
- c) La nomination d'un conseil judiciaire.

Aux termes de la loi bulgare, les actes commis par des mineurs, des interdits ou des personnes pourvues d'un conseil judiciaire, ne sont pas nuls d'une nullité absolue. Ils sont simplement annulables. A l'égard de tiers de bonne foi ils produisent tout leur effet.

En ce qui concerne les mineurs, l'article 527 consacre une exception en décernant aux mineurs-

commerçants, c'est-à-dire aux mineurs émancipés (1), qui ont l'âge de 18 ans révolus et sont autorisés spécialement par leurs parents et à leur défaut, par le tuteur ou le conseil de famille (l'autorisation du tuteur ou du conseil de famille doit être approuvée par le Tribunal et insérée au *Journal officiel*, art. 4 du Code de commerce) à exercer le commerce, le droit de s'obliger en matière de chèques, ledit mineur étant réputé majeur pour les faits relatifs à son commerce. Des mineurs non-commerçants, au contraire, ne peuvent contracter seuls, leur représentant légal (le tuteur) agit en leur nom. La fausse déclaration de majorité faite par le mineur ne le prive pas du droit de demander, soit la rescision, soit la nullité de l'acte. La femme mariée qui est mineure doit être assisté par son mari ou leur tuteur. L'incapacité du prodigue et de l'interdit est une question de fait. En général, tous ceux qui ont le droit d'administrer leurs biens ont la capacité active en matière de chèques. Ils peuvent sans aucun doute percevoir leurs revenus au moyen de chèques (Tribunal de Commerce de la Seine, 1914). Quand même, en pratique, quand les établissements de crédit se trouvent en face d'incapables, ils s'entourent de garanties pour être couverts.

Une autre catégorie d'incapacité prévue par cer-

1. L'émancipation résulte du mariage à quelque âge que celui-ci ait lieu, ou s'obtient lorsqu'on a atteint l'âge de 18 ans, au moyen d'une autorisation spéciale des parents du mineur, à leur défaut par le conseil de famille, laquelle autorisation du conseil de famille doit être approuvée par le juge de paix.

taines législations est l'incapacité de la femme mariée. Les femmes bulgares peuvent, avec raison, se vanter et se dire à juste titre fières des égards que le législateur bulgare a eus pour elles au point de vue égalité légale. Il faut toutefois noter les restrictions suivantes en ce qui concerne cette égalité des deux sexes : 1. L'article 9 du Code de commerce bulgare exige de la femme mariée une autorisation expresse ou tacite du mari pour exercer le commerce ; 2. D'après l'article 21 de la loi des successions, le droit héréditaire de la fille dans la succession des biens ruraux est de la moitié de la portion héréditaire du fils sur ces mêmes biens ; et 3. L'article 240 de la même loi donne le droit aux descendants du sexe mâle de racheter en espèces les biens ruraux déferés à leurs co-héritiers féminins qui sont mariés au moment de l'ouverture de la succession. Dans tout autre domaine en droit commun l'égalité entre l'homme d'un côté et la femme bulgare mariée de l'autre, est parfaite. Les interdictions des articles 215 et 217 du Code civil français, portant que la femme ne peut pas ester en justice sans l'autorisation de son mari et ne peut pas donner, aliéner, hypothéquer et acquérir à titre gratuit ou onéreux sans le concours du mari dans l'acte ou son consentement par écrit, sont pour la femme bulgare inconnues.

En matière de chèques spécialement, la femme mariée bulgare a toute capacité, activement et passivement, sans aucune restriction, même au cas où

son mari lui aurait refusé le droit d'exercer un commerce, car le patrimoine de chaque époux, d'après le droit commun bulgare, est personnel à chacun d'eux et chacun d'eux a la libre administration et la jouissance complète de ses biens.

Il existe, en dehors des causes d'incapacité ci-dessus, une autre cause d'incapacité qui n'est pas prévue expressément par la loi, mais qui provient du texte de l'article 641, al. 3, sur la signature du tireur, c'est l'incapacité des illettrés. Cette question donne lieu à controverse dans la doctrine et la jurisprudence des divers pays. Nous avons vu que dans les pays anglo-saxons aucune différence n'existe entre les lettrés et les illettrés en matière de chèques, mais dans les pays qui s'en tiennent au strict formalisme, les illettrés n'ont pas le droit de s'obliger en matière de chèques. La Cour de cassation de Bulgarie a adopté cette façon de voir. D'ailleurs, nous sommes d'avis qu'elle agit ainsi dans l'esprit de la loi, ainsi que dans l'intérêt des particuliers du pays.

La capacité d'un individu est régie en principe d'après son statut personnel. Les diverses législations n'ont pas les mêmes règles en matière de capacité. Cela s'explique, puisque la capacité est en relation avec le climat, la physiologie et la psychologie des races et leurs conditions économiques.

D'éminents juristes donnent pour cela des motifs pleins de bon sens et nous pouvons citer ceux du professeur Planiol : « Les lois de capacité sont des-

tinées à protéger les personnes. S'il en est ainsi, à qui appartient-il dans les rapports internationaux de protéger les individus ? Seul l'Etat national se doit d'assurer cette protection, puisque en droit des gens elle lui incombe exclusivement. Nous arrivons ainsi à soumettre à l'Etat la capacité des personnes, d'une manière générale à la loi nationale, qu'il s'agisse des Français à l'étranger ou des étrangers en France... »

Toutes les questions de minorité, d'émancipation, de majorité, de statut de femme mariée, doivent être résolues d'après le statut personnel de l'individu qui est en cause.

La loi bulgare règle en principe toutes les questions de statut personnel que soulève la création, l'endossement ou le paiement d'un chèque d'après la loi du pays auquel ressortit l'individu.

Toutefois, à l'inverse de ce qui se passe en de nombreux pays, lorsqu'une obligation est contractée en Bulgarie même, c'est-à-dire dans les limites de son territoire, peu importe le pays dont ressortit l'individu qui a contracté l'obligation, ce sont les dispositions de la loi bulgare qui règlent la capacité de cet individu ; peu importe son domicile ou sa résidence (art. 627 du Code de Commerce), cet individu est soumis aux prescriptions de la loi bulgare. Cette façon de voir peut engendrer des difficultés au cas où l'on se trouve en présence d'un individu dont le pays d'origine règle toutes les questions intéressant le statut personnel de ses ressortissants par

ses prescriptions légales. Mais ce n'est pas là une difficulté spéciale à la Bulgarie. Lorsqu'un individu ne ressortit d'aucun pays, il lui est appliqué la loi de son domicile, s'il habite un pays autre que la Bulgarie. La question s'est présentée souvent depuis la fin de la guerre 1914-1918 ; il existe au travers du monde, surtout dans les pays balkaniques, un nombre assez considérable d'individus qui ne savent plus de quel pays ils sont les ressortissants : la loi bulgare en déclarant les soumettre aux Tribunaux et lois bulgares a résolu un problème fort épineux.

D'autre part, il faut apprécier la capacité de l'individu au moment où il a contracté l'obligation. L'état légal qui précède ou suit ce moment n'a aucune conséquence juridique sur l'existence de l'obligation. Par exemple, si le chèque est remis au bénéficiaire dans un moment où le tireur est capable, même au cas où le chèque a été émis par celui-ci alors qu'il était incapable, ce chèque est tout à fait en règle et ne peut être l'objet d'aucune contestation relativement à la question de capacité.

La preuve de l'incapacité est à la charge du demandeur.

En ce qui concerne la capacité passive en matière de chèques, c'est-à-dire la capacité de la personne sur laquelle le chèque peut être tiré, les diverses législations ont pris des positions bien nettes. C'est la question de la personne du tiré qui a entraîné et entraîne le plus de discussions sur cette question.

En effet, en cette matière les législations se divisent en plusieurs catégories.

Les pays anglo-saxons, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, etc., stipulent que les chèques ne peuvent être tirés que sur un banquier. Mais il est difficile de donner une définition complète au terme de banquier. La doctrine anglaise a essayé de la déterminer de la manière suivante : « un banquier est une personne ou une association de personnes se livrant aux affaires de banque ». La question a été soulevée à la Conférence de La Haye où le représentant anglais disait : « Il n'y a pas de jurisprudence sur cette définition. Aucune difficulté ne s'est élevée, déclarait-il, et ce, pour les raisons suivantes : 1<sup>o</sup> un chèque est toujours une lettre de change à vue, le timbre est donc le même pour les chèques et pour les lettres de change à vue ; 2<sup>o</sup> quant aux chèques barrés, leur emploi ne rencontre pas de difficultés, parce que l'immense majorité des chèques, de même que les lettres de change, passent par les Chambres de Compensation... La loi anglaise ne donne qu'une définition tout à fait insuffisante du mot banquier, mais en réalité c'est une profession nettement délimitée. »

Les autres législations ne donnent pas non plus de précisions et d'éclaircissements sur la définition du terme banquier. D'après la loi autrichienne, le chèque ne peut être tiré que : « sur toutes les autres raisons de commerce qui figurent au registre de commerce et qui font professionnellement des affaires

de banque ». L'article 12 de la loi belge est ainsi conçu : « sont considérés comme banquiers pour l'application de cette loi : 1<sup>o</sup> les commerçants qui ont payé patente de banquiers ; 2<sup>o</sup> les sociétés anonymes et en commandite par actions qui d'après leurs statuts ou règlements ont dans leurs attributions des opérations de banque ». La loi allemande ne donne pas une définition plus heureuse (voir plus loin). Mais c'est en France, ainsi qu'en Bulgarie, que la profession de banquier peut être exercée par tout individu. Chaque boutique peut se transformer en banque ! Il est temps qu'une stricte réglementation régie le droit d'exercer cette profession.

L'Italie exige que le chèque soit tiré sur un banquier ou un commerçant, en vertu de l'article 339 du Codice di Commercio del Regno d'Italia, ainsi conçu : « quiconque a une somme d'argent disponible dans une maison de banque ou *chez un commerçant*, peut en disposer à son profit personnel ou au profit d'un tiers à l'aide du chèque ». Le même principe se retrouve au Portugal.

A la Conférence de Bruxelles en 1925 le délégué italien a déclaré que son pays ne tient pas beaucoup à cette extension et que dans un projet de loi le droit de payer des chèques était seulement réservé aux instituts bancaires.

L'Allemagne aussi est de la même opinion. Dans le but de donner au chèque une plus grande utilité économique et pour ce faire, de concentrer l'argent

dans un nombre restreint d'établissements, et de donner une plus grande sécurité aux porteurs de chèques, la loi allemande du 11 mars 1908 exige que les chèques soient tirés sur des établissements jouissant de la confiance du public et qui ne laisseraient émettre des chèques que par des personnes sûres et bien connues. Voici les dispositions de l'article 2 :

Seuls peuvent figurer comme tirés :

1<sup>o</sup> Les établissements de droit public, ceux qui sont sous le contrôle de l'Etat et les associations dûment enregistrées qui, selon leurs statuts, reçoivent des dépôts d'argent et font des paiements pour le compte d'autrui, ainsi que les Caisses d'Epargne, si elles se conforment aux prescriptions en vigueur dans le pays où elles fonctionnent.

2<sup>o</sup> Les maisons inscrites au Registre de Commerce qui font habituellement des affaires de Banque.

Le rapporteur de cet article a attiré l'attention sur la possibilité, au cas de l'extension de la qualité du tiré, de voir le chèque prendre un caractère de véritable papier de complaisance. Des rapports douteux entre deux personnes pourraient donner lieu à l'émission d'un chèque : celui ci pourrait alors ressembler de très près à la lettre de change et devenir ainsi, au lieu d'un mode de paiement, un instrument suspect de crédit. Ainsi, la loi allemande adopte une position moins intransigeante que les pays anglo-saxons, mais se montre moins large que l'Italie,

Enfin, dans les pays suivants : Bulgarie, France, Suisse, Belgique, Suède, Norvège, Espagne, etc., le chèque peut être tiré sur n'importe quelle personne. Les partisans de ce système donnent diverses explications à l'appui de leur thèse. Entre autres ils font ressortir que « n'importe qui » ne présente pas des difficultés de détermination ; que si on limite cette qualité au profit du banquier, se posera le délicat problème de définir les personnes qui peuvent être considérées comme « banquier » ; qu'il existe des commerçants et industriels avec des services de caisse plus importants que bien des banquiers, etc.

Mais nous sommes d'avis que ces raisonnements sont superficiels. Pour donner une réponse décisive nous n'avons qu'à citer un extrait du rapport de MM. Carlin et Mayer à la Conférence de Bruxelles à ce sujet : « des raisons économiques exigent que le chèque ne puisse être émis que sur certaines catégories de personnes. Le but principal du chèque est d'éviter le maniement des espèces et de faciliter la compensation des créances. Ce but n'est véritablement atteint que s'il n'est fait usage du chèque que dans les milieux où se concentrent les fonds d'un grand nombre de personnes. Si on admet que le chèque peut être tiré sur une personne quelconque, on arrive plutôt à une décentralisation de ces fonds, ce qui serait contraire au but poursuivi... »

En effet, nous entendons des voix très autorisées s'élever dans la plupart des susdits pays en faveur

de la restriction de la capacité passive. En France, les campagnes faites en faveur de la restriction du droit de payer les chèques ont abouti à un projet de loi dont l'auteur, dans son exposé des motifs, dit notamment : « la France a commencé à s'orienter dans ce sens (c'est-à-dire dans la restriction du droit passif) depuis 1912 avec la création des chèques barrés qui ne peuvent être encaissés que par un banquier. Mais le chèque barré demeure une simple faculté pour les parties et l'usage n'en est pas généralisé. Bien au contraire, c'est la pratique des chèques tirés sur d'autres personnes que les banquiers qui s'est répandue de plus en plus, au point de constituer pour le Trésor public un véritable danger avec une tendance marquée à substituer ces chèques aux effets de commerce et aux quittances pures et simples. »

D'ailleurs, en France, l'article 8 de la loi du 22 mars 1924 consacre la tendance à préférer à tous autres tirés le banquier. Cette loi n'a qu'une portée fiscale, mais elle démontre combien considérer comme tiré n'importe qui conduit à des abus. En vertu de cette loi, lorsqu'un chèque sera tiré sur une personne autre qu'un banquier, un agent de change ou un des comptables du Trésor, il sera assujetti au droit de timbre-quittance au tarif de 25 centimes, 50 centimes ou 1 franc, suivant la somme pour laquelle il sera libellé. Au contraire, le chèque tiré sur un banquier n'est passible que du droit de 0,20.

Bref, au point de vue économique et fiscal, la

limitation de la qualité du tiré est indispensable. En doctrine, tout le monde est d'accord. Il est dommage que le législateur bulgare, en complétant la loi de 1925 par l'introduction du chèque barré et du chèque de virement, n'ait pas au moins modifié la première partie de l'article 640 concernant le chèque ordinaire d'après les recommandations du Comité de Bruxelles. Nous sommes d'avis que pour la Bulgarie cette modification est indispensable et facile à introduire, surtout qu'elle ne peut pas rencontrer les protestations et les résistances de certains intéressés comme dans d'autres pays où le tirage sur n'importe qui constitue « une commodité » pour certaines affaires. Nous estimons qu'on peut accepter le système proposé par la Conférence des associations économiques hongroises d'après lequel « le chèque doit être tiré sur une banque, un banquier ou un établissement de crédit. Tout chèque tiré sur une autre personne n'est pas nul, il est seulement soumis à une amende fiscale ».

Une question étroitement liée à la capacité passive est celle de savoir si le tireur peut émettre un chèque sur lui-même ? En doctrine, il y a controverse. D'après un certain nombre d'auteurs, du moment que les trois personnes — tireur, tiré et bénéficiaire — ayant des droits distincts et des obligations différentes, ne sont pas différentes, le titre perd sa valeur de chèque. Nous estimons que le tirage d'un chèque sur soi-même est tout à fait logique et légal. Surtout dans les pays où la con-

ception de mandat constitue la base en matière de chèques, comme c'est le cas en Bulgarie. Le tiré doit avoir une provision qui représente pour le tireur un dépôt. Du moment que le tireur peut donner l'ordre à son dépositaire d'effectuer un certain paiement, il peut opérer cet ordre directement sur ses propres fonds. Le mandataire, dans ce cas, se confond avec le mandant. En pratique, nous voyons cette façon de faire couramment exercée par les banques qui tirent des chèques sur leurs propres agences. Une restriction seulement peut être exigée : c'est que le chèque ne soit pas au porteur. Dans ce dernier cas, le chèque doit être considéré nul.

Tout ce que nous venons d'exposer jusqu'ici a trait au chèque ordinaire et à celui de virement. Quant au chèque barré, la capacité passive est déjà limitée par la loi même en la conférant seulement à une banque. L'article 643a du Code bulgare stipule que le chèque barré « peut être tiré seulement sur une banque ». La même dérogation concernant la capacité passive, nous la trouvons dans la législation française. L'article 8 de la loi française du 30 décembre 1911 dispose que « le chèque traversé de deux barres parallèles ne peut être présenté au paiement que par un banquier, il ne peut être tiré que sur un banquier ». La différence entre les deux législations existe dans la détermination de la personne même du tiré. Pour la première c'est une banque, tandis que pour la seconde c'est un ban-

quier. Mais, vu que ni l'une ni l'autre ne donne aucune définition du mot banque ou banquier, ce sont les tribunaux de chacun des deux pays qui jugent ce qu'on entend par banque ou banquier. Nous avons jugé utile, à ce propos, de mentionner les déclarations faites au Comité de législation par M. le professeur Thaller : « Nous proposons que le chèque barré ne puisse être tiré que sur un banquier, ce qui est la règle anglaise. Faute de la communauté de profession entre les deux tentants du chèque, le barrement ne peut produire aucun des bons résultats que le commerce attend de lui, ni l'avantage d'un règlement par virement ou entrée en Chambre de Compensation, avec l'économie du numéraire qui en est la suite, ni la préservation contre le vol, une personne aux guichets de laquelle le chèque est présenté ne pouvant savoir, au cas où elle n'est pas banquier elle-même, si le porteur est banquier ou non, la vérification n'étant possible qu'entre confrères. Mais la généralité d'emploi du chèque n'est nullement affectée par la retouche faite à la proposition de M. Ratier. C'est le chèque barré seul qui ne pourra être tiré que sur un banquier, et le commerce aurait tort d'interpréter cette disposition comme un privilège pour l'industrie de banque. »

Il faut ajouter que la loi française du 26 janvier 1917 a assimilé aux banquiers les agents de change, mais toujours sans en donner aucune définition. Ainsi la compétence des Tribunaux seule jugera.

Quant à la troisième personne dont la coopération à un chèque est nécessaire : le bénéficiaire, la loi lui consacre la disposition suivante : article 643 : « Le chèque peut être émis au porteur en faveur d'une personne dénommée ou à l'ordre de cette personne. Le chèque sans indication de bénéficiaire est payable au porteur. »

Bien entendu, il est nécessaire de savoir à qui le paiement du chèque doit être effectué, aux mains de qui les fonds doivent être remis. La loi exige que le nom du bénéficiaire soit indiqué sur le chèque s'il n'est pas au porteur. Nous avons vu que l'indication du bénéficiaire amène à classer le chèque en trois catégories différentes suivant la manière dont le bénéficiaire est désigné :

*Le chèque direct ou nominatif*, lorsque la personne désignée seule peut en toucher le montant. Dans ce cas la négociation de l'effet devient impossible, mais à la condition que l'interdiction de négociation soit expresse. Le silence est interprété comme un consentement à la négociation. Le chèque, pour être à personne dénommée et non-endossable, doit être rédigé de la façon suivante : « Payez contre ce chèque à M. M.-L. seulement, la somme de... » s'il est rédigé « payez contre ce chèque à M. M. L. la somme de... », le chèque est valablement négociable par voie d'endossement comme s'il était « à ordre ». Les Etats-Unis sont les seuls qui ont conservé strictement l'ancienne règle : « Un chèque sans clause à ordre n'y est pas négociable. » Ils

interprètent le silence comme un refus d'autoriser la négociation. Le chèque à personne dénommée ne peut être transmis à une autre personne que par une cession soumise aux formalités du Code civil (article 316 et suivants de la loi bulgare des Contrats et des Obligations). Ce chèque est employé surtout quand le tireur a l'intention de se faire payer directement par le tiré. Les règles du Code civil sur la garantie en matière de cession de créances et les droits du cessionnaire auquel le Code oppose des exceptions du chef du cédant, régissent également ce chèque d'un usage nécessairement rare, puisque la complication qu'offre sa transmission est peu conciliable avec le bref délai imparti par la loi pour son encaissement.

De la deuxième catégorie est le chèque dit « *au porteur* », c'est-à-dire sans indication de bénéficiaire. Il a ce grand avantage qu'il se transmet de la main à la main par la simple tradition. D'où les dangers de perte ou de vol. Mais d'autre part il est préféré à cause de ses facilités d'encaissement, surtout par les voyageurs qui doivent s'en servir dans des pays où ils sont inconnus. Etant donné que le tiré n'est pas forcé de contrôler l'identité du porteur, le bénéficiaire dispose des fonds sans avoir besoin de se faire accompagner par des témoins connus du tiré.

La désignation d'un bénéficiaire fictif ou inexistant est assimilée à l'absence de désignation de bénéficiaire et par suite, le chèque portant pareille men-

tion est assimilé à un chèque au porteur. Dans l'affaire Clutton contre Attenborough (A. C. 90) un employé avait fait émettre par ses patrons des chèques au profit d'une personne imaginaire. Il les avait endossés et les défendeurs les avaient acquis à titre onéreux et de bonne foi. Le Tribunal estima qu'il pouvait les considérer comme chèques à personne inexistante, donc comme des chèques au porteur.

Enfin le chèque de la troisième catégorie a un mode intermédiaire : il est transmissible par simple endossement par la signature du bénéficiaire apposée au dos de l'effet. La clause « à ordre » peut être rédigée de façons diverses : « Payez contre ce chèque à M. Bl... P... ou à son ordre la somme de... » « Payez contre ce chèque à l'ordre de M. Dr... Ch... la somme de... ». Ainsi peu en importe la rédaction ; il peut être payé à M. L... ou à son ordre d'après le choix de celui-ci. Même si un chèque est à personne dénommée et non négociable et si le tireur lui-même le négocie, ce fait est considéré comme preuve d'un nouveau changement de volonté chez le tireur et ledit transfert est validé, de sorte que le chèque est accepté comme chèque « à ordre » (affaire Mayer contre Decroix, A. C. 520).

Si le tireur a commis une erreur dans l'indication ou l'orthographe du nom du bénéficiaire, le chèque reste valable. Le bénéficiaire a le droit de l'endosser conformément à l'erreur commise en indiquant, s'il le juge utile, son véritable nom (A. C. 333). Au cas

où il existe deux personnes sous la même dénomination, le Tribunal présume la bonne foi de celle qui a endossé la première. S'il s'agit d'un père et d'un fils, c'est le père qui est présumé avoir été désigné (affaire Sweeting contre Fowler-Stark, 106).

En général, toute personne physique ou morale, capable de recevoir d'après le droit commun, peut être bénéficiaire d'un chèque.

En ce qui concerne l'émission, le tireur peut tirer un chèque à son propre profit : « Payez à moi-même contre ce chèque la somme de... »

Plusieurs législations le stipulent dans la loi même et la doctrine et la jurisprudence sont partout unanimes à l'admettre. Par ce moyen la caisse d'une banque remplace le coffre-fort privé. Le particulier n'a plus besoin de tenir des fonds à sa disposition pour ses besoins personnels ; ainsi sa comptabilité est tout à fait simplifiée.

Le chèque peut être émis aussi au profit du tiré. S'il est au profit d'un autre que celui-ci, le bénéficiaire peut l'endosser à l'ordre du tiré. Par ce moyen on peut faire porter un chèque au crédit du compte du tireur chez le tiré. Quelques législations ont prévu ces cas par des dispositions expresses.

L'endos est reconnu comme un acquit : « Le chèque qui a été endossé au tiré ne peut plus faire l'objet de cession ultérieure. » (Allemagne, Autriche, Grèce). La loi bulgare, quoiqu'elle ne contienne aucune disposition à cet égard, ne s'oppose pas à l'endossement au nom du tiré, mais dans ce cas un

tel endossement ne pourrait, à notre avis, être considéré par la jurisprudence bulgare que comme un acquit, le chèque ne pourrait donc plus être remis en circulation. Car un endossement du tiré équivaldrait à une lettre de change dûment acceptée ; il en résulterait une transformation dans la nature même du titre.

La question de la valeur de l'endossement au nom du tiré a été soulevée et résolue à la Conférence de La Haye. Elle fut consacrée dans l'article 9 des « Résolutions », ainsi conçu : « L'endossement au tiré vaut quittance, sauf dans le cas où le tiré a plusieurs établissements et où l'endossement est fait au bénéfice d'un établissement situé dans un autre lieu que celui sur lequel le chèque a été tiré. »

Un chèque peut être émis au profit de plusieurs personnes séparément, dans la forme alternative, ainsi que conjointement. Dans le premier cas l'un des bénéficiaires pourra encaisser le montant, tandis que dans le second cas le montant ne peut être payé qu'à tous les bénéficiaires ensemble ou à leur mandataire.

## DE LA PROVISION

Est-il nécessaire, pour qu'un individu puisse tirer un chèque sur un autre, qu'il y soit autorisé par ce dernier ? Cette autorisation suffit-elle pour rendre le chèque valable ? On est d'accord pour décider qu'une convention préalable entre le tireur et le tiré est nécessaire. Cette convention peut-être formelle ou tacite. La plupart des législations supposent l'existence de cette convention (Bulgarie, Allemagne, Autriche, Belgique, Hongrie, Espagne, Italie, etc.). En France, la loi ne stipule pas clairement la nécessité d'une convention préalable, quoique la doctrine et jurisprudence soient unanimes à l'admettre. Il est utile de faire ressortir les préoccupations de M. Gressier, député, à ce sujet ; il proposait de faire décréter de façon expresse par la loi française l'obligation d'une *convention préalable*. M. Gressier s'exprima ainsi : « Il ne faut pas permettre que chacun de nous se trouve dans cette situation de pouvoir être — laissez-moi me servir de cette expression — sous le coup d'un chèque de manière que, débiteur d'une somme, je sois sans cesse obligé de veiller chez moi pour n'être pas sous le coup d'un protêt... J'en demande bien pardon, il

n'y a rien qui éclaire moins une loi que les explications dont elle est l'objet..., car la jurisprudence de la Cour de Cassation a décidé non pas une fois mais dix fois que quand une loi était votée il n'y avait plus que son texte à prendre et qu'il fallait laisser de côté les explications qui avaient été échangées, même les paroles d'un rapporteur, même les paroles d'un ministre, et que c'était purement et simplement au texte de loi qu'il fallait s'en référer. »

Par cette dernière déclaration l'orateur a voulu faire ressortir la nécessité absolue de mentionner expressément dans la loi même l'obligation d'une convention préalable.

La question de l'existence d'une convention préalable a fait aussi l'objet de discussions et a été tranchée à la Conférence de La Haye. Du rapport de Carlin et Meyer, nous retenons la décision prise dans les termes suivants : « Le Comité a unanimement reconnu qu'il fallait une convention expresse ou tacite d'après laquelle le tireur était autorisé à émettre un chèque sur le tiré. »

Au vote, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Belgique, le Brésil, la France, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Russie, le Siam, la Suède, la Suisse et la Turquie se prononcèrent pour.

Dans la vie pratique commerciale, certains abusent de la faculté de pouvoir tirer des chèques. Nombreux sont les cas des commerçants qui, se croyant créiteurs de l'un de leurs collègues, ont

recours au chèque pour obtenir paiement du solde de leur compte ; d'autres, pour se débarrasser d'une créance litigieuse, tirent des chèques sur leurs soi-disant débiteurs, simplement pour essayer d'obtenir satisfaction. D'où un tas de malentendus, protêts et procès avec des conséquences assez fâcheuses. Voici comment s'exprime à ce sujet le célèbre commentateur Duvergier : « Les chèques ont été inventés pour pouvoir tirer les sommes déposées dans les banques lesquelles ont toujours leurs bureaux ouverts et des employés toujours prêts à faire les paiements. Qu'à l'égard des négociants qui ont aussi constamment leurs caisses ouvertes pour effectuer leurs paiements, on puisse faire usage des chèques sans conventions spéciales préalables, je le conçois. Mais cela est impossible pour les simples particuliers, à moins qu'ils n'aient expressément autorisé l'usage du procédé. Concevrait-on que chaque fournisseur pût tirer des chèques sur les personnes auxquelles il a vendu des marchandises, alors que l'époque usitée pour le paiement est arrivée ? Evidemment, cela n'est pas possible, parce que, à moins de conventions contraires, dans la pratique les fournitures ne sont pas payables à jour fixe ; de telle sorte qu'à défaut de paiement sur la présentation du mandat ou de la quittance, il y ait lieu à protêt. Certainement, si l'on faisait usage des chèques dans ces conditions, on serait en dehors du véritable esprit de la loi, et, loin de populariser ce mode de remboursement, on nuirait singulière-

ment à son développement, on ferait violence à des habitudes bien enracinées et qui sont fondées sur d'assez puissants motifs. Encore une fois, lorsqu'il y a caisse ouverte ou qu'il y a autorisation spéciale, l'usage du chèque sera admissible ; dans tous les autres cas cet usage ne serait raisonnable ni même possible, au moins dans l'état de nos mœurs. La conséquence de cette observation c'est que, lorsque le chèque aura été tiré hors des cas où il peut l'être, le protêt sera considéré, à l'égard du tiré, comme un acte frustratoire, peut-être même vexatoire. »

Il est admis entre commerçants qu'on peut effectuer le recouvrement d'une créance sans convention préalable du débiteur seulement par le moyen d'une lettre de change tirée par le créancier sur le débiteur, mais jamais par chèque.

L'élément essentiel de la convention préalable, c'est la provision. En somme, qu'est-ce qu'avoir provision ? En doctrine, on ne trouve pas une définition complète de cette expression ? Une définition en est donnée par M. Lacour, professeur à la Faculté de Droit de Paris, dans son rapport au Ministre de l'Instruction Publique du 11 janvier 1919, ainsi conçue : « *Provision* : on appelle ainsi la valeur que le tireur doit fournir au tiré pour le mettre en mesure de payer la lettre de change à son échéance ».

Dans la pratique, la provision se confond avec la somme que le tiré doit payer : si l'actif du compte de dépôt du tireur est suffisant pour la couvrir, il y a provision. D'après le *Manuel de droit commer-*

*cial* de Lyon-Caen et Renault, il y a disponibilité de fonds (provision) quand le tireur a remis des fonds en dépôt et que le dépositaire les tient à la disposition du tireur. Ou bien quand le tireur est à raison d'une cause quelconque créancier d'une somme d'argent exigible, laquelle constitue provision. Par ces hypothèses on n'est pas complètement fixé. D'après la législation allemande, la provision peut exister à la suite de diverses opérations, non seulement par des dépôts de fonds, mais encore par suite de l'escompte de traites, par suite d'ouverture de crédit, soit par le tiré lui-même, soit par des tiers chez le tiré au profit du tireur. En général, cette question a été l'objet d'un long débat. Elle a été soulevée aussi à la Conférence de la Haye où la grande majorité a reconnu qu'il y a « provision », non seulement quand le tireur avait un dépôt d'argent chez le tiré, mais aussi quand celui-ci avait ouvert un crédit et généralement dans tous les cas où le tireur a contre le tiré une créance de sommes d'argent liquide et exigible.

La loi bulgare exige la disponibilité d'une somme d'argent. Elle précise dans l'article 640 la nécessité de la disponibilité « d'une somme d'argent » ; nous en concluons qu'on ne peut pas donner à cette précision une extension aussi large et libérale qu'en Allemagne où la loi autorise le tireur « à disposer de son avoir chez le tiré » et même en France où le législateur s'est contenté d'exiger « un crédit de compte » chez le tiré.

Une autre exigence qui a soulevé aussi beaucoup de débats, c'est la disponibilité de la provision. Il faut que le débiteur, c'est-à-dire le tiré, ait mis les fonds à la disposition du tireur, de sorte que, quand je donne un chèque à mon créancier, c'est comme si je lui remettais des espèces, donc elles doivent être bonnes et assurées dès l'instant où le chèque passe de mes mains aux siennes. De cette façon, il résulte que la provision doit exister avant ou au plus tard au moment même de l'émission du chèque. Les doctrines ne sont pas unanimes sur cette question. Les législations des différents pays non plus. Elles sont divisées en deux systèmes. L'un qui exige que la provision soit contemporaine de l'émission (France, Bulgarie, Allemagne, Etats Unis, Belgique, Grèce et autres) et l'autre qui soutient que la provision peut être constituée au moment de la présentation du chèque au paiement (Angleterre, Autriche, Hollande, Roumanie et autres). Les auteurs qui soutiennent ce dernier système ont voulu l'unifier à la Conférence de La Haye. Au cours de la discussion, M. Carton de Wiart, formula sa proposition dans ces termes : « Le chèque, disait-il, étant essentiellement payable à vue, la distinction est plus théorique que pratique, car un chèque est toujours considéré, en fait, comme régulier, même si la provision n'est pas constituée au moment où le chèque est signé, du moment qu'elle existe lors de la présentation. Il peut arriver, par exemple, ajoutait-il, que pour reconstituer ses disponibilités, un client

donne à son banquier, étant entendu qu'il le créditera immédiatement du produit de la négociation, un ordre de vente de titres, au moment même où il émet son chèque. Il n'y a pas de provision préalable et on ne peut cependant pas dire que le chèque est irrégulier. » Mais vu le désaccord complet des membres sur ce point, le Comité Central de la Conférence décida de s'abstenir de poursuivre les discussions.

La provision doit être aussi liquide et exigible, c'est-à-dire que la somme indispensable pour effectuer le paiement, doit exister en réalité et être libérée de toutes sortes de modalités. Sur ce point toutes les législations sont d'accord, excepté celles de l'Italie, du Portugal et de la Roumanie, qui admettent aussi le chèque à terme.

D'après la législation bulgare, la provision préalable liquide et exigible est une condition *sine qua non*. Si un commerçant de Sofia a envoyé par la poste une certaine somme à sa banque de Varna pour être portée au crédit de son compte, il ne peut pas tirer un chèque contre cette banque avant que ladite somme soit arrivée à Varna et effectivement encaissée par cette dernière. C'est là une interprétation identique à celle donnée aux législations française, belge, suisse, et tout autre qui consacrent les mêmes dispositions.

Dans la pratique, on considère comme réguliers les chèques dont la provision est constituée au moment même de leur présentation, mais la juris-

prudence doit sanctionner énergiquement la nécessité de la provision au moment de l'émission du chèque. C'est ce que nous constatons dans la jurisprudence française. Un arrêt de la Cour d'appel de Caen décide « qu'un chèque est nul quand le tiré n'a pas reçu de provision *préalable* ». Il y a plusieurs arrêts identiques qui contiennent en général un attendu ainsi conçu : « attendu que l'existence d'une provision préalable et disponible est la condition caractéristique et essentielle de la validité d'un chèque... »

En outre, la provision doit être intégrale, c'est-à-dire que le tiré doit avoir à la disposition du tireur la somme complète du chèque émis. La jurisprudence est unanime sur ce point. La Cour de Cassation française a maintes fois confirmé que l'insuffisance de la provision équivalait à l'absence de provision. Voici un extrait d'un arrêt de la Cour :

« Attendu que le chèque n'est valable et ne peut « produire d'effet que si le tiré a préalablement « entre les mains une provision suffisante pour que « le montant en soit acquitté à la première réquisition ; que la nullité existe en cas d'insuffisance « comme en cas d'absence de provision, le chèque « n'étant pas alors ce qu'il doit être dans l'esprit du « législateur, un instrument non de crédit mais de « paiement... » (Cassation 15-III-1905).

Ce rigorisme de la jurisprudence a soulevé certaines protestations dans la doctrine. Une note de M. Lacour, professeur à la Faculté de Droit de

Paris, résume ces protestations et nous en signalons les passages suivants : « la provision du chèque doit consister en une dette d'argent du tiré envers le tireur, exigible et disponible dès le moment où le chèque est tiré. Faute de cette provision, le chèque est nul en tant que chèque ; l'est il également dans l'hypothèse d'une provision insuffisante ? D'après la Cour de Cassation, l'insuffisance de la provision étant un obstacle au paiement entraîne nécessairement la nullité du chèque. Fût-elle seulement de quelques centimes, le chèque devra néanmoins, d'après la jurisprudence, être annulé... » et Monsieur Lacour, observant que la logique le veut ainsi, affirme que de pareilles erreurs peuvent se produire fréquemment et qu'en conséquence la sécurité du chèque se trouve compromise. D'autre part, le chèque insuffisamment provisionné pourrait cependant jouer le rôle d'instrument de paiement jusqu'à due concurrence. Et dès lors pourquoi ne pas le déclarer valable dans cette mesure ? Il insiste pour une modification de la loi, eu égard aux nécessités pratiques.

Le législateur français a d'ailleurs tenu compte de ces desiderata et il est intervenu en votant la loi du 2 août 1917 qui dit notamment : « si la provision est inférieure au montant du chèque, celui-ci produit tous les effets attachés au chèque régulier jusqu'à concurrence de ladite provision » et plus tard il a modifié et complété ces prescriptions par la loi du 12 août 1926, en décidant que : « si la pro-

vision est inférieure au montant du chèque, le porteur a le droit, soit de recevoir le paiement jusqu'à concurrence de la provision, soit de refuser tout paiement. Si le porteur accepte le paiement partiel, il est tenu d'en faire mention sur le chèque et de donner au tiré quittance de la somme payée... « Si le porteur refuse tout paiement, le tiré doit faire mention sur le chèque du montant de la provision partielle, et celle-ci est immobilisée au profit exclusif du porteur... »

Les dispositions de la loi bulgare sous ce rapport n'ont pas été modifiées. En conséquence, la provision doit exister au moment de l'émission du chèque, elle doit être entre les mains du tiré et non pas entre celles d'un tiers, elle doit être disponible et enfin elle doit être suffisante.

Nous sommes d'avis qu'une modification complémentaire sur ces points est indispensable. Il faudra tout d'abord être plus large en matière de provision. La stipulation d'une somme d'argent doit être remplacée par « de l'avoir ou du crédit chez le tiré ». Il y aura lieu de compléter l'article 642 par les dispositions de la loi française du 28 août 1926 concernant la provision insuffisante. Et pour mettre d'accord la loi et la pratique, on pourrait stipuler que la provision n'est exigée qu'au moment de la présentation du chèque.

Peut-on tirer un chèque sur un compte-courant ? Un certain temps quelques auteurs n'ont pas voulu accepter que les sommes en compte-courant puissent

servir de provision à l'émission d'un chèque. Mais bientôt l'opinion des adversaires s'imposa et la jurisprudence à son tour a introduit leur façon de voir dans ses jugements. Voici comment cette opinion a été, d'après la *Gazette des Tribunaux* du 30 janvier 1907, exprimée dans un arrêt judiciaire : « attendu, dit cet arrêt, qu'il est erroné de prétendre, comme le font les intimés, qu'il ne peut y avoir de provision en matière de compte courant ; que la doctrine est absolument contraire à cette opinion ; qu'il suffit de se reporter aux discussions contenues sur ce sujet dans le droit commercial de Lyon-Caen et Renault pour constater que, si des divergences existent, quant à l'explication, au point de vue du droit, de la possibilité de provision en cette matière, il ne paraît pas douteux qu'en fait cette possibilité est universellement admise, surtout lorsque, comme dans l'espèce, le tiré avait été prévenu du chèque et l'avait accepté ».

En pratique, les chèques ont été toujours tirés sur des comptes courants sans que les parties intéressées s'inquiètent en aucune façon des discussions doctrinales. A présent, cette façon de faire est tout à fait établie, étant donné que le fait est conforme au droit.

Mais quelle est la sanction de toutes les conditions qui précèdent ? A quelles pénalités s'expose un individu qui tire un chèque sans que la provision présente toutes les conditions dont il est fait mention ci-dessus ?

Voici ce que dit à ce sujet la loi bulgare du 21 décembre 1925 par laquelle le législateur bulgare a modifié et complété l'article 648 du Code de Commerce. Article 648 : « Celui qui émet un chèque sans posséder chez le tiré une couverture pour la somme indiquée est tenu de bonifier au porteur l'intérêt légal, sans préjudice des dommages et intérêts, s'il y a lieu. Celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible, ou qui a retiré, après l'émission, tout ou partie de la provision, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende qui ne peut excéder le double de la valeur du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur ».

Avant le vote de la loi du 21 décembre 1925, les seules sanctions prévues étaient l'obligation pour le tireur n'ayant pas provision, de payer des intérêts au taux fixé par la loi : il restait, il est vrai, au bénéficiaire du chèque la faculté de poursuivre le tireur devant un tribunal pénal pour escroquerie, mais il devait faire la preuve que le tireur avait employé à son égard des manœuvres frauduleuses, ce qui était assez difficile et très coûteux.

Désormais, de deux choses l'une :

Ou le tireur émet de bonne foi un chèque sans provision, dans ce cas il devra bonifier au porteur un intérêt au taux fixé par la loi, et, le cas échéant, pourra se voir réclamer des dommages-intérêts.

Ou le tireur émet de mauvaise foi un chèque sans

provision, et dans ce cas il est en plus passible de peines correctionnelles et d'amendes fiscales. Dans ce dernier cas il est nécessaire pour le tribunal de constater expressément et d'une façon non équivoque que le prévenu a agi de mauvaise foi. En vérité, la détermination des éléments qui constituent « la mauvaise foi » est trop délicate et complexe. C'est une question de fait laissée souverainement à la sagesse et à l'expérience des juges. Et malheureusement, combien de fois les tribunaux se sont montrés très indulgents envers des prévenus vraiment indignes de tout acte de générosité.

Le délit existe même dans le cas où le tireur a prévenu le bénéficiaire du chèque qu'il ne possédait aucune provision dans la banque sur laquelle était tiré le chèque, car dans ce cas, comme en matière de chèques postdatés, le préjudice subsiste, le bénéficiaire pouvant, quand bon lui semble, endosser le chèque à l'ordre de tiers de bonne foi. Mais, dans ce cas, si le bénéficiaire met sciemment en circulation pareil chèque, sachant qu'il est sans provision, il doit être considéré comme complice et doit encourir les mêmes responsabilités que le tireur. Ce cas a reçu une solution de la jurisprudence française, du Tribunal correctionnel de la Seine, le 26 novembre 1924, dont le jugement est ainsi conçu : « Il n'est pas nécessaire, pour qu'il y ait mauvaise foi, que le bénéficiaire d'un chèque ait ignoré le défaut de provision ou qu'il ait subi un préjudice. La mauvaise foi résulte du seul fait de signer un chèque,

sachant qu'on n'a pas de provision et qu'on n'en pourra pas avoir et de le remettre à un tiers, rendant ainsi possible sa circulation. Le bénéficiaire, qui savait que le signataire du chèque n'avait pas de provision en banque et a fourni le chèque que celui-ci a signé, est complice du délit. La bonne foi peut résulter uniquement du fait que le signataire d'un chèque a pu valablement se tromper sur le montant de la provision existante en banque au moment de l'émission du chèque ».

Pour les mêmes raisons, étudiées ci-dessus, le chèque post-daté, bien que conservant le caractère de chèque, fait encourir au tireur les peines prévues par la loi pour « défaut de provision », car si le chèque porte une fausse date, c'est qu'au jour où il a été émis il n'existait pas, jusqu'à preuve du contraire, une provision suffisante.

Au défaut de provision il faut assimiler le cas de celui qui, après l'émission d'un chèque, a retiré tout ou partie de la provision. Il y a toujours délit, même si le tireur a disposé de la provision après l'expiration du délai légal pendant lequel doit être encaissé le chèque. Un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du 4 décembre 1923 applique ce point de vue de la manière suivante : « Attendu que, s'étant dessaisi de la propriété de la somme, il (le tireur) n'avait plus le droit d'en disposer ; qu'il a, en conséquence, fait ce retrait de mauvaise foi, ayant évidemment conscience qu'il causait un préjudice au porteur ; que c'est en vain qu'il objecte que le

chèque devrait être touché dans un délai de cinq jours, cette disposition légale profitant aux endosseurs, mais ne s'appliquant pas à celui qui l'a émis ; que dans ces conditions le délit relevé à sa charge est établi, délit prévu et puni par l'article 2 de la loi du 2 août 1917, faisant application de l'article 2 précité, condamne... » Un arrêt de la Cour de cassation du 19 janvier 1928 dit : « Le retrait de la provision, même après les délais légaux, constitue une infraction. »

Enfin il arrive parfois que le tireur d'un chèque, après avoir remis le chèque au bénéficiaire, défende à la personne sur qui il est tiré d'en payer le montant. Donc, le tireur paralyse la diffusion du chèque par voie de révocation. En a-t-il le droit ? Plusieurs auteurs soutiennent l'affirmative en se référant à la théorie du chèque-mandat, vu que le mandat en général est soumis à la révocation.

En France, la jurisprudence a longtemps hésité ; certaines décisions assimilaient au défaut de provision le cas où, après l'émission du chèque, le tireur en avait, sans justes raisons, défendu le paiement, mais, si le tireur avait des motifs légitimes de pratiquer opposition, il n'encourait aucun reproche. D'autres admettent le droit de révocation pure et simple du tireur. Voici à ce sujet un récent arrêt du Tribunal de Commerce de Lyon, d'après le *Mon. jur.* de Lyon, du 13 juillet 1928 : « Le tireur d'un chèque joue le rôle d'un mandant et le tiré celui d'un mandataire obligé seulement envers le tireur,

son mandant. Ce mandat étant révocable, le tiré engage sa responsabilité s'il se libère, alors que le tireur lui a fait défense de payer le chèque au porteur. Sous l'empire de la loi du 14 juin 1865, cette défense de payer n'avait besoin d'être revêtue d'aucune forme particulière. Et le tiré n'a pas à se faire juge de ses motifs. »

En doctrine aussi, les opinions sont divisées. Le professeur Percerou estime que le chèque une fois tiré est irrévocable : « Cette formule, dit-il dans son traité élémentaire de droit, ne signifie pas que le tiré doive passer outre à la défense intimée par le tireur de payer le chèque. La défense peut avoir une cause légitime et il faut bien que le tireur puisse avertir le tiré que sa dette envers le preneur était nulle : au lieu de répéter le chèque contre le porteur par un *condictio indebiti*, il fera opposition chez le tiré. Celui-ci restera nanti des fonds aussi longtemps que mainlevée de l'opposition ne lui aura pas été apportée. C'est en ce sens que nous comprenons une assertion assez souvent exprimée d'après laquelle le tireur aurait le pouvoir de révoquer le chèque, assertion tout à fait contraire à celle qui vient d'être formulée et qui, selon la manière de l'entendre, peut cependant se concilier avec elle. La formule de l'article 149 limitant à deux cas la faculté d'opposition chez le tiré est donc de toute manière trop étroite. Il y a un troisième cas : l'inexistence de la dette dont le tireur se croyait tenu envers le bénéficiaire. Le tireur fera opposi-

tion et, à moins que le titre n'ait déjà passé à un second porteur de bonne foi, cette opposition produira effet. »

Le professeur Wahl estime que le droit de révocation se justifie non pas parce que le chèque serait un mandat, mais parce que l'article 149 du Code de Commerce français, en interdisant les oppositions, déroge au droit commun et ne saurait être étendu.

Le Professeur Lyon-Caen, au contraire, estime que le droit d'opposition reconnu au tireur par la Cour de Cassation, des Cours d'Appel et des jugements de Tribunaux de commerce est assurément susceptible de nuire à la diffusion des chèques. D'après lui, la loi refuse expressément ce droit d'opposition au tireur, ou tout au moins le réfrène dans des limites étroites et précises.

Dans plusieurs pays cette question de révocation a été tranchée par la loi même. La législation allemande stipule dans l'article 13, alinéa 2 de la loi, que « la révocation d'un chèque n'a d'effet qu'après l'expiration du délai de présentation ». La loi autrichienne dispose que « la révocation d'un chèque par le tireur n'a d'effet à l'égard du tiré que : 1<sup>o</sup> si un chèque nominatif ou à ordre envoyé directement par le tireur au tiré, pour que celui-ci en fasse parvenir le montant au bénéficiaire désigné, a été expressément révoqué avant que le tiré n'ait exécuté l'ordre ; 2<sup>o</sup> si la révocation expresse intervient, soit après l'expiration du délai de présentation, soit pour le cas où le chèque ne serait pas présenté au paie-

ment pendant le délai de présentation. Dans ce dernier cas, la révocation ne produit d'effet à l'égard du tiré qu'à l'expiration du délai de présentation ».

Les lois anglaise, hongroise et autres contiennent des dispositions semblables. En France, c'est la loi du 12 août 1926 qui a mis fin aux controverses à ce sujet. Elle fait défense, par l'article 12, de mettre opposition au paiement d'un chèque, si ce n'est en cas de perte du chèque ou de faillite du porteur; mais s'il est passé outre à cette défense, le juge de référés, même dans le cas où une instance en principal serait engagée, devrait, sur la demande du porteur, donner mainlevée de cette opposition.

En Bulgarie, le législateur n'est pas encore intervenu à ce sujet, fait d'ailleurs regrettable, car tous les arguments pour et contre la révocabilité qui étaient invoqués en France jusqu'au vote de la loi de 1926, ont leur raison d'être aussi en Bulgarie, puisque la matière du chèque repose sur les mêmes fondements dans les deux pays. Nous considérons qu'en Bulgarie la loi admet tacitement la révocation et qu'une révocation d'un chèque ne peut y être suivie d'aucune sanction au détriment du tireur, jusqu'à preuve de mauvaise foi contre ce dernier. Une solution contraire ne pourrait être imposée que par voie légale. Toute interprétation en faveur d'une irrévocabilité du chèque conformément au libellé de la loi bulgare sur le chèque, telle qu'elle existe actuellement, nous paraît erronée. L'unique solu-

tion utile serait de compléter cette loi par des dispositions explicites défendant tout droit de révocabilité, excepté au cas de perte du titre ou de faillite du porteur, comme cela est déjà fait par une grande partie des législations étrangères.

L'opposition pure et simple en cas de perte ou de vol est admise par toutes les législations.

Pour en terminer avec l'opposition, ajoutons que la question du droit d'opposition a été soulevée à la Conférence de La Haye ainsi qu'à celle de Bruxelles. Les représentants des divers pays furent unanimes à reconnaître au tireur le droit d'opposition, mais le désaccord surgit lorsqu'il s'agit de fixer la date à laquelle l'opposition ferait sentir ses effets. La majorité se détermina en faveur d'une solution où, l'opposition étant déclarée, produirait son effet après les délais de présentation, tandis que la minorité — imposante — comptant les Etats-Unis, l'Angleterre, le Mexique, les Pays Bas, la Hongrie, etc., vota pour une opposition à effets immédiats. Eu égard à ces divergences, chaque pays conserva sa manière de voir et voici le texte même de l'article 17 « Des Résolutions » à ce sujet : « La révocation du mandat contenu dans le chèque n'a d'effet qu'après l'expiration du délai de présentation. Si le tireur ou le porteur a donné avis au tiré que le chèque a été perdu ou acquis par un tiers à la suite d'un acte frauduleux le tiré qui paie le chèque n'est valablement libéré que si le détenteur du chèque prouve qu'il l'a acquis d'une manière légitime. S'il n'y a pas révocation le

tiré conserve le droit de payer même après l'expiration du délai ».

Pour en finir avec la provision, signalons qu'en Angleterre, quoi que la circulation du chèque y soit plus répandue que partout ailleurs, « l'escroquerie au chèque » est un événement rare. Dans ce pays le chèque est toujours honoré à sa présentation, puisque être admis à avoir un compte en banque est très difficile. Chaque nouveau client doit être recommandé par écrit par un ancien « assez bien connu de la Direction ». Pour obtenir un carnet de chèques, le requérant doit attester de sa parfaite honorabilité par des parrains. Tout chèque refusé déshonore le tireur. Les sanctions, nous les trouvons formulées dans la réponse suivante de la Grande-Bretagne au questionnaire présenté par le Gouvernement néerlandais : « Celui qui tire un chèque sans posséder des fonds suffisants pour y faire face, est soumis aux peines prévues par le droit civil dans le cas d'une lettre de change ; mais celui qui tire un chèque sur une banque, quoi qu'il n'y ait pas de compte ou qu'il ait la certitude que le chèque ne sera pas payé est passible des peines criminelles édictées par la loi relative à la fraude ». Dans ce pays les effets de la révocation sont immédiats, comme le droit d'opposition est illimité.

La loi autrichienne stipule ces sanctions dans l'article 23 ainsi conçu : « lorsqu'un chèque n'a pas été payé parce que le tireur n'avait pas chez le tiré, au moment de la présentation, provision suffisante

pour l'acquitter ou lorsque le chèque n'a été payé qu'en partie par suite de provision insuffisante, le tireur est frappé d'une peine disciplinaire. La peine disciplinaire est prononcée par le juge civil, elle n'est introduite d'office que si le juge civil a eu connaissance de l'insuffisance de la provision du chèque au cours d'une instance pendante devant lui; sinon elle est introduite sur la demande du porteur du chèque. Il n'y a plus poursuites d'office lorsqu'un délai de six mois s'est écoulé depuis la présentation du chèque au paiement; la demande du porteur du chèque à fin de poursuite doit être présentée au plus tard avant l'expiration du troisième envoi qui suit la présentation du chèque au paiement. La peine disciplinaire est prononcée même si le tireur peut être poursuivi pour tromperie devant la justice criminelle. La condamnation à une peine disciplinaire ne modifie pas les droits attribués par l'article 19 au porteur du chèque ».

La loi italienne frappe l'émetteur d'un chèque sans provision suffisante d'une peine pécuniaire égale au dixième de la somme indiquée sur le chèque, sauf les peines fixées par le Code pénal.

En général, toutes les législations prévoient des sanctions plus ou moins rigoureuses pour défaut de provision en cas d'émission de chèque. Mais toutes, avec de rares exceptions, sont d'accord pour considérer ces titres qui n'ont pas provision, valables comme des effets et semblables en tous points à la lettre de change ou au billet à ordre.

## DE L'ENDOSSEMENT

L'endossement sert à transmettre la propriété du chèque. Nous avons vu que le chèque par sa nature est transmissible. Chaque bénéficiaire qui l'a reçu en paiement, peut à son tour le remettre en paiement à son créancier qui, lui aussi, aura le droit d'en faire de même et ainsi de suite, à moins qu'une mention spéciale « pas endossable » n'ait été portée sur le chèque. Naturellement, en pratique, le nombre de transmissions successives dont un chèque peut être l'objet est très restreint, puisqu'il est payable à vue et dans un court délai; une autre raison en est les risques de perte du droit de recours en cas de retard.

La forme et le caractère juridique de l'endossement du chèque bulgare sont régis par les articles 535 à 544 de la loi sur la lettre de change.

Nous avons vu, à propos de l'indication du nom du bénéficiaire, les trois manières dont pouvait être émis un chèque: à personne dénommée, au porteur et à ordre. De là trois modes de transmission: la cession pour le chèque à personne dénommée, la tradition pour le chèque au porteur et l'endossement pour le chèque à ordre.

La cession par les voies civiles est la seule façon de transmettre un chèque à personne dénommée. Ce chèque n'est pas destiné à jouer le rôle d'instrument de circulation propre aux effets de commerce. Le tiré reçoit simplement l'ordre de payer au seul bénéficiaire nommé. Un chèque pareil, bien qu'il présente tous les caractères d'un chèque et tombe sous l'application de la loi concernant le chèque, ne remplit pas le rôle d'instrument de circulation que l'on est en droit d'attendre du chèque. Au point de vue économique il n'est que peu utile. Il servirait plutôt à consacrer la créance du bénéficiaire sur le tireur. Les parties, dans ce mode, restent dans les règles du droit commun. Le transfert d'un titre semblable est donc régi par les règles ordinaires de transfert prévues dans les articles 316 à 326 de la loi bulgare des Contrats et des Obligations.

La tradition exige le minimum de formalités pour transférer la propriété du cédant au cessionnaire. Il suffit de la remise matérielle du chèque de la main à la main, sans aucune constatation écrite, sans témoignage ou tout autre procédé probatoire. Celui qui a le titre en mains a le droit d'en réclamer le paiement. Le tiré doit exécuter l'ordre du tireur en effectuant le paiement entre les mains de toute personne qui lui remettra le chèque.

Le droit transmis par la tradition est plus solide que celui de la cession pour des raisons que nous avons déjà indiquées. Un porteur de bonne foi est pleinement propriétaire du chèque. Le rôle du cé-

dant se borne à garantir qu'il a le droit de transférer l'effet et qu'il ne connaît aucun vice entachant ledit titre. En cas de non paiement, le porteur n'a de recours que contre le tireur, puisque l'effet ne porte pas trace des transmissions successives dont il a été l'objet, de sorte que la tradition est plus simple au point de vue forme, mais elle offre moins de garanties, car le bénéficiaire court des risques considérables en cas de perte ou de vol. Il est vrai que le danger de perte ou de vol peut être diminué par l'emploi du chèque barré.

Le véritable mode de transfert du chèque est l'endossement qui s'applique au chèque à ordre. Eu égard au caractère de transmissibilité facile et perfectionné du chèque à ordre, on lui a donné le nom de négociabilité. Voici comment ce caractère de négociabilité a été déterminé par le juriste anglais Q.C. Willis : « Une valeur négociable est celle dont la propriété est susceptible d'être acquise par toute personne qui la prend de bonne foi et pour sa valeur, pourvu que le document soit tel et dans telle condition que le véritable propriétaire puisse opérer le transfert de l'engagement ou de l'obligation figurant sur le document par la simple remise de ce dernier... Dans le cas d'effets négociables, le porteur de bonne foi ne tient pas son droit en vertu d'un titre ou d'un intérêt à lui conféré directement par son véritable propriétaire, mais en vertu de sa simple possession du document qu'il a accepté loyalement pour sa valeur. S'il a ajouté foi

à des faux renseignements et s'il s'est, sans intentions malhonnêtes, abstenu de faire une enquête au sujet de l'exactitude de ceux-ci, en prenant le titre sans soupçons d'aucune fraude qui aurait pu être commise, le porteur a un droit absolument régulier à la possession de l'effet qui lui a été remis. »

La négociation du chèque s'effectue par l'endossement. L'endossement consiste dans l'ordre donné par le cédant (l'endosseur) au tiré de payer au bénéficiaire ou à son ordre le montant du chèque. La clause « à ordre » de sa part permet à l'endossataire de transmettre à son tour le chèque par le même moyen. Excepté aux Etats-Unis, tout chèque qui ne contient la mention expresse « non-endossable » est négociable. La loi exige les mêmes conditions de forme que celles exigées pour l'émission. Le nom de l'endosseur est nécessaire comme celui du tireur et consiste en une simple signature. Quand le chèque est payable à plusieurs personnes, l'endosseur doit avoir procuration de toutes les autres pour signer l'endos, au cas contraire tous les bénéficiaires doivent signer séparément. L'endossement peut être translatif, c'est-à-dire désigner le nom du bénéficiaire de l'endossement, la valeur, la date, etc... ou en blanc : il porte alors simplement la signature de l'endosseur. Dans ce dernier cas le chèque à ordre devient un chèque au porteur pour les bénéficiaires qui se trouvent posséder le chèque après son endossement en blanc. L'ordre des endossements est nécessaire pour les endossements translatifs. La men-

tion de la date et du lieu de la transmission n'est pas obligatoire pour l'endos. Lorsqu'un chèque est endossé pour une somme inférieure à son montant, il n'y a pas négociation de l'effet. Un pareil chèque prouve simplement que le bénéficiaire de l'endossement est créancier de la somme inscrite et il a le droit d'en recevoir le paiement sans que la propriété de l'effet lui soit transmise. L'endossement ne peut pas être rédigé sur une feuille de papier différent et séparée du chèque même. Faute de place on peut se servir d'une allonge. L'endossement doit figurer sur le chèque même et au verso ; il est valable dans certains cas seulement, s'il est inscrit faute de place au recto du chèque, mais d'une façon claire ne permettant pas de douter qu'il s'agit d'un endossement. Si l'endos est à personne dénommée, le chèque est transformé ainsi en chèque à personne dénommée et la négociabilité en est supprimée pour l'avenir. L'endos « en blanc » rend le chèque au porteur négociable par la simple tradition. Tout détenteur d'un chèque endossé en blanc peut le transformer en chèque à ordre en indiquant au-dessus de la signature de l'endosseur son propre nom ou le nom d'une tierce personne. L'endossement peut être conditionnel, dans ce cas la condition est valable seulement entre l'endosseur qui a stipulé la condition et son endossataire ; si ladite condition n'est pas remplie, l'endosseur a le droit de revendication. Mais, au regard du tiré, la condition n'a aucune importance. Il peut valablement payer en

considérant ladite condition comme non-écrite. La mention figurant le plus fréquemment sur les endos est la limitation ou la suppression du droit de recours contre l'endosseur. Nous examinerons cette clause plus tard.

La durée de la négociabilité d'un chèque est variable. D'habitude elle va jusqu'au délai de paiement, mais néanmoins le chèque peut être endossé jusqu'au moment de son paiement.

La négociation permet à l'endossataire d'avoir sur le chèque un titre meilleur que celui qu'avait son endosseur. Tous les vices qui pouvaient atteindre le droit de l'endosseur disparaissent avec la transmission de l'effet et son acquisition de bonne foi par l'endossataire. Ces conséquences proviennent du caractère du chèque comme mode de paiement et la nécessité pour le preneur d'être sûr d'acquérir par l'endossement des droits inattaquables. Le porteur de bonne foi a le droit de repousser toutes les exceptions résultant des vices ou des fraudes ou de tous rapports contractuels antérieurs. Les exceptions résultant de la forme du chèque ainsi que des rapports directs avec le porteur sont toujours opposables par le tiré. Un endossement signé par le tiré est sans valeur ; si le chèque est endossé au profit du tiré, il vaut quittance.

Jusqu'à présent nous avons étudié les divers cas d'endossement du chèque ordinaire. Voyons maintenant l'endossement des chèques barrés et de virement : Nous avons vu que le chèque barré est

payable à un banquier et tiré sur une banque. Peut-on endosser un chèque barré ? Evidemment, la réponse doit être affirmative. Quoique le bénéficiaire ne puisse être qu'un banquier, nous estimons que cette restriction ne peut pas empêcher la libre circulation du titre. C'est au dernier porteur qu'incombe la charge de se faire rembourser par l'entremise de son banquier ou celui désigné. Jusqu'à ce moment tous les effets de l'endossement restent les mêmes que ceux du chèque ordinaire. Des raisonnements identiques ont la même valeur en ce qui concerne le chèque de virement. S'il y a des différences à constater c'est au sujet du paiement de ces deux modes de chèques ; nous y reviendrons dans le chapitre sur le paiement en général.

Nous devons signaler que l'endossement du chèque en général peut être accompagné de clauses concernant la garantie et de la responsabilité envers les porteurs, c'est le cas de l'endos avec la clause « sans garantie » ou « à forfait ». En ce cas, c'est l'endossataire qui assume les risques de l'insolvabilité du débiteur principal.

La bonne foi du tiré est présumée. Celui qui se croit lésé, a la charge de découvrir la mauvaise foi de son adversaire.

Encore une question qui n'est pas tout à fait mise au point par les différentes législations, c'est l'attribution au porteur d'un privilège sur la provision. Nous croyons qu'il est utile de nous arrêter à ce sujet aux débats qui se sont produits à la Chambre

française lors de la délibération de la loi de 1865 sur le chèque.

M. Emile Ollivier. — « Il est de principe en droit que les créanciers d'une personne ne peuvent faire de saisie-arrêt que sur ce qui lui appartient. En effet, lorsque la chose qu'on veut saisir-arrêter a cessé d'être la propriété du débiteur, il ne peut y avoir de saisie-arrêt, c'est évident. Or, ne pourrait-on pas soutenir que la conséquence de l'émission du chèque c'est que, à l'instant même, elle transporte la valeur de la provision du tireur à celui à qui on a donné le chèque ? (Mouvements divers).

« Messieurs, la question est très grave, je la soulève parce qu'il faut qu'elle soit tranchée.

« Il est bien entendu que les questions de fraude sont toujours réservées là comme ailleurs. Il est bien certain que, si une émission de chèque a été faite pour soustraire frauduleusement à des créanciers des fonds qui sont déposés chez un banquier, le transport sera considéré comme frauduleux et comme non-venu. Mais peut-être que si l'on voulait donner aux chèques leur véritable valeur, faudrait-il aller jusqu'à cette conséquence juridique, que le fait de la cession du chèque à une tierce personne opère à son profit la transmission de la propriété de la provision. » (Mouvements divers).

« M. Marie. — Vous avez dit tout à l'heure (il s'adresse à M. Emile Ollivier) qu'il était de principe que, quand une créance avait été transportée,

la saisie-arrêt ne pouvait pas être pratiquée sur la créance transportée.

« Le principe général est vrai, mais à certaines conditions légales toutefois. Prenez garde, vous soulevez là, et à l'occasion du chèque, une question très grave et qu'il faudrait résoudre dans votre projet; c'est la question de savoir si le chèque n'est pas seulement un instrument de paiement, mais encore si cet instrument de paiement a la puissance, la vigueur de transporter la propriété à l'égard des tiers. Je le répète, c'est une question très grave et qui ne serait pas tranchée par votre projet si vous ne la tranchez pas par une disposition relative.

Si, en restant dans les dispositions du projet actuel, nous voulions devant un Tribunal donner aux chèques une valeur translatrice de propriété qui ferait obstacle à toute saisie-arrêt de la part du tiré créancier du tireur, assurément nous n'aurions pas gain de cause.

Ainsi donc, si vous voulez introduire, et je ne m'y oppose pas, si, dis-je, vous voulez introduire cette condition dans le chèque, le chèque aura alors, non la valeur d'une indication de paiement mais d'un transport immédiat de propriété. Mais il faut le dire dans votre loi. Jusqu'à là n'invoquez pas les principes du droit commun.

M. Emile Ollivier. — « On a fait à la théorie que j'indique diverses objections qui m'ont été adressées de différents côtés et que j'avais prévues.

L'honorable M. Josseau m'a dit : mais il faut une

signification ou un transport. On m'a dit d'un autre côté (M. de Lavenav) : mais la date n'est pas certaine.

« Je réponds d'une part que, d'après les principes généraux de droit commun, l'objection est évidente, mais qu'il appartient au législateur de donner à une cession l'efficacité sans notification, et d'autre part, en ce qui concerne la date, ma réponse est dans l'article 6. Il résulte de cet article que la date qui est inscrite sur le chèque est réputée certaine. En établissant le chèque on a reconnu que la date est un élément nécessaire parce que si la date n'existe pas, vous ne pouvez pas savoir s'il y a eu ou s'il n'y a pas eu provision à un moment donné. L'établissement même de la théorie des chèques a pour effet de donner à la date une importance capitale, et la preuve, c'est l'article 6 de la loi qui dit : « le tireur qui revêt le chèque d'une fausse date est puni d'une amende égale à 6 % ». Donc, l'objection de la date n'en est pas une. La date est aussi importante pour le chèque lui-même qu'elle le sera pour sa transmission. »

« La seule objection sérieuse est celle de M. Marie et je la reconnais fondée. Il est certain que d'après les principes du droit commun, si une disposition formelle n'était pas inscrite dans la loi, devant les tribunaux la doctrine que je développe succomberait. Il est encore certain qu'avec le principe que j'indique, la dation d'un chèque cesserait d'être une pure indication de paiement, ainsi qu'elle me l'a

paru être dans le projet actuel, et qu'elle deviendrait un mode de transmission de la propriété. Je reconnais comme très vrai ce qu'a dit l'honorable M. Marie à ce sujet. Aussi je demande à la Commission d'examiner et j'avoue que je ne conteste pas que cela puisse soulever de fortes objections, je demande à la Commission d'examiner si la thèse que je propose à son examen plutôt qu'à son adoption, ne faciliterait pas beaucoup l'essor des chèques ! » (Très bien, aux voix !)

M. Martel. — « La Chambre veut-elle que, dans la rédaction nouvelle nous constatons que la délivrance d'un chèque opérera la translation de la propriété entre les mains du porteur de la somme qui est déposée à titre de provision ? Si nous constatons cela dans la rédaction nouvelle il est bien entendu, par M. Marie et par M. Ollivier, que, si la provision vient à périr, elle périra pour le compte du porteur et que le tireur sera alors complètement dégagé ?

« Voilà une question sur laquelle la Commission désire s'éclairer pour sa nouvelle rédaction. »

M. le Président Schneider. — « L'article n'est pas adopté, il est renvoyé à la Commission. »

De sorte que la loi du 14 juin 1865 ne donne pas une solution nette à la question. Nous y trouvons une réponse dans la jurisprudence française. Des arrêts stipulent que « l'endossement confère au cessionnaire la propriété du chèque ». La Cour de Cassation, dans un arrêt, dit : « la propriété se

transmet par des modes que la loi a indiqués limitativement, et au nombre desquels nous trouvons notamment la convention : lorsque je veux faire passer à quelqu'un la propriété d'une chose déterminée qui m'appartient, le transport de propriété s'effectue, du moins « inter partes » dès que nos volontés se sont rencontrées pour arriver à ce résultat. En matière d'effets à ordre, la propriété se transmet par la voie de l'endossement : ce sont les expressions mêmes de l'article 136 du Code de Commerce. Mais l'endossement implique et présuppose une cession, c'est-à-dire une convention. Pour que la propriété passe de vous à moi, il ne suffit pas que sur le titre que vous voulez me transmettre vous ayez mis la formule de l'endos, il faut de plus que de mon côté je veuille acquérir précisément ce titre-là. Ce sont des principes absolument incontestables. »

Nous faisons ressortir que ce privilège aussi ne peut être conféré au porteur que « *di lege ferendae* » (seulement par une stipulation expresse et précise du législateur).

Voyons maintenant quelles peuvent être les conséquences en cas de chèques faux. Le tiré qui paie un chèque faux est-il libéré ? C'est là une simple question de fait ; le tiré ne sera pas libéré s'il a agi à la légère ; il ne sera pas responsable s'il a pris toutes les précautions voulues. Quelles sont ces précautions ? Il serait difficile de les énumérer toutes. Il ressort tout spécialement de certains jugements rendus que :

Le chèque ne doit pas être de beaucoup supérieur au crédit du tireur ; les endos ne doivent pas être faux ou confectionnés matériellement de telle façon qu'ils éveillent les soupçons : la falsification ne doit pas résister à un examen attentif ; le chèque ne doit pas présenter des surcharges et des grattages apparents ; l'énonciation de la somme à payer ne doit pas être d'une autre écriture que la signature ; la signature du tireur doit être conforme à la signature véritable dont le tiré a un fac simile en sa possession ; le chèque ne doit pas présenter certaines anomalies ou des déféctuosités d'écriture qui trahissent de visibles hésitations.

Mais si le tireur a commis lui-même une faute, si par exemple, il n'avait pas veillé avec soin sur un carnet de chèques dont un tiers aurait pu aisément s'emparer et que le tiré ait payé un chèque émis dans ces conditions, le tiré peut se voir dégager de toute responsabilité.

Nous devons noter que la jurisprudence n'est pas unanime dans cette opinion. Voici un arrêt du Tribunal civil de Lyon (*Annales de droit commercial*) ainsi conçu : « attendu que s'il est vrai que l'endossement et la remise du chèque par le tireur ou l'endosseur a pour effet de transférer au tiers-porteur qui l'accepte tous les droits que le tireur a contre le tiré à raison de la provision qu'il a faite, il est indispensable que cette remise et l'endossement émanent de la personne qui est réellement propriétaire de l'effet : — que nul ne peut transférer à autrui

plus de droits qu'il n'en a lui-même ; — que notamment, le voleur qui s'empare d'un chèque pour le falsifier et l'endosser à son profit et qui l'escompte ensuite après l'avoir revêtu de son endos, ne peut conférer aucun droit de créance au profit du tiers-porteur qui est en conséquence tenu de restituer ce qu'il a indûment reçu, conformément aux dispositions des articles 1235 et 1376 du Code Civil ; — qu'aux termes des articles 137 et 187 du Code de Commerce et de l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1865 sur les chèques, la propriété des effets à ordre et des chèques ne peut se transmettre qu'en vertu d'un endossement régulier ; — qu'il ne saurait y avoir de transmission, quand l'endossement est faux, car la fausseté de l'endossement équivaut à l'absence de tout endossement ; — que ni la bonne foi du tiers-porteur, ni les manœuvres plus ou moins habiles employées par le faussaire pour le tromper ne sauraient remplacer cette formalité et opérer en sa faveur le transfert de l'effet ; — qu'il n'existe ni dans le Code Civil, ni dans le Code de Commerce, ni dans la loi du 14 juin 1865, aucun texte qui permette de consacrer un principe contraire à la logique et à tous les principes du droit et qui puisse autoriser le tiers-porteur même de bonne foi, à conserver la somme qu'il a touchée du tiré ; — que c'est vainement qu'on voudrait se prévaloir des articles 145 et 187 du Code de Commerce ; — qu'aux termes de ces articles, si le tiré est présumé valablement libéré quand il a payé à l'échéance sans opposition, c'est qu'il est obligé de

payer à vue et sur présentation un effet qui fait l'office de monnaie, mais qu'il ne saurait en être de même du tiers-porteur qui n'est pas tenu d'accepter et d'escompter l'effet, qui peut se renseigner sur les droits et la personnalité de son cédant et qui, ayant fait l'opération volontairement à ses risques et périls, demeure exposé à toutes les conséquences fâcheuses qu'elle peut comporter... » Et tandis que la Cour de Cassation, dans d'autres arrêts, stipule : « à la différence du cessionnaire d'une créance ordinaire qui, aux termes de cet arrêt, n'a d'autres droits que ceux de son cédant qu'il représente, le porteur par endossement, a pour obligé direct tous ou chacun des obligés au titre ».

Cette question, soulevée à la Conférence de La Haye, a été tranchée par la solution suivante : « la falsification d'une signature, même de celle du tireur ou de l'acceptant, ne porte en rien atteinte à la validité des autres signatures ».

« En cas d'altération du texte du chèque, les signataires postérieurs à cette altération sont tenus aux termes du texte altéré, les signataires antérieurs le sont aux termes du texte original... »

## L'ACCEPTATION

Le chèque, étant un effet de commerce essentiellement à vue, n'a pas à être accepté. Le tiré joue le rôle d'intermédiaire effectuant un paiement pour le compte du tireur. S'il y avait acceptation, le tiré deviendrait le débiteur légal du porteur, comme dans une lettre de change. Dans ce cas on pourrait se servir du chèque comme instrument de crédit. Dans les pays anglo-saxons les chèques peuvent être acceptés. La banque qui représente le tiré inscrit sur le verso du chèque « good » et elle devient le seul débiteur du porteur en perdant le droit de recours contre tous les endosseurs et même du tireur. Ces chèques sont nommés « chèques certifiés ». En général, ce sont des chèques dont la bonne fin est assurée, puisque, à côté de la signature du tireur, qui peut toujours être discutée, on trouve celle de l'établissement de crédit et qui offre toute garantie. En France, les chèques peuvent aussi être visés par le banquier, ce visa indique qu'au moment de la présentation du chèque la provision nécessaire existait effectivement chez le tiré, mais elle ne représente aucune garantie au point de vue du paiement. Même après le visa, si la provision du tireur est

insuffisante à cause de paiements effectués à raison d'autres chèques émis après celui en question, la banque qui a apposé le visa n'encourt aucune responsabilité du chef du non-paiement.

En Italie, en Autriche, en Suisse, et par suite en Bulgarie, aucun chèque ne doit être accepté. La non observation de cette interdiction n'entraîne pas la nullité de l'effet. Le Fisc peut considérer cet acte comme une contravention et imposer une amende au défaillant pour non-paiement de l'impôt du timbre. Mais l'acceptation constitue un engagement personnel du tiré. Cet engagement doit être considéré comme indépendant du titre, donné bénévolement par le tiré et n'entraînant de conséquences que pour lui seul. Aucune formalité, protêt ou garantie ne peuvent résulter pour refus d'acceptation.

Il faut faire toujours une différence entre acceptation pour paiement, dit certification, chose courante en Angleterre; et le *visa* qui concerne simplement la provision. La certification est répandue aussi et surtout aux Etats Unis. Elle rend le banquier seul débiteur, tandis que le tireur et l'endosseur sont déchargés de leurs obligations. Voici, d'après M. Bouteron, les principaux cas dans lesquels on emploie le chèque certifié :

« a) Dans les affaires de Bourse il est de règle que tous les chèques dont le montant dépasse une certaine somme, généralement 5.000 dollars, soient présentés à la certification afin de permettre aux

tirés de connaître leur situation en fin de journée. Ceux-ci, en effet, sont appelés à consentir aux agents de change qui, à New-York, ne sont pas solidaires, des découverts importants connus sous le nom de « overcertification » et utilisés au cours d'une même journée par chèques. Aussi, pour éviter à ces banquiers le risque de l'insolvabilité des agents de change, leurs crédités, ceux-ci, sans même attendre la fin de la séance de la Bourse, leur font parvenir au fur et à mesure qu'ils les reçoivent eux-mêmes déjà certifiés de leurs confrères ou de leurs propres clients, les chèques destinés à balancer leurs découverts.

b) Lorsqu'un avocat conclut pour le compte de son client un arrangement avec le débiteur de celui-ci, l'avocat fait certifier le chèque qui lui est remis par le débiteur.

c) Lorsqu'il y a vente d'immeuble, le règlement se fait toujours par chèque certifié, c'est le tireur qui requiert la formalité.

d) Lorsqu'un vendeur de produits soumis à un impôt applicable sous forme de timbres (cartes à jouer, spécialités pharmaceutiques), s'approvisionne des vignettes fiscales nécessaires à l'acquittement de cet impôt, il peut régler son achat au moyen d'un chèque certifié.

e) Lorsqu'un contribuable acquitte des impôts, il peut se libérer immédiatement par l'envoi au Trésor d'un chèque certifié.

En Allemagne, on rencontre les chèques confir-

més, c'est-à-dire des chèques certifiés par la Reichsbank.

En Bulgarie, la certification d'un chèque produira seulement les mêmes effets qu'en France.

En ce qui concerne l'introduction du chèque certifié et sa vulgarisation, les auteurs ne sont pas unanimes dans leur façon de voir.

Le *visa* de provision ou de disponibilité est une simple attestation de l'existence de la provision. Elle ne confère aucun privilège et n'entraîne aucune obligation pour le tiré, car elle est considérée comme une simple déclaration sur le crédit et l'actif disponible au moment de l'émission du chèque du tireur chez le tiré; c'est, comme nous l'avons vu, le cas en France et par conséquent en Bulgarie.

La question d'acceptation et de *visa* a été soulevée à la Conférence de La Haye ainsi qu'à celle de Bruxelles. Les débats ont été très animés et les différents points de vue très nombreux. Voilà pourquoi le Comité des Résolutions s'est contenté de décider que : « Est réservée aux Etats contractants la faculté d'admettre l'acceptation, le certificat ou le *visa* d'un chèque et d'en régler les effets. »

Nous sommes d'avis que le chèque certifié tel qu'on le trouve aux Etats-Unis et en Angleterre, ainsi que dans certaines limites en Allemagne, peut avoir un grand avenir. Puisque la qualité essentielle d'un chèque est l'assurance que le bénéficiaire recevra le paiement, il est évident qu'il faut tâcher par tous les moyens de combattre l'absence de pro-

vision. Avec le chèque certifié, la banque est responsable par le fait de sa déclaration, ce qui, en tout état de cause, inspire plus de confiance qu'un sieur peu connu. Le chèque sera vraiment une monnaie fiduciaire et sa vulgarisation serait ainsi presque assurée, le jour où sera rendu obligatoire l'emploi du chèque certifié, sans pour cela qu'il soit porté atteinte aux billets de banque. En effet, eu égard au court délai de paiement qu'entraîne un chèque et les sommes pas toujours rondes qu'il porte, le risque d'une substitution des chèques aux billets de banque d'émission est exclu.

En France il y a une grande tendance en faveur de la création de chèques certifiés selon le système américain. Nous voulons croire que ce système sera l'objet d'une modification de loi sur le chèque en Bulgarie. Bien entendu, l'introduction de ce mode de chèque doit être faite par des textes exprès. Jusqu'à l'intervention du législateur, la certification ou le *visa* du chèque en Bulgarie ne peut être interprétée que comme une attestation de l'existence de provision à un moment donné, sans aucune obligation pour le tiré-attestateur.

## PRÉSENTATION

Le chèque étant un mode de paiement à vue ne porte pas de date d'échéance. Le porteur en peut toucher le montant dès qu'il va le présenter, même quelques moments après son émission, car c'est dans le cas où l'on veut rapidement effectuer un paiement qu'on emploie le chèque. Les signataires restent responsables tant que ce paiement n'a pas été effectué. Le tireur est pressé d'être dégagé promptement de ses obligations. Voilà pourquoi les législations s'efforcent d'abrégéer autant que possible les délais de présentation, en ayant soin toutefois de ne pas les fixer trop courts, afin de permettre à un nombre assez important de paiements de s'effectuer sans déplacement de numéraire. En général, la présentation du chèque au paiement est obligatoire. C'est dans le calcul des délais que les diverses législations varient entre elles. Les pays anglo-saxons sont tout à fait d'accord avec les autres législations sur la nécessité d'abrégéer les délais de présentation du chèque au paiement, mais ils n'ont pas établi des délais fixes pour cette présentation. Ils exigent un délai « raisonnable », à dater de l'émission pour lier le tireur et dans un délai rai-

sonnable à dater de l'endossement, pour lier l'endosseur. Ce caractère raisonnable du délai, ils laissent aux coutumes le soin de le déterminer en tenant compte de la nature de l'effet, des usages du commerce et des circonstances particulières. D'ailleurs, on constate à tout instant combien il répugne aux législateurs et juristes anglo-saxons de définir les termes qu'ils emploient : on pourrait même affirmer sans témérité qu'ils ne veulent pas de définition. Nous avons rencontré la même répugnance en ce qui concerne la définition du chèque, la capacité passive, etc. N'ont-ils pas raison ? Certes, le législateur ne peut pas tout prévoir. Il arrive toujours que la pratique fait apparaître bientôt des cas laissés en dehors des définitions. Bien des fois, en appliquant la loi strictement établie, beaucoup de conditions la rendent parfaitement injuste et même absurde. Bref, les législateurs anglo-saxons ont préféré laisser aux juges toute latitude quant à l'interprétation et l'application de la loi. Ils maintiennent le principe que les lois, ainsi que les contrats, sont toujours obscurs quand on veut les rendre ou trop concis ou trop complets. C'est pour cela que les délais de présentation ont une durée arbitraire. Aux Etats Unis on estime que le délai est raisonnable s'il ne dépasse pas 48 heures à dater de l'émission. En Angleterre, le chèque doit être présenté dans les 24 heures de l'émission pour le bénéficiaire et de la réception pour un endossataire, si le porteur et le tiré habitent la même localité ; s'ils habitent

des endroits différents, le délai est encore augmenté de 24 heures. Chaque retard rend le coupable responsable des dommages causés, mais si le retardataire a des excuses valables, il échappe aux dommages-intérêts.

Les cas de force majeure justifient la présentation tardive, mais dès que la cause du retard cesse, la présentation de l'effet doit être faite en toute diligence.

Le législateur allemand a préféré fixer les délais de paiement. Dans l'article 11 de la loi du 11 mars 1908 il exige qu' « un chèque créé et payable dans le pays, doit être présenté au tiré au lieu du paiement dans un délai de dix jours à partir de sa création ». Pour le chèque créé à l'étranger et payable en Allemagne, c'est le Conseil fédéral qui fixe le délai de présentation.

Le Codice di Comercio del Regno d'Italia du 2 avril 1882 par son article 342 exige que le porteur du chèque le présente au tiré dans un délai de huit jours à partir de la date de sa création, s'il est payable au lieu de son émission et de quinze jours si les lieux sont différents. Nous devons noter dès à présent qu'en Italie comme en Roumanie, le chèque peut être payable dans un délai qui court après sa présentation. L'article 340 du Code Italien stipule que le chèque peut être payé dans un délai qui ne doit pas excéder dix jours à dater du délai de présentation. Les mêmes dispositions se retrouvent en Roumanie. Avec ce système le caractère du chèque

est altéré. Il se distingue peu de la lettre de change et du billet à ordre. Le principal objet du chèque qui est de servir d'instrument de paiement, de monnaie fiduciaire et remboursable en espèces à tout moment, est vicié dans son essence. En outre, cette façon de comprendre le chèque est la source de nombreux litiges en ce qui concerne le calcul du terme, le sens du visa, le cours du change, les intérêts, etc.

Le Code Suisse des Obligations, du 30 mars 1911 stipule dans son article 834, alinéa 2 : « le délai pour la présentation au paiement est de cinq jours, si le chèque est tiré sur la place même, de huit jours s'il est tiré d'un lieu sur un autre ».

En France, la loi du 14 juin 1865 en son article 5, alinéa 1, prévoit « que le porteur doit en réclamer le paiement dans le délai de cinq jours y compris le jour de la date, si le chèque est tiré de la place sur laquelle il est payable, et dans le délai de huit jours, y compris le jour de la date, s'il est tiré d'un autre lieu ».

La plupart des lois ne comptent pas dans les délais fixés le jour de l'émission. Le législateur français a déterminé dans le texte même cette dérogation de la coutume générale.

En Belgique les délais de présentation sont de trois jours pour les chèques émis et payables sur une même place et de six jours pour ceux payables dans des lieux différents. En Autriche, cinq jours pour les uns, huit jours pour les autres. Au Portu-

gal, huit jours pour les premiers et quinze jours pour les seconds.

Le législateur bulgare a suivi la méthode en honneur dans la majorité des pays ; lui aussi a préféré fixer les délais de présentation au paiement et l'article 645 qui prévoit ce cas, est ainsi libellé : « il n'y a lieu pour les chèques ni de les présenter à l'acceptation, ni de les accepter. Le délai pour la présentation au paiement est de huit jours si le chèque est tiré sur la même place et de quinze jours s'il est tiré d'un lieu et payable dans un autre. »

La loi bulgare ne dit rien des chèques qui sont tirés de l'étranger et payables en Bulgarie ou tirés en Bulgarie et payables à l'étranger. Devant ce silence de la loi il serait logique de classer ces chèques parmi ceux tirés d'un lieu et payables dans un autre et donnant droit à un délai de quinze jours.

L'inconvénient de fixer des délais en pareils cas apparaît surtout lorsqu'il s'agit de chèques tirés outre-Atlantique ou en des pays très lointains sur la Bulgarie. Il leur faut plus de quinze jours pour passer d'Amérique en Bulgarie. On pouvait prévoir ou des délais très longs uniformes pour toutes les distances ou des délais variant avec celles-ci : on pouvait aussi laisser la chose dans l'ombre et laisser s'établir les usages. La Cour de Cassation de Bulgarie ayant été amenée à émettre une opinion en cette matière a préféré une autre méthode. La deuxième chambre de la Cour de Cassation de Sofia a en effet rendu un arrêt en 1911 sous le n° 158 con-

cernant la responsabilité de l'endosseur par rapport au délai de présentation et entre autres considérants cet arrêt porte que les délais prévus par l'article 645 se rapportent aux effets créés et payables en Bulgarie et non pas à ceux émis dans un autre pays et payables dans un troisième, dans ce dernier cas les quinze jours prévus par la loi bulgare étant insuffisants, c'est la loi du pays où doit s'effectuer le paiement qui doit être applicable.

Nous n'avons pu trouver d'autres décisions sur cette question. Peut-être la Cour de Cassation bulgare reviendra-t-elle sur ses premiers errements si les transports aériens prouvent que l'on peut atteindre les deux points les plus éloignés l'un de l'autre en moins de quinze jours.

Le jour de la création n'est pas compris dans ce délai, d'accord avec l'application de la jurisprudence constamment suivie en matière de délai, qui exclut le jour du départ, « dies a quo », du délai prévu. Il y a des législations qui ont dérogé à ce principe. Dans ce cas la volonté du législateur doit être formelle. Ainsi l'article 5 de la loi française du 14 juin 1865 stipule : « le porteur d'un chèque doit en réclamer le paiement dans le délai de cinq jours y compris le jour de la date, si le chèque est tiré de la place sur laquelle il est payable, et dans le délai de huit jours, y compris le jour de la date, s'il est tiré d'un autre lieu... »

Toutes les législations sont d'accord qu'au cas où le dernier jour est un jour férié, il ne compte

pas ; l'échéance est reportée au lendemain ou si ce jour est lui-même férié, au surlendemain et ainsi de suite. La présentation doit être faite aux heures normales des affaires. Le chèque peut être présenté aussi à la Chambre de Compensation par le porteur, par l'entremise de son banquier. Cette présentation vaut présentation au domicile du tiré.

Le problème du délai de présentation a été tranché à la Conférence de La Haye de la façon suivante : « art. 19 : le chèque doit être présenté au paiement dans un délai à fixer par la loi du lieu de paiement. Ce délai sera de dix jours au moins. Est réservée aux Etats contractants la faculté d'augmenter ce délai, qu'il s'agisse de chèques émis dans leur pays ou dans un autre pays. La présentation à une Chambre de compensation équivaut à la présentation au paiement ».

## LE PAIEMENT

Nous avons déjà examiné les conventions expresses ou tacites qui existent entre le tireur et le tiré. Le tiré qui pour la majeure partie des législations, doit être un banquier, et pour d'autres, comme en Bulgarie, peut être un tiers quelconque, est tenu de payer le montant du chèque tant qu'il a des fonds disponibles à sa disposition. Ainsi le tiré représente le caissier ou une sorte d'employé qui est tenu d'exécuter les ordres du tireur jusqu'à concurrence du montant du dépôt. Le tiré qui refuse le paiement en ayant les fonds nécessaires est responsable des dommages et intérêts envers le porteur et envers le tireur du préjudice causé au crédit de son client. Le porteur n'est tenu qu'à présenter le chèque et le laisser à la disposition du tiré pour s'en faire payer le montant. Après le paiement le chèque devient la propriété du tireur, mais le tiré peut le conserver pour le temps qu'il lui faut, à titre de pièce justificative. Afin que le paiement soit valable, il faut que l'effet soit en règle au point de vue forme et que le tiré ignore au moment où il effectue le paiement les vices éventuels du titre. Si le paiement est fait par erreur de droit, il peut être répété. En cas d'er-

reur de fait, il ne peut y avoir de répétition que si depuis le paiement la situation du tireur de bonne foi n'a pas changé. Il est considéré que le paiement est effectué quand le caissier a remis l'argent entre les mains du porteur et à partir de ce moment le tiré ne peut plus le reprendre, même s'il découvre que le tireur n'avait pas les fonds disponibles chez lui (A. C. 30). Chaque faute ou erreur dans le paiement commise par le tiré, l'est à son propre détriment et dans toute réclamation qu'il pourrait avoir à faire à ce sujet, la charge de la preuve incombe au demandant. Voici un arrêt du tribunal de commerce du Mans du 11 juillet 1922 confirmant ce point de vue : « le banquier qui, par suite d'une cote défectueuse d'un chèque présenté au paiement, déclare avoir payé 9.075 fr. 75 au lieu de 907 fr. 75, une différence de 8.178 francs ayant été constatée ultérieurement et le registre de caisse portant indication de paiement pour 9.075 fr. 75 ne peut actionner en restitution le bénéficiaire sans prouver directement que celui-ci a bien reçu indûment la somme réclamée et cette preuve doit être fournie directement, même si des faits fâcheux ont été relevés contre le bénéficiaire du chèque. Il en résulte que si la preuve directe n'a pas été établie, la différence constatée peut provenir de toute autre cause, telle qu'une erreur dans un autre paiement.

« L'indication de paiement portée sur le livre de caisse du banquier ne peut être prise en considération, alors surtout qu'il est établi que les inscrip-

tions de paiement qui y sont mentionnées, ne sont pas immédiatement inscrites après l'opération de versement des espèces. Cette solution doit être d'autant plus admise, qu'aucune expertise de la comptabilité n'avait été effectuée et que, seule, la banque confirmait l'exactitude du fait invoqué.

« Au surplus, le banquier qui n'est pas fondé à obtenir restitution de la somme qu'il prétend avoir versée indûment, ne saurait cependant être condamné à des dommages et intérêts envers le bénéficiaire du chèque, car, quiconque prétend avoir été lésé par le fait d'un tiers a le droit de saisir les tribunaux de sa prétention sans avoir à craindre d'être exposé à des dommages et intérêts pour avoir introduit une action reconnue ultérieurement mal fondée, à moins qu'il n'ait agi par mauvaise foi ».

Le paiement du chèque, en principe, doit être effectué pour toute la somme indiquée et en une seule fois. Le porteur n'est pas obligé de recevoir des acomptes. Il existe des législations qui défendent expressément le paiement partiel (Autriche et Hongrie). En Bulgarie la loi exige une provision suffisante pour couvrir toute la somme indiquée. En France la même disposition légale existait jusqu'au vote de la loi du 2 août 1927 qui dispose : « si la provision est inférieure au montant du chèque, celui-ci produit tous les effets attachés au chèque régulier jusqu'à concurrence de ladite provision », c'est-à-dire que désormais le paiement partiel est autorisé. C'est la pratique, ou plutôt l'Union Syn-

dicale des banquiers de Paris et de la Province, qui a élaboré une procédure professionnelle, si l'on peut dire, relative au paiement partiel, par les recommandations suivantes : « si le porteur préfère encaisser le chèque à concurrence de la provision existante, le banquier doit effectuer le paiement contre remise du chèque sur lequel le porteur donnera quittance de la somme reçue ; de plus, le banquier pourra, si la demande lui en est faite, délivrer au porteur l'engagement sur papier timbré de remettre le chèque à l'huissier, l'avoué, l'agréé ou l'avocat désigné par le porteur, sous condition que le chèque sera restitué au banquier lorsque les poursuites auront pris fin. Si, au contraire, le porteur préfère ne pas encaisser une somme inférieure au montant du chèque, le banquier sur lequel le chèque est émis devra inscrire sur le titre la somme dont le compte du tireur est créancier, la date et l'heure de la présentation, et tenir, jusqu'à nouvel avis, le solde créancier du compte du tireur à la disposition du porteur. »

Le paiement du chèque doit être effectué dans la monnaie dans laquelle le chèque est stipulé payable. Si celle-ci n'a pas cours dans le pays, le montant doit être payé au cours du change officiel du jour de l'échéance. Cette question a été soulevée à la Conférence de La Haye et tranchée par la solution suivante, concernant la lettre de change mais applicable aussi au chèque : « lorsqu'une lettre de change est stipulée en une monnaie d'argent n'ayant pas eu

cours au lieu de paiement, le montant peut en être payé, d'après sa valeur au jour où le paiement est exigible, dans la monnaie du pays, à moins que le tireur n'ait stipulé que le paiement devra être fait dans la monnaie indiquée (clause de paiement effectif en une monnaie étrangère). Les usages du lieu de paiement servent à déterminer la valeur de la monnaie étrangère. Toutefois, le tireur peut stipuler que la somme à payer sera calculée d'après un cours déterminé dans la lettre ou à déterminer par un endosseur ; dans ce cas cette somme doit être payée dans la monnaie du pays. Si le montant de la lettre de change est indiqué dans une monnaie ayant la même dénomination, mais une valeur différente, dans le pays d'émission et dans celui du paiement, on est présumé s'être référé à la monnaie du lieu de paiement. »

Le paiement est valable quand il est effectué par une personne ayant qualité pour le faire et lorsqu'il est reçu par qui de droit (le créancier ou son mandataire ou celui qui est autorisé par la justice ou par la loi à recevoir pour lui), d'après les principes du droit commun. L'adage « qui paie mal paie deux fois » est toujours en vigueur.

Mais le tiré n'est pas toujours obligé d'effectuer le paiement des chèques qui lui sont présentés. Les cas les plus fréquents dans lesquels le tiré peut refuser le paiement sont les suivants :

S'il est avisé du décès du tireur. Dans ce cas le mandat expire (dans les pays où le législateur a

basé sa conception du chèque sur l'idée du mandat).

S'il est avisé que le tireur est en état de faillite ou qu'il a cessé les paiements au moment de l'émission. L'ignorance du tiré de la faillite du tireur se présume pour la période qui précède la déclaration (la période suspecte). Une fois la faillite déclarée par le tribunal, elle devient un fait notoire, eu égard aux publications légales que nécessite une faillite, de sorte que tout paiement effectué après cette publication reste aux dépens du tiré. Sur la question de la responsabilité du tiré en cas de paiement d'effets tirés par des tireurs en faillite, il y a controverse dans la doctrine, ainsi que dans la jurisprudence des divers pays.

Le tiré peut encore s'opposer au paiement : s'il y a une saisie judiciaire sur les fonds du tireur ; si le tiré s'aperçoit de certains vices (altération, grattage, lavage, surcharge, etc.) et en cas d'opposition du tireur.

Certaines doctrines permettent de la part d'un tireur une opposition au paiement du chèque tant que le tiré n'a pas déclaré se reconnaître débiteur du propriétaire du mandat. Mais d'autres, suivies par les législations même, interdisent une telle opposition. En Allemagne et en Autriche, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire à propos de la provision, l'opposition n'est permise qu'après l'expiration des délais de présentation. C'est à partir de ce moment que le tiré peut refuser le paiement, le chèque étant censé, par suite de l'opposition, n'avoir

jamais existé. L'opposition peut être orale ou écrite et faite à n'importe quel moment, pourvu que le chèque ne soit pas encore payé. En Angleterre, en Suisse, et de là en Bulgarie, l'opposition est admise à n'importe quel moment, avant que le tiré n'ait payé et elle entre en vigueur immédiatement, puisque tout mandat peut être révoqué par le mandant (article 503 de la loi des Contrats et Obligations — des différentes manières dont le mandat finit — al. 1 : « par la révocation du mandataire »).

Cependant, une fois admis le droit du tireur de former opposition au paiement du chèque, nous estimons que le législateur doit préciser que le tiré doit retenir le montant dudit chèque à la disposition de celui à qui un jugement ultérieur le décernera. Car, comment le porteur d'un chèque serait-il sûr d'être payé à présentation ? Quelle garantie aura-t-il qui lui permette de toucher les fonds du tireur chez le tiré ? Et même il serait équitable d'édicter une pénalité pour le tireur qui se servirait du droit d'opposition sans motifs légitimes.

Voyons maintenant aussi les devoirs qui incombent au tiré en matière de paiement de chèques. Nonobstant les motifs cités ci-dessus concernant le refus de paiement, le tiré doit remplir certaines conditions essentielles à la validité de ce paiement. Le tiré doit avant tout vérifier la sincérité de la signature du tireur. Cette vérification, qui doit être sérieuse et minutieuse, est une des obligations du tiré et a sa source dans la convention préalable entre

lui et le tireur, convention qui se traduit par la remise du carnet de chèques contre le dépôt par le tireur d'un exemplaire de sa signature. En vérité, dans la pratique cette vérification est une question de fait et varie avec chaque tiré. Les auteurs ainsi que les Tribunaux nes'accordent pas sur la responsabilité du banquier qui n'a pas rempli l'obligation de vérification de la signature. Mais, en général, la jurisprudence considère les banquiers comme tenus d'y procéder avec soin. Voici des arrêts à ce sujet (Dalloz) : « le banquier a commis une faute caractérisée en ne tenant pas compte des défectuosités et des anomalies très apparentes susceptibles d'être relevées sur le chèque présenté au paiement ; il suffirait d'examiner le chèque pour se convaincre, à première vue, que si par sa ressemblance parfaite et presque par son identité avec la signature vraie, la signature fausse était de nature à attirer et à surprendre l'attention la plus vigilante, au contraire, l'écriture du corps du chèque présentait avec la signature vraie et même avec la fausse signature des dissemblances frappantes ».

« Attendu, déclare aussi un jugement du Tribunal civil de Lyon (26 janvier 1889, *Ann. de dr. com.*, 1889, 1<sup>re</sup> part., p. 86) que si l'on rapproche la signature du faux chèque qui a été payé par le tiré, des véritables signatures (le tireur s'appelait Letord), il est facile de reconnaître qu'elles n'émanent pas de la même personne ; qu'on ne peut tout d'abord ne pas être frappé par l'hésitation et la recherche

que présentent, à première vue, les lettres e t o r, et surtout les lettres t et o qui ont été surchargées ainsi que la partie du paraphe qui se trouve directement au-dessus du nom, alors que la signature avec les paraphes donnés par le tireur ne présentent jamais ni corrections, ni hésitation et se distinguent, au contraire, par une écriture absolument nette et caractérisée qui dénote une habitude graphique, ancienne et constante ; attendu d'autre part que l'examen de chaque lettre est non moins probant, que notamment la lettre majuscule L a sa boucle commencée au-dessus de la ligne d'écriture et sa partie inférieure anguleuse, que le t est bouclé dans le haut, que le o et le e sont très larges, tandis que dans la signature du demandeur, le majuscule L a sa boucle commencée plus bas et sa partie inférieure toujours arrondie, que le t n'est jamais bouclé et que le o et le e sont moins arrondis et moins larges, de telle sorte que l'examen attentif de l'ensemble de la signature et des lettres qui composent le nom dénotait des dissemblances frappantes de nature à éveiller les soupçons du caissier et du contrôleur de la banque qui étaient familiarisés avec l'écriture très correcte du notaire-tireur, et qui avaient toutes facilités pour procéder à une vérification, soit en se reportant à la signature donnée au moment de l'ouverture de compte, soit aux signatures données en bas des chèques précédemment payés ».

« La délivrance par un banquier d'un carnet de

chèques constitue entre le banquier et son client un véritable contrat par lequel le premier s'engage à payer les chèques signés par le client, alors que ce dernier s'oblige à veiller avec soin à la conservation du carnet et à prévenir le banquier en cas de perte ou de soustraction. Mais si le banquier peut être condamné à rembourser le montant des faux chèques par lui payés lorsque la signature apposée sur ces chèques présente avec la signature vraie des différences graphiques qui apparaissent au premier coup d'œil, il en est tout autrement quand la signature, dans ses lignes principales, présente une ressemblance certaine avec la signature authentique du tireur. On ne saurait d'autre part reprocher au banquier d'avoir effectué le paiement de chèques tirés dans l'ordre inverse des numéros du chèque, car s'il est d'un usage constant que les chèques sont utilisés dans l'ordre normal des numéros du chèque, il ne semble pas que le détachement des chèques dans un ordre numérique quelconque soit de nature à vicier ces chèques et à les rendre suspects. Enfin, le banquier ne pourrait être recherché par cette circonstance que le crédit primitivement ouvert du client a été largement dépassé dans l'intérêt même de ce client, alors surtout qu'en fait, des dépassements se sont constamment produits antérieurement. Et il en est ainsi même si la banque dont il s'agit est soumise à une législation spéciale en ce qui concerne la quotité des avances susceptibles d'être consen-

ties par elle » (Tribunal Civil Seine, 29 mars 1924, Greffe).

Le tiré doit encore vérifier si les endossements sont réguliers et se suivent sans lacunes et exiger que le porteur établisse son identité. Sur ces obligations aussi les avis sont partagés. Voici quelques arrêts : « Attendu, dit le jugement du Tribunal civil de Lyon (26 janvier 1889), que nous avons déjà eu l'occasion de citer, que toutes les circonstances analysées ci-dessus : la vue de la signature, la non-concordance des numéros, la présence d'un inconnu, la somme relativement importante qui a été réclamée et la facilité de s'éclairer, faisant aux agents du banquier le devoir impérieux de procéder à une vérification... Attendu qu'en présence d'un inconnu qui, au lieu de remplir les formalités recommandées par le banquier tiré (pas d'acquit complet à la main, mais formule au composteur et signature à la main), présentait un acquit fait à la main, l'agent du banquier, au lieu de lui demander s'il était le clerc de l'étude du notaire-tireur et de le consigner, comme il prétend l'avoir fait, sa réponse affirmative au crayon à côté de la signature, devait différer le paiement et se rendre à l'étude du notaire qui est située près de ses bureaux ou prévenir par téléphone, pour avoir des renseignements sur la sincérité de la signature et la personnalité du porteur ; qu'il est à noter, à ce point de vue, que le dernier chèque faux porte, au-dessous de la signature fausse écrite au

crayon, le mot *clerc* tracé d'une écriture peu courante tandis que les autres chèques retenus à l'instruction portent le même mot écrit par une main exercée et avec sa véritable orthographe ; qu'il est certain que la mention figurant sur le chèque contesté n'émane pas de l'agent du banquier et qu'il est permis de supposer ou qu'elle est l'œuvre du faussaire, ce qui était de nature à frapper l'attention, ou qu'elle a été l'œuvre d'un autre employé de la maison de la banque dont l'intervention ne s'explique pas, condamne le banquier tiré...

« Attendu, dit encore un jugement du tribunal de commerce de Marseille (4 décembre 1905, *Dr. fin.*, 1907, p. 103), que les circonstances dans lesquelles le chèque a été payé par le tiré sont de nature à faire reconnaître qu'il a commis des fautes caractéristiques qui l'obligent à payer deux fois le chèque ; qu'en effet lorsqu'un chèque est créé en *primata* et *duplicata* c'est par mesure de sauvegarde pour le cas de perte ; qu'il s'ensuit que, le *duplicata* seul ayant été présenté au tiré, il était de la plus élémentaire prudence de demander au porteur ce qu'était devenu le *primata* et sur réponse de celui-ci qu'il ne l'avait pas, de s'enquérir de la façon la plus sérieuse si l'inconnu qui se présentait était le propriétaire du chèque, et cela à un moment où il était facile et possible au banquier de vérifier son identité ; qu'à ce point de vue il n'a pas été établi aux débats que le banquier se soit livré à une enquête sérieuse sur l'identité de la personne qui s'est présentée, que vainement le

banquier prétend avoir demandé l'adresse, à Marseille, de l'inconnu qui lui a indiqué comme domicile la rue de la République, n° 5, qu'avec cette indication il était possible au banquier de procéder à une enquête sommaire qui n'aurait retardé que de quelques instants le paiement du chèque et aurait ainsi évité l'erreur commise, ce qui constitue pour le banquier une faute grave... « C'est ainsi qu'il résulte d'un jugement du Tribunal de commerce de la Seine, 1892, *J. Trib. Com.*, 1872, p. 233) « que le banquier qui a payé à présentation un chèque détaché du carnet qui a été remis au déposant, ne peut être déclaré responsable et obligé de payer une seconde fois, parce que le chèque, ayant été dérobé par un employé lui aurait été présenté revêtu d'une signature fausse alors qu'on ne peut lui adresser aucun reproche de négligence ou d'imprudence et surtout lorsque le paiement a été fait à l'employé même qui était dans l'usage de recevoir pour son patron ».

« Attendu que s'il est exact qu'à la présentation du chèque litigieux, l'employé de la banque X a manifesté quelque hésitation, cette hésitation n'a pas tenu et ne pouvait tenir devant les explications aussitôt données par D... et cette considération que n'a pu manquer de faire le préposé à la caisse, qu'il avait devant lui l'homme de confiance de la société, le caissier, qui depuis plusieurs années effectuait journellement à ses guichets des dépôts ou des retraits de sommes, dont quelques-uns étaient de

valeur égale ou quasi égale à celle inscrite sur le chèque présenté au paiement. »

Concernant la responsabilité du tiré, voici un récent arrêt de la Cour d'Appel de Paris, rendu le 23 novembre 1928, ainsi conçu : « Lorsque le chèque présenté à l'encaissement n'offre rien d'anormal et que notamment le « pour acquit » qui y est apposé apparaît comme régulier, bien qu'il émane d'un faussaire qui a signé du nom du bénéficiaire, le banquier ne commet pas de faute, étant donné les nécessités et les usages du commerce, en payant au porteur sans exiger de lui aucune justification sur son identité. »

Dans la pratique, les établissements de banque acceptent de payer sans aucune formalité les chèques présentés par des porteurs connus d'eux. En France, par exemple, aux porteurs inconnus d'eux, ils paient jusqu'à la somme de 5.000 francs. Pour de plus fortes sommes ils exigent des pièces d'identité et même des signatures connues de la banque. Les banques anglaises et américaines procèdent à l'examen le plus minutieux des pièces établissant l'identité du porteur qui leur est inconnu avant de lui payer un chèque en espèces.

Mais à qui incombe la responsabilité en cas de paiement d'un chèque volé ou détourné sans falsification de signature ? Evidemment on est en présence d'un chèque absolument sincère. Le tiré ne peut être accusé d'aucune faute. Le risque n'incombe en ce cas qu'au tireur ou au porteur qui

sont les victimes du vol, du détournement ou de l'escroquerie. L'unique moyen de s'en tirer, c'est de faire en temps utile opposition au paiement, car faute de ce faire, il ne reste plus au tiré qu'à se retourner contre le voleur, recours qui est presque toujours illusoire.

Il arrive parfois qu'un chèque, sincère à l'origine, devient l'objet d'une falsification de signature ou d'une autre altération au cours de son passage entre diverses mains, et est payé par le tiré. A qui incombent les responsabilités ? La jurisprudence, d'accord avec la doctrine, admet la libération du tiré, vu que celui-ci est dans l'impossibilité de vérifier les signatures des endosseurs et les altérations, à moins que le faux ne soit frappant et que le chèque ne présente des traces suspectes.

Par contre, quand il s'agit du paiement d'un chèque faux quant à la formule même, c'est-à-dire un chèque avec une signature de tirage fausse et dont le feuillet lui même n'a pas été extrait du carnet de chèques du client, la responsabilité incombe tout entière au tiré. C'est ce dernier qui subit les risques du mauvais paiement.

Certaines décisions judiciaires concernant les cas indiqués ci-dessus admettent un partage de responsabilité. Nous croyons utile de mentionner les suivantes :

« Un arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux (24 décembre 1887, D. P. 1888, 2.316) : « attendu, déclare cet arrêt, que l'examen des circonstances

qui ont précédé et accompagné le paiement fait à V. par la banque X. le 23 mars 1887, du chèque revêtu de la fausse signature de C. et J. ne laisse aucun doute sur l'existence à la charge de l'une ou de l'autre des parties, de fautes réciproques qui ont rendu possible et facile le faux et le détournement... »

Du côté de la banque, la Cour relève deux fautes caractéristiques : 1<sup>o</sup> elle n'a pas tenu compte des déficiences et des anomalies très apparentes que présentait la contexture matérielle du chèque; 2<sup>o</sup> elle a effectué le paiement entre les mains d'un inconnu au moment où il lui était facile et possible de vérifier son identité.

Du côté du tireur, il y a eu imprudence aussi : « Attendu qu'il résulte de l'information criminelle suivie contre V. auteur du faux, que ce dernier a pu s'emparer facilement du carnet de chèques dans le meuble où il était enfermé, et, par cette soustraction, préparer habilement le faux et consommer le détournement; que C. et J. ont parfaitement reconnu dans leur déposition, que le vol du carnet avait pu s'accomplir à un moment où ils avaient négligé, ce qui leur arrivait quelquefois, de retirer la clef de leur financière, que l'absence de toute effraction sur ce meuble, la difficulté pour arriver à se procurer une fausse clef, enfin la disposition même des lieux rendent vraisemblable l'hypothèse d'un vol facilité par la négligence de C. et de J... »

Pour la Cour, la perte découlant du paiement du

chèque faux a été le résultat de fautes communes ; répartissant les responsabilités elle décide que cette perte sera supportée à raison de deux tiers par la banque et d'un tiers par C. et J.

On peut citer, dans le même sens, un jugement du Tribunal de Commerce de Marseille (21 juin 1906, dr. fin. 1907, p. 154) ; « attendu, porte ce jugement, que le 26 janvier 1905, il a été présenté aux guichets de la banque X. à Marseille, une lettre sur papier commercial à en-tête de la société Y signée du nom de l'administrateur-délégué F. priant la banque susvisée d'établir au nom de J. M. et de remettre au porteur de la lettre un chèque de fr. 2.985.10, sur la succursale d'Aix-en-Provence ; que sur la présentation de cette lettre la banque X. a établi et remis comme il lui était indiqué le chèque qui a été encaissé à Aix ; attendu qu'il a été reconnu que la lettre était l'œuvre d'un faussaire et d'un escroc ; que la société Y. refuse d'accepter le débit du chèque en question ; qu'il s'agit aujourd'hui d'apprécier qui, de la société Y. ou de la banque X. doit supporter les conséquences du détournement commis ; attendu qu'aucune faute proprement dite ne peut être imputée à l'une ou l'autre des deux parties, que d'une part il n'est rien allégué à l'encontre de la société Y. ; que d'autre part la signature de l'administrateur-délégué F. était assez habilement imitée pour que le faux pût passer inaperçu, même en comparant rapidement, comme l'exige la pratique courante des

affaires, la signature de la lettre avec la signature déposée de l'administrateur ; attendu toutefois que les escroqueries de cette nature se multiplient d'une façon si inquiétante qu'il devient nécessaire, en dehors d'une faute caractérisée, de rechercher si les parties n'auraient pas dû prendre des mesures de précautions plus grandes pour assurer la sincérité de la remise des fonds et prévenir le détournement. Que ce résultat peut être atteint par divers moyens isolés ou combinés, dont les uns dépendent du déposant, les autres du dépositaire, et d'autres encore de l'accord des deux parties : que c'est ainsi, dans le premier cas, que le déposant pouvait et devait pour les opérations de cette nature, accréditer auprès de la maison de banque un ou plusieurs employés ou préposés à l'exclusion de toutes autres personnes ; que dans le second cas le banquier pourrait se faire confirmer téléphoniquement l'ordre de création de chèque et faire porter ce chèque à domicile en mains propres, qu'enfin, troisième cas, le déposant, pour appuyer sa lettre, pourrait procéder à l'émission d'un chèque sur place et le banquier exiger la création de ce titre qui serait échangé contre le chèque et émettre sur le dehors ; que si un ou plusieurs des moyens ci-dessus ou tout autre que l'esprit pratique et avisé des banquiers et des négociants peut leur suggérer, eussent été employés, le détournement eût certainement été évité ; qu'on peut donc considérer que, dans ce fâcheux incident, il est équitable de parta-

ger finalement les responsabilités par moitié, en attirant tout particulièrement l'attention des intéressés sur la nécessité et l'urgence des mesures à prendre désormais pour mettre fin à un système de vols que les errements actuels et l'habileté des faussaires rendent trop faciles et trop fréquents...»

Les auteurs réclament l'intervention du législateur et lui demandent de mettre à la charge du tiré les risques provenant du paiement des chèques perdus ou volés, faux ou altérés. Il a même été formulé une proposition de loi déposée le 14 mars 1923 à la Chambre française par les députés, MM. Fould et de Montjou, ainsi conçue : « dans le cas de chèques perdus ou volés, faux ou altérés, les risques provenant du paiement sont à la charge du tiré, nonobstant toute clause contraire, à moins qu'il ne démontre le dol ou la faute inexcusable du tireur. »

Et voici comment les auteurs justifient leur proposition : « Il est extrêmement fréquent que des chèques soient perdus, volés, falsifiés, et, en définitive, payés à des porteurs illégitimes. Les journaux sont remplis de cas de ce genre. Les juristes et les Tribunaux ont essayé de déterminer la responsabilité qui pouvait alors incomber, soit au tireur, soit au bénéficiaire, soit au tiré. Un ancien Professeur à la Faculté de Droit de Paris, M. Thaller, a élaboré tout un système sur la question, dont les lignes essentielles se ramènent à ceci : « 1<sup>o</sup> un chèque portant la vraie signature du tireur est valablement payé à un porteur qui l'a

dérobé, si le tiré paie de bonne foi, sans opposition, et en dehors de toute circonstance d'imprudence de sa part ; 2<sup>o</sup> un chèque faux, payé par mégarde par le tiré, ne doit pas être porté au débit du client dont la signature a été contrefaite : le contraire n'aurait lieu que si ce client, par son désordre ou son défaut de soins, avait rendu possible la circulation et le paiement d'un effet émis dans de pareilles conditions... Ces directives, admises en général dans les facultés de droit, manquent à ce point de précision qu'elles ne peuvent être d'aucune utilité pratique. En fait, les Tribunaux n'obéissent à d'autres règles que celles de l'équité, de telle sorte que, dans des affaires à peu près identiques, interviennent des décisions de justice contradictoires. Ces contradictions de la jurisprudence n'ont rien d'étrange, étant donné qu'elles se fondent sur l'équité, c'est-à-dire sur un sentiment éminemment subjectif et variable. Plusieurs banques se sont attachées à améliorer leur position en insérant dans les carnets de chèques qu'elles remettent une clause de non-responsabilité ainsi conçue : « La banque n'est pas responsable du préjudice qui pourrait résulter de la perte ou de la soustraction des chèques, si elle n'a pas été prévenue à temps pour en refuser le paiement ». Les tribunaux ont admis la validité de cette clause, qui est devenue de style, tout en se divisant quant à la portée qu'il convenait de lui attribuer. Il en est résulté un état de fait très désavantageux pour les titulaires de carnets de chèques. Une intervention du Parle-

ment s'impose, car les banques bénéficient d'un quasi-monopole qui met le public à leur merci. En conséquence, nous vous proposons de décider que la clause ci-dessus rappelée soit tenue pour nulle et de nul effet. Nous croyons même qu'il faut aller plus loin et mettre les risques inhérents au paiement des chèques à la charge des tirés, sauf certaines réserves que nous allons indiquer. Cette solution ne constituerait pas une anomalie dans notre droit. N'est-ce pas le principe même de nos lois sur les accidents du travail que les risques normaux d'un métier soient à la charge de celui qui l'exerce ? Sans doute, cela suppose que le tirage sur n'importe qui sera supprimé, mais cette réforme sera, nous l'espérons, bientôt réalisée. Les banques, soit directement, soit indirectement, font de larges bénéfices, grâce au système des règlements par chèques. Pour s'en rendre compte, il suffit de remarquer qu'on n'obtient un carnet qu'à la suite d'un dépôt de fonds. Or, c'est l'équité même que, là où est le profit, là doit être la charge. Non seulement la solution que nous préconisons serait juste, mais elle serait bienfaisante. Pour les banques, le paiement d'un chèque faux, altéré ou volé, n'est qu'un incident fâcheux qui ne peut guère avoir d'influence sur leurs bilans ; pour un particulier cela peut être un désastre. D'ailleurs, les banques pourront s'assurer contre ce risque, comme le fait l'industrie pour les accidents de travail. D'autre part, et ce ne sera pas le moindre avantage de la réforme, les banques, devant leur

surcroît de responsabilité, inciteront leur clientèle à n'user que du chèque barré. Ainsi les faussaires et les voleurs verront leurs pratiques gênées. Ainsi, la compensation prendra un essor qu'elle n'a point eu jusqu'ici en France. Il convient d'ailleurs de réserver le recours des tirés contre les tireurs dans le cas de dol ou de faute inexcusable de ceux-ci. La loi ne saurait pas, en effet, servir à faciliter la fraude ni même à permettre la négligence. Par exemple, le tireur qui se serait aperçu du vol de son carnet de chèques, devrait être tenu pour responsable s'il ne prévenait pas le tiré dans un délai raisonnable. Il va naturellement de soi que la banque gardera une action, soit pénale, soit civile, contre l'auteur du délit. »

En vérité, cette proposition a soulevé de vives critiques, et avec raison, vu qu'en principe le risque doit demeurer à la charge du tireur, étant bien entendu que le tiré doit supporter les conséquences de ses propres fautes.

Certains pays trouvent une solution à cette question de risques dans les sociétés d'assurances, d'autres dans la remise d'un « avis », c'est-à-dire d'une confirmation adressée directement par le tireur au tiré pour l'aviser qu'il vient d'émettre un chèque sur ses caisses, d'autres enfin dans des conventions spéciales portant des clauses de non-responsabilité comme celle-ci : « la banque décline toute responsabilité quant aux conséquences pouvant résulter de la perte, de la soustraction ou du détournement

des formules de chèques ». En ce qui concerne la mention de l'avis, il arrive souvent que cette confirmation, dite avis, ne parvienne pas au tiré avant la présentation du chèque. Alors qu'y a-t-il à faire ? Nous estimons que légalement, le banquier ne peut pas se refuser à payer un chèque soumis à un avis. Le chèque est un titre payable par excellence à vue. Toute autre stipulation au sujet du paiement est contraire aux dispositions de l'article 644 et rend le titre nul. En refusant de payer à cause de non-réception d'un avis, le tiré doit supporter toutes les conséquences de son refus (frais et dommages-intérêts éventuels). C'est pour cela que dans la pratique, les banques effectuent les paiements soumis à un avis de disposition préalable, même avant d'avoir reçu cet avis, si le tireur a une provision suffisante et si le montant du chèque est insignifiant. S'il s'agit de chèques d'un montant important, les banques préfèrent s'abstenir de payer même s'il y a provision au compte du tireur, en payant les frais éventuels, plutôt que de s'exposer à payer à tort.

Quant aux clauses spéciales de non-responsabilité, elles consistent en une note qui figure généralement sur la couverture du carnet de chèques et sur le reçu remis lors de la délivrance du carnet ; mais nous devons souligner qu'en principe nul ne peut conventionnellement s'exonérer des conséquences de sa faute lourde, de sorte que le tiré n'est protégé que contre une faute légère de sa part. Les auteurs

considèrent généralement comme valable la convention en question. La jurisprudence aussi admet la validité de cette clause de non-responsabilité, mais elle ne lui reconnaît qu'une portée limitée. L'effet le plus remarquable de cette clause est de déplacer d'une manière indiscutable le fardeau de la preuve, un point qui n'est pas du tout négligeable. Voici l'avis du Professeur Planiol à ce sujet : « Il est très important pour la pratique de savoir lequel des deux adversaires doit, le premier, fournir la preuve de ce qu'il allègue. En effet, lorsque la preuve n'est pas faite par la personne qui devait la fournir, le juge doit statuer contrairement à sa prétention. Il arrive ainsi qu'un grand nombre de plaideurs perdent leur procès, quoi qu'ils aient le bon droit pour eux au fond, parce qu'ils sont incapables d'en rapporter la preuve. Devant les tribunaux c'est la même chose de n'avoir point de droit ou de n'en avoir point de preuve. Ce point est d'autant plus important à régler que la preuve à fournir pour déterminer la conviction du juge et le gain du procès est souvent difficile : les faits obscurs, les nuances d'observer sont délicates, les modes de preuves auxquels on peut recourir sont rares, douteux ou contradictoires. Aussi est-ce avec raison qu'on appelle fardeau de la preuve l'obligation de fournir la preuve. En ce genre de lutte, il est périlleux d'attaquer, puisque celui qui attaque succombe souvent par le vice de ses propres armes, sans que son adversaire ait rien à faire pour se défendre. »

Et voici maintenant un des arrêts typiques confirmant notre opinion sur l'attitude de la jurisprudence en matière de la non-responsabilité du tiré : Tribunal de Commerce de Nice, 1906 : « ... qu'un banquier n'est pas responsable des conséquences du paiement par lui effectué d'un chèque revêtu de la fausse signature d'un de ses clients, alors du moins que les carnets qu'il délivre à ses clients portent la mention aux termes de laquelle « les conséquences dommageables pouvant résulter de la perte et de la soustraction ou du détournement des formules de chèques sont à la charge du titulaire du carnet, et une autre clause suivant laquelle le type de signature n'a d'autre but que de lui faciliter les investigations au moment du paiement. » Un autre arrêt du Tribunal de la Seine du 8 avril 1919 déclare : « par suite d'une clause d'irresponsabilité, le banquier ne saurait être recherché à l'occasion d'un mauvais paiement qu'à l'exception d'une faute lourde établie à sa charge. »

Bref, nous devons noter que la jurisprudence reste toujours divisée sur la valeur à donner aux clauses de non-responsabilité et attendre que la Cour de Cassation vienne, par son avis autorisé, mettre fin aux hésitations.

En général, le paiement du chèque ordinaire est effectué en espèces sur présentation et contre ledit effet dûment acquitté. Dans les pays anglo-saxons le chèque ordinaire n'est, pas plus que le chèque barré, payé en espèces, car tout le monde a un

compte en banque. Dans ces pays le chèque ordinaire a presque complètement disparu ; il est remplacé par le chèque barré et le chèque de virement.

Nous avons dit que le chèque barré était né de procédés némo-techniques employés par les agents de banque dans les clearing-houses.

Le porteur d'un chèque barré est obligé de le remettre à sa banque qui en obtient le paiement par l'intermédiaire de la Chambre de Compensations. Cet établissement fut fondé à Londres entre 1750 et 1770. Les banquiers, chaque fois que leurs clients leur remettaient des chèques à encaisser, étaient obligés d'envoyer un messenger aux établissements tirés pour en toucher le montant. Pour simplifier leur travail et diminuer en même temps les risques, les agents de banque se réunirent alors à heure fixe chaque jour dans une pièce déterminée où ils établissaient leurs comptes. La première Chambre de Compensations fut installée dans une chambre de Change Alley, puis à Post-Office Corner, Lombard Street. Tout d'abord, seuls les banquiers de la Cité y avaient accès. Puis les banquiers de la ville et en 1858 même les correspondants des banques de Province. Par convention entre les banques les chèques non-barrés sont aussi réglés au clearing-house. On calcule le montant des compensations sur la place de Londres à une moyenne de trois cents millions de livres sterling par semaine. Le procédé est très simple. Actuellement le clearing-house est installé dans la Banque d'Angleterre ;

chaque jour non férié, à une heure fixe, les agents des diverses banques, membres de la Chambre des Compensations (1), apportent les effets payables chez les autres banquiers et les remettent aux représentants respectifs de ceux-ci. Après vérification on établit le crédit et le débit de chaque banque sur ces opérations.

C'est la Banque d'Angleterre la caissière-comptable de tous les membres qui ont des comptes courants chez elle et par son entremise, au moyen de mandats sur elle, chaque banque-membre règle la différence.

En France, le chèque barré a été créé par la loi du 30 décembre 1911 (articles 8, 9 et 10). Ces chèques sont payables et payés par un banquier ou par un agent de change. Une Chambre de Compensations a été fondée en 1872 dans l'établissement de la Banque de France laquelle joue le même rôle que la banque d'Angleterre à Londres. La compensation s'applique aux chèques et aux lettres de change ; elle s'effectue par des virements dont la Banque de France crédite ou débite le compte-courant de ses membres. Les compensations de la Banque de France sont moins considérables que celles de la Banque d'Angleterre.

1. La tendance est de réduire au minimum les membres du clearing-house afin « de concentrer le travail et d'en mieux assurer la rapidité et la sécurité ». Ils sont actuellement pas plus d'une vingtaine spécialisés dans ce travail de déblayage (traduction du mot « clearing »). Les autres banques se rapportent à eux pour effectuer la compensation de leurs effets.

En Allemagne la pratique de la compensation a abouti à la création de Chambres de compensation dans l'Empire (Convention du 14 février 1883 de la Reichsbank avec les grandes banques). La loi du 11 mars 1908 a codifié les effets de la compensation en adoptant les mêmes principes que ceux adoptés dans les autres pays.

En Bulgarie le chèque barré a été créé par la loi du 21 décembre 1925, article 643-A, avec la distinction de barrement général et spécial. L'encaissement est effectué par les banques par l'entremise de la Chambre de Compensations. Dans ce pays la Chambre de Compensations fonctionne depuis le 6 août 1924 dans l'établissement de la Banque Nationale de Bulgarie sous le nom de « Ouravnitelna Camara ».

Les principes sont les mêmes que ceux du clearing-house ; son importance grandit de plus en plus.

Actuellement on rencontre la même organisation dans les autres pays.

Les auteurs et la jurisprudence sont divisés sur la question de la responsabilité du tiré en matière de chèque barré, au cas de paiement directement au bénéficiaire, c'est-à-dire au vrai propriétaire, sans qu'il soit fait recours à l'entremise d'un banquier. La tendance la plus récente est de ne pas considérer la présentation du chèque barré par un banquier comme une des conditions essentielles, si toutefois il a été payé à son véritable propriétaire. Voici

dans ce sens un arrêt assez explicite : « Attendu que le chèque barré tiré d'A... a été encaissé par le bénéficiaire auquel d'A... l'avait remis... et attendu que la loi n'a eu pour but que d'anéantir cette présomption légale, en précisant la responsabilité qu'encourrait le payeur d'un chèque barré qui verserait les fonds à toute autre personne qu'au véritable propriétaire; que le paiement du chèque litigieux ayant été fait à son véritable propriétaire, la société défenderesse (le tiré qui a fait le versement) n'a encouru aucune responsabilité en agissant comme elle l'a fait... » (*Gazette du Palais*, 27 février 1928.) En résumé, le porteur d'un chèque barré possède bien le droit qui résulte de ce titre, mais la loi l'astreint à recourir à l'intermédiaire d'un banquier pour en obtenir paiement, ceci dans le but de protection en cas de perte ou de vol. Mais le tiré, en prouvant qu'il a payé le chèque en l'acquit du véritable propriétaire, est libéré de toute présomption de faute qui pèse à sa charge.

Le législateur bulgare a stipulé par l'article 643-c que « la banque qui paie le chèque barré à une personne autre qu'un banquier, si le barrement est général, ou à une autre personne que le banquier désigné, si le barrement est spécial... est responsable du préjudice causé jusqu'à concurrence du montant du chèque... »

Malgré cette précision de la loi, nous estimons que le tiré doit être libéré de toute responsabilité, pour les raisons données plus haut, du moment qu'il

prouve que le paiement du chèque barré a été effectué entre les mains de son véritable propriétaire.

Un autre mode créé pour effectuer des paiements, est le chèque de virement ou dit « chèque seulement à porter en compte » (article 643-*b*). C'est le vrai effet par excellence de compensation, étant donné que la loi même interdit que le paiement en soit effectué en espèces. On le rencontre dans tous les pays. La transformation d'un chèque ordinaire ou barre en chèque de virement est possible et s'obtient en inscrivant au recto la mention transversale « à porter en compte ». L'interdiction de payer en numéraire est irrévocable. Cette innovation introduite en vue de supprimer tout mouvement de fonds a des conséquences économiques nationales très avantageuses.

Voici l'opinion du professeur allemand Kühlenbeck à ce sujet : « Sans doute l'idéal en matière de chèques est le chèque de compensation qui ne peut être employé que par la mise en compte avec le tiré ou avec un de ses clients ou bien avec un membre de la Chambre de Compensations du lieu de paiement... »

L'unique reproche qu'on peut faire au chèque de compensation c'est celui d'être un véritable instrument de crédit, une sorte de papier-monnaie dont l'usage trop répandu peut occasionner en temps de crise de graves perturbations dans la vie financière du pays.

La pratique de la compensation évite au banquier

la nécessité d'avoir du numéraire liquide dans ses caisses et de cette façon il profite des intérêts ; disposant de grosses sommes, les banques sont poussées à ouvrir des crédits, ce qui est pour elles une source de profits. Toutefois les banquiers doivent bien se garder de se laisser entraîner à des ouvertures de crédit trop faciles et trop étendues, qui pourraient être malheureuses et produire de graves perturbations économiques et monétaires. C'est la raison pour laquelle la vigilance et l'intervention du législateur en temps utile est toujours indispensable.

Le législateur bulgare a créé le mode de chèque dit « de virement » ou « seulement à porter en compte » par la loi du 21 décembre 1925. L'article 643-*b* de cette loi stipule que ce chèque « ne peut donner lieu qu'à un règlement par écritures », c'est-à-dire que le tiré est obligé, dès la présentation d'un pareil chèque, de passer le montant du chèque au débit du tireur et de créditer le compte du bénéficiaire, ceci sous peine d'être tenu responsable pour les frais et dommages-intérêts, à moins qu'il ne se trouve avoir été empêché d'exécuter ladite obligation, pour des motifs légaux. Ainsi, le paiement du chèque de virement doit être liquidé par des moyens de comptabilité, au lieu d'être effectué en espèces. Si le bénéficiaire insiste pour encaisser le montant du chèque au comptant, le refus net du tiré dans ce cas n'entraîne pour lui aucune responsabilité. Tous les frais de protêt et autres restent à la charge du bénéficiaire. Par contre, un refus du

tiré d'exécuter les écritures nécessaires dès qu'un chèque de virement lui est présenté, donne au porteur le droit de faire dresser protêt et tenir responsables les débiteurs de toutes les conséquences dommageables qui pourraient en résulter. Quelles sont-elles ? La réponse à cette question, nous la trouvons dans la loi même. L'article 643-c dit : « ... Le tiré qui paie effectivement le chèque avec mention « seulement à porter en compte » est responsable du préjudice causé jusqu'à concurrence du montant du chèque... » Ainsi, dans ce cas, comme en matière de chèque barré, c'est la loi même qui édicte des responsabilités ; en matière de chèques ordinaires, au contraire, l'inexécution de la convention préalable découle d'actions en justice. Nonobstant la précision voulue de la loi, nous soutenons que, comme en matière de chèque barré, si le tiré paie en espèces au véritable bénéficiaire du chèque, il est libéré.

Le dernier alinéa du même article prescrit que « l'altération du barrement ou du nom du banquier désigné, ainsi que la mention « seulement à porter en compte » est nulle et non avenue ». Cette interdiction de supprimer le barrement ou la mention « à porter en compte » est totale et explicite. En cela, la loi bulgare diffère des autres législations qui interdisent la suppression du barrement seulement au porteur (France) ou l'autorisent à certaines conditions (Angleterre). Nous estimons que le législateur bulgare a eu bien raison de préciser, afin d'écarter

les malentendus et les controverses qui s'élèvent dans les divers pays. D'ailleurs, cette opinion a prévalu à la Conférence de La Haye qui en a fait l'objet des articles 19 et 20 des *Résolutions*, ainsi libellés :

Art. 19 : « ... Il est interdit d'effacer le barrement, ainsi que le nom du banquier désigné... »

Art. 20 : « ... La mention « à porter en compte » ne peut pas être révoquée... »

Pour en terminer avec le paiement, voyons quelles sont les règles en matière d'acquit de chèque. La plupart des législations exigent un acquit formel du bénéficiaire afin que le débiteur soit libéré. La loi bulgare ne précise pas quelles sont ces règles, il faut donc s'en tenir aux principes généraux du droit. Nous estimons que suffit toute formule qui indique l'intention non équivoque du bénéficiaire de libérer le débiteur, même la simple signature du bénéficiaire sous toute décharge est tout à fait suffisante pour que l'acquit soit régulier. L'indication du lieu et la date de l'acquit sont à notre avis superflues. Lorsque le débiteur est en possession du titre qui ne porte aucun acquit du créancier, il faut présumer qu'il est libéré, jusqu'à preuve contraire.

## DROIT DE RECOURS

Le tireur qui émet un chèque doit en garantir le paiement au bénéficiaire. Si dans les délais légaux, pour une cause quelconque, l'ordre de paiement n'est pas exécuté, le porteur peut exiger un dédommagement du tireur. Le chèque est un instrument de paiement et non pas un instrument libératoire légal, donc nul n'est tenu de l'accepter, mais étant donné qu'il est un instrument reconnu par la loi, facile à transmettre et d'une sécurité assez grande, son introduction se vulgarise à ce point qu'en Angleterre la popularisation de son emploi fait croire facilement que le chèque peut amplement être substitué à la monnaie.

Un chèque qui n'est pas payé à présentation suppose qu'il est refusé et entraîne pour le porteur le droit de se retourner contre le tireur et toutes les personnes ayant apposé leur signature sur le chèque. La loi donne au porteur des actions destinées à le préserver de toutes pertes, contre les endosseurs et le tireur qui doivent garantir le paiement du chèque. Dans le cas de non-paiement l'endosseur est tenu de rembourser l'endossataire, à moins qu'il n'ait limité sa responsabilité par une

clause spéciale. Les endosseurs sont donc tenus responsables entre eux d'après les conventions qui les lient, selon leurs intentions et les usages. A l'égard du porteur tous les endosseurs ainsi que le tireur sont solidairement responsables. Lorsqu'il s'agit d'un chèque au porteur et dont la transmission s'effectue par la simple tradition, le porteur qui transfère est exempt de toute responsabilité. Ce dernier est en règle s'il a le droit de le transférer, si l'effet est bien un chèque et si au moment du transfert il n'a connaissance d'aucun vice. La jurisprudence estime que ce porteur ne peut pas garantir la validité du chèque (C. A. 447). Toutefois, si un porteur signe un chèque circulant par simple tradition, c'est-à-dire un chèque au porteur, il en devient endosseur régulier et en cette qualité il subit les responsabilités de celui-ci dans le chèque à ordre.

Seuls sont responsables ceux qui ont apposé leur signature sur le chèque. La signature du tiré ne figure pas sur le chèque et par suite il ne peut être exercé contre lui aucun droit de recours. Le porteur n'a pas d'action contre le tiré si ce dernier n'a pas reçu provision. Si, au contraire, il en a reçu une, le porteur a une action directe contre lui et cette action lui appartient, alors même qu'il aurait négligé de présenter le chèque et de le faire protester dans les délais. Le tiré ne peut invoquer à l'encontre du porteur que les exceptions personnelles qu'il a contre lui et non celles qu'il pourrait opposer au

tireur ou à un précédent endossataire. Même dans les pays où les chèques peuvent porter un *visa*, le tiré n'encourt du fait qu'il a apposé son *visa* aucune responsabilité, excepté en ce qui concerne les chèques certifiés qui sont de pratique courante en Amérique.

Les sommes que l'action permet de récupérer sont : le montant du chèque et les intérêts prévus par la loi (art. 298 C. c. b.) : 8 % pour les chèques commerciaux et 10 % pour les chèques civils, ainsi que certains frais. Les dépens qui pourraient résulter des procès intentés ne peuvent être réclamés qu'une seule fois.

Afin de conserver son droit de recours contre les parties tenues au paiement, le porteur du chèque est tenu de remplir certaines formalités : il doit présenter le chèque au paiement dans les délais prévus par la loi. En cas de refus de paiement il doit dresser protêt. Le protêt en Bulgarie doit être rédigé par le notaire du lieu de paiement et, à défaut de celui-ci, par le Juge de paix investi de ces fonctions. Dans certains pays le protêt est dressé aussi par des officiers ministériels spécialement investis de ce droit (France, huissiers).

Dans d'autres pays le protêt peut être remplacé par une déclaration de la Chambre de Compensations, attestant que le chèque a été remis avant l'expiration du délai de présentation.

Nous sommes d'avis qu'il serait très utile d'introduire aussi en Bulgarie cette méthode. De cette

manière les notaires qui sont accablés par des demandes de protêt et ne peuvent y répondre, ce qui cause des retards très préjudiciables aux intéressés, seront en partie déchargés. En outre, par ce système on évitera les embouteillages, les pertes d'effets et en général tous les tracas indissolublement liés au fatras de formalités à remplir devant la Chancellerie notariale. La Chambre de Compensations pourra couper court à toutes ces formalités et faire le nécessaire le jour même où l'on s'adressera à elle.

Le protêt, d'après la législation bulgare, doit contenir :

1<sup>o</sup> Le nom ou la raison sociale de celui qui fait protester et de la personne contre laquelle le protêt est rédigé ;

2<sup>o</sup> Le texte de l'effet protesté ;

3<sup>o</sup> L'indication de la réponse du tiré ou l'indication qu'il n'en a pas faite ou qu'il n'a pas pu être rencontré ;

4<sup>o</sup> L'indication du lieu et de la date de cette présentation ;

5<sup>o</sup> La signature du notaire ou du magistrat.

L'original du protêt est transcrit sur un registre dûment certifié et sur une feuille de papier qui doit être attachée à l'original du chèque.

Si le chèque est spécifié « sans frais » cette clause libère le porteur de l'obligation du protêt. Cependant, en pratique, cette libération est inutile, puisque le porteur doit présenter le chèque dans

les délais légaux et en cas de refus il n'aura d'autre moyen de prouver sa diligence qu'en faisant dresser le protêt.

La notification du refus de paiement et par conséquent du protêt, doit être faite, exception faite du tiré, à toutes les parties que l'on veut poursuivre, étant donné qu'il représente un acte de notification pour le tireur.

En cas de décès d'une des parties intéressées, le représentant de sa succession pourra être avisé, bien entendu s'il existe ou si on peut le découvrir facilement. La jurisprudence admet que si la notification est faite au domicile d'affaires où à sa demeure, elle suffit pour lier la partie poursuivie.

Le porteur du chèque a le droit absolu de choisir celui des endosseurs contre lequel il entend exercer son action, eu égard à la responsabilité solidaire de toutes les parties au chèque. Il peut s'en prendre à un ou plusieurs d'entre eux solidairement.

Etant donné l'analogie qui existe entre les divers effets de commerce pour toutes les formalités à remplir, ainsi que pour toutes conséquences juridiques qui peuvent en résulter, autres que celles prévues par l'article 646 qui est ainsi libellé : article 646 : « Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le paiement dans ledit délai, perd son recours contre les endosseurs; il le perd aussi contre le tireur dans la mesure où, faute de présentation, celui-ci a subi un préjudice du chef du tiré », la loi nous renvoie aux dispositions de la lettre de change et no-

tamment à l'article 647 ainsi conçu : article 647 :  
« Les dispositions de la loi relative à la lettre de change sont aussi applicables aux chèques pour autant qu'elles ne soient pas contraires à celles du présent titre. »

Aucune des personnes tenues au paiement d'un chèque, directement ou comme garants, ne pourra refuser le paiement au porteur en alléguant la cause fausse, illicite ou inexistante du chèque, s'il n'est prouvé que le porteur en recevant ce titre en connaissait le vice. Comme nous l'avons vu, le tiré peut toutefois opposer au tiers-porteur les exceptions qui lui sont personnelles. Si donc, le tiers-porteur est débiteur du tiré, ce dernier pourra compenser jusqu'à due concurrence le montant du chèque avec la somme que le porteur restait lui devoir. Cette façon de voir a donné lieu à controverse. On a prétendu qu'en consentant à l'émission d'un chèque le tiré ou dépositaire s'était par avance interdit de soulever quelques exceptions que ce soit, que la provision était un dépôt et qu'il ne pouvait par suite y avoir compensation. On a répliqué qu'une personne quelconque pouvait opérer des compensations entre les sommes qu'elle avait en dépôt au nom d'un client et les créances liquides et exigibles qu'elle pouvait avoir contre lui, à plus forte raison le pouvait-elle lorsqu'il s'agissait d'un tiers-porteur et nous ne voyons pas les textes qui, en droit bulgare, interdiraient cette façon de faire : d'autre part, où trouve-t-on que la provision a une affectation spéciale ? Le

porteur ne peut revendiquer aucun droit de gage ou de préférence sur l'actif du tiré si ce dernier tombe en faillite. Enfin, les renonciations ne se présument pas, pourquoi prétendre que le tiré a renoncé par avance à toutes les exceptions en sa faveur ?

Naturellement, si le tiers a connu le vice dont était entaché son chèque, si ce tiers est de mauvaise foi, il peut lui être opposé les exceptions dont il a eu connaissance.

Contre le tireur le porteur est assez bien armé ; si le tireur n'a pas constitué provision, le porteur conserve son recours et n'encourt aucune déchéance autre que la prescription, alors même qu'il n'aurait pas présenté et fait protester le chèque dans les délais légaux.

Le porteur peut encore agir victorieusement contre le tireur si la provision a disparu pendant les délais de présentation pour quelque cause que ce soit, ou si la provision a disparu postérieurement aux délais de présentation par le fait du tireur. Mais si le porteur ayant fait provision, et si cette provision existant lors de l'expiration des délais de présentation, a péri depuis par le fait du tiré, le porteur négligent perd tout recours contre le tireur car ce n'est point au tireur qu'incombe la responsabilité de l'incurie et de la négligence du porteur.

En ce qui concerne les endosseurs, le porteur perdra tout recours s'il n'a pas réclamé le paiement dans les délais légaux et fait dresser protêt. Voici, en cesens, un arrêt de la Cour d'Appel de Nîmes du

15 mai 1926. Cet arrêt déclare que les formalités prescrites pour conserver le recours en garantie du porteur et des endosseurs doivent être observées même en l'absence de provision préalable : « Attendu, en effet, dit cet arrêt, que la nullité du chèque résultant de l'absence de provision laisse subsister l'engagement pris par le tireur, puis transmis et garanti par les endosseurs, que malgré le vice dont il est entaché, le chèque représente encore cet engagement qui demeure soumis aux conditions et aux formalités édictées par le Code de commerce en matière de lettre de change ; que le porteur du chèque est tenu d'en réclamer le paiement et de le faire protester à défaut de paiement dans les délais prévus ; que ce protêt est la seule preuve admissible à l'égard des endosseurs, en l'absence de la provision préalablement exigée et qu'il est en même temps une garantie nécessaire pour sauvegarder les intérêts légitimes des endosseurs contre le vice du titre résultant du défaut de provision ; qu'il suit de là que les formalités prescrites pour conserver le recours en garantie du porteur et des endosseurs doivent être observées, même en l'absence de provision préalable et malgré la nullité du chèque résultant de cette absence de provision... » Nous sommes d'avis que le protêt doit être dressé en tout état de cause.

Bref, sur la question de recours, il existe deux systèmes : 1<sup>o</sup> le système allemand, suivant lequel, faute de présentation du chèque au paiement à l'échéance,

on perd tout recours, il subsiste seulement contre le tireur une action d'enrichissement, comme celle qui existe en matière de lettre de change ; 2° le système français, suivant lequel, faute de présentation du chèque au paiement dans les délais légaux on perd tout recours contre les endosseurs et contre le tireur aussi, mais contre ce dernier seulement dans le cas où la provision a péri par le fait du tiré après l'expiration du délai de la présentation. Voici comment ce système a été précisé par M. Lyon-Caen devant la Conférence de La Haye : « Le système français, dit-il, est le suivant. Le porteur a huit jours pour présenter le chèque au tiré quand il s'agit d'un chèque tiré de place à place. S'il ne le présente pas dans ce délai, il a manqué à une obligation. Toutefois, il conserve son droit de recours faute de paiement contre le tireur, si le chèque présenté après l'expiration du délai de huit jours n'est pas payé parce qu'avant l'expiration de ce délai le tiré a fait faillite. Car, en ce cas, il ne peut faire valoir qu'il n'aurait non plus obtenu le paiement s'il avait présenté le chèque en temps utile. Si, au contraire, la provision a péri après l'expiration des huit jours, c'est la négligence du porteur qui a causé le non paiement. En conséquence, le porteur négligent n'est déchu de ses droits de recours que si la provision a péri par suite de la faillite du tiré, intervenue après l'expiration du délai de présentation. »

Le représentant du système allemand, M. von

Simson, par contre, s'efforça d'éclaircir son point de vue dans la même séance comme suit : « La loi allemande, dit-il, pose en règle que le porteur qui néglige la présentation en temps utile est toujours déchu de ses droits de recours, même contre le tireur. Cette règle a pour but de forcer le porteur à présenter le chèque dans le court délai prévu par la loi afin de conserver au chèque son caractère de paiement ; elle est, en outre, conforme à la volonté présumée du tireur et des endosseurs qui ne se sont engagés qu'à condition que le titre fût présenté en temps utile. Mais, si par suite de cette déchéance, le tireur s'est enrichi aux dépens du porteur, il serait injuste de consacrer cet état de choses. C'est pourquoi la loi accorde au porteur le droit d'exiger du tireur la somme dont il s'est enrichi aux dépens du porteur. La principale différence pratique entre l'action de recours et l'action pour enrichissement consiste en la différence des délais de prescription et en la différence de procédure. L'action de recours du porteur contre le tireur se prescrit par trois ou par six mois à partir de l'expiration du délai de présentation, tandis que l'action pour enrichissement se prescrit par un an à partir de la création du chèque. »

La Conférence a tranché la question en insérant les articles 22, 24 et 25, ainsi conçus, dans « Les Résolutions » :

« Article 22. — Le porteur peut exercer ses recours contre les endosseurs, le tireur et les autres

obligés, si le chèque présenté en temps utile n'est pas payé.

« Article 24. — Sont applicables au chèque, sauf en ce qui concerne l'acceptation, les dispositions des articles 44 à 49 du règlement uniforme sur la lettre de change et le billet à ordre relatives au recours.

« Article 25. — Est réservée aux Etats contractants la faculté de décider si le porteur d'un chèque impayé a contre le tireur et les endosseurs une action d'enrichissement ou d'autres droits, en dehors de ceux qui résultent du chèque lui-même. »

Quant à la législation bulgare, nous estimons qu'elle a adopté le système français, comme d'ailleurs l'ont fait les législations italienne et suisse. C'est l'article 646 qui tranche cette question de la manière suivante : « Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le paiement dans ledit délai, perd son recours contre les endosseurs ; il le perd aussi contre le tireur dans la mesure où, faute de présentation, celui-ci a subi un préjudice du chef du tiré. » Pour illustrer la ressemblance du système qui a prévalu en Bulgarie avec le système français et la différence avec l'allemand, nous donnons ci-dessous les textes qui, en France et en Allemagne, parlent de la question :

Article 5 de la loi française du 14 juin 1865 : « Le porteur d'un chèque doit en réclamer le paiement dans le délai de cinq jours y compris le jour de la date, si le chèque est tiré de la place sur laquelle il est payable, et dans le délai de huit jours, y com-

pris le jour de la date, s'il est tiré d'un autre lieu. Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le paiement dans les délais ci-dessus perd son recours contre les endosseurs ; il perd aussi son recours contre le tireur, si la provision a péri par le fait du tiré après lesdits délais. »

Article 20 du « Scheckgesetz » du 11 mars 1908 : « Le recours contre le tireur et les autres cédants se prescrit par trois mois si le chèque est payable en Europe, à l'exception de l'Islande et des Iles Feroë, par six mois dans les autres cas. La prescription commence à courir contre le porteur à l'expiration du délai de présentation ; contre chaque endosseur qui a payé avant qu'une action ne fût intentée contre lui, le jour du paiement ; dans tous les autres cas à partir de la date de l'assignation.

Article 21 de la même loi : « Le tireur dont la responsabilité ne peut être invoquée, soit parce qu'on a omis de présenter le chèque à temps, soit pour cause de prescription, reste tenu vis-à-vis du porteur du chèque, mais seulement dans la mesure dans laquelle il s'enrichirait au préjudice de celui-ci. »

En ce qui concerne l'exercice du droit de recours en matière de chèque en Bulgarie, nous estimons qu'on ne peut pas recourir aux dispositions de l'article 622 du Code de commerce et à celles des articles 1 et 14 du Code de procédure par commandement (Zapovedno sadoproisvodstvo) afférents à la lettre de change et le billet à ordre, tant que le

législateur n'aura pas introduit une mention spéciale dans la loi même, autorisant cette façon de procéder ; à notre sens, jusqu'à ce que le législateur soit intervenu, le droit de recours en matière de chèque doit être exercé et réalisé par les voies de la procédure judiciaire ordinaire (na obchto osnovanie).

## PRESCRIPTION

Les parties tenues au paiement du chèque peuvent dans certains cas être libérées de leur responsabilité autrement que par le paiement effectué par le tiré. Dans l'intérêt du développement de l'usage du chèque, le Code de commerce donne aux parties le moyen de se libérer par la prescription, en fixant des délais beaucoup plus courts que ceux prévus par le Code civil. A vrai dire, dans les articles concernant le chèque, nous n'avons aucune disposition relative à la prescription, mais la loi nous renvoie à celle des autres effets de commerce, notamment aux prescriptions concernant la lettre de change et le billet à ordre (articles 612 à 619 et 637). Il faut distinguer suivant que le chèque est souscrit pour une dette civile ou commerciale : si le chèque est souscrit pour une dette commerciale il faut appliquer les textes concernant la lettre de change, qui prévoient une prescription de trois ans à partir du jour de l'échéance ; s'il s'agit d'une dette civile, c'est la prescription de quinze ans prévue par le Code civil qui s'applique.

En France le législateur n'a inséré aucune disposition relative à la prescription applicable au chèque.

Mais il n'a pas, comme en Bulgarie, renvoyé de façon explicite aux dispositions réglant la matière en ce qui concerne la lettre de change. Il y a donc controverse sur les diverses prescriptions que l'on doit admettre : la prescription du Code de commerce ou celle de Code civil. La jurisprudence applique l'une ou l'autre des prescriptions suivant que les obligations du tireur, de l'endosseur, des souscripteurs et endosseurs sont civiles ou commerciales. Chacun des signataires d'un chèque peut invoquer la prescription qui tient à la nature de sa dette. Ce qui est certain, c'est que le chèque au porteur en France ne peut pas être prescrit au moyen de la prescription du Code de commerce. Pour les chèques au porteur il faut appliquer la prescription du Code civil, car ce chèque diffère de la lettre de change et du billet à ordre par le fait que ces derniers ne peuvent pas être émis au porteur et le Code de commerce ne légifère que pour des titres exclusivement à ordre.

Les législations anglaise, suisse, belge, italienne et autres, n'ont pas établi non plus de délais spéciaux pour la prescription en matière de chèques, mais elles aussi renvoient aux prescriptions édictées pour la lettre de change. En Allemagne le législateur a fixé pour le chèque des délais de prescription beaucoup plus courts que ceux du Code civil et même si on les compare aux délais de prescription concernant la lettre de change et des billets à ordre. En vertu de l'article 20, le recours contre le tireur

et les autres cédants se prescrit par trois mois si le chèque est payable en Europe, par six mois dans les autres cas. La prescription commence à courir : a) contre le porteur à l'expiration du délai de présentation, c'est-à-dire un jour avant celui dans lequel doit être rédigé le protêt ; b) contre chaque endosseur qui a payé avant qu'une action ne fût intentée contre lui, le jour même du paiement et c) dans tous les autres cas à partir de la date de l'assignation.

En Autriche, la loi a fixé des délais de prescription aussi courts qu'en Allemagne. L'article 16 de la loi sur le chèque prévoit la prescription pour le recours du porteur contre le tireur et les endosseurs de trois mois, si le chèque est payable en Europe et de six mois dans les autres cas. La prescription commence du jour où a été dressé le protêt ou effectuée l'une des formalités qui en tiennent lieu.

Contrairement à toutes les législations que nous venons de signaler, la loi des Pays-Bas fixe la prescription pour le recours du porteur du chèque contre le tireur et les endosseurs à dix ans, à partir du jour de l'émission du chèque.

En général, la prescription libère de toutes sortes de responsabilités la totalité des endosseurs, ainsi que le tireur lui-même, à l'exception de l'action d'enrichissement, telle que la loi en autorise l'application contre ce dernier. Le propriétaire d'un chèque qui a négligé de le présenter en temps utile ou qui a perdu son droit au recours par suite de la

prescription a la possibilité d'exercer l'action d'enrichissement seulement contre le tireur ; la loi a prévu cette action pour atténuer le préjudice résultant de la courte durée des délais de prescription, et donné le moyen au porteur lésé d'entrer dans ses fonds. C'est le demandeur qui doit prouver l'enrichissement du tireur à son détriment. En Bulgarie la prescription de ce droit a une durée de quinze ans. En Allemagne cette action est prescrite au bout d'un an.

## PERTE DU CHÈQUE

Les chèques perdus ou détruits doivent, afin et avant d'être remplacés, être annulés au moyen d'une procédure spéciale, prévue dans le Code de commerce et non dans le Code de la procédure civile. La loi bulgare, ainsi que les lois suisse et allemande, renvoient aux dispositions régissant la question en matière de lettre de change (articles 605 à 609 C. C. bulg.). L'intéressé doit demander l'annulation dans le lieu où devait être payé l'effet perdu (arrêt de la Cour de cassation de Bulgarie du 6 juillet 1924). Dans la demande doit être inséré le texte du dit titre. Le Tribunal fait insérer des publications dans le *Journal officiel* et seulement en l'absence de toute réclamation ou opposition dans un délai de 45 jours le Tribunal déclare le chèque nul. Une copie du jugement remplace le chèque et le paiement peut en être effectué contre cette copie dûment certifiée par le Tribunal compétent. Le bénéficiaire peut réclamer le paiement au tireur ou au tiré de l'effet perdu, dès l'échéance, mais à condition de fournir caution jusqu'au moment où la nullité sera déclarée par voie de justice.

En cas de réclamation quelconque ou opposition,

l'affaire doit être réglée par la voie de la procédure judiciaire ordinaire.

Pour le chèque perdu et payable à l'étranger, c'est la loi du pays où doit s'effectuer le paiement qui est appliquée (arrêt de la Cour de Cassation de Bulgarie du 24 février 1924).

## DROIT DE TIMBRE

Pour terminer l'étude du chèque en Bulgarie, il nous reste à examiner les taxes fiscales perçues à l'occasion de l'émission d'un chèque ou de son encaissement :

Les taxes, c'est-à-dire le droit de timbre, est fixé dans la loi dite « *za guerbovia nalogue* », mais souvent modifiée par la loi du budget.

Actuellement, le chèque doit être timbré comme suit : Jusqu'à la somme de 1.000 leva le chèque est exempt de timbre.

Pour la somme de 1.000 à 50.000 leva le chèque doit être timbré de : 2 leva.

Pour la somme de 50.000 à 100.000 leva le chèque doit être timbré de : 5 leva.

Pour des sommes au-dessus de 100.000 leva le chèque doit être timbré de : 10 leva.

En cas d'insuffisance de timbrage ou de non-timbrage, il y a contravention qui entraîne comme sanction le paiement d'une amende de dix fois le timbre exigé plus le timbre auquel ledit titre est normalement assujetti, donc onze fois le montant du timbre requis.

Tout effet perdu ou détruit est présumé avoir été dûment timbré, jusqu'à preuve du contraire.

Le timbrage se fait par le moyen de timbres mobiles. Ces timbres doivent être annulés par le texte même du chèque ; d'habitude par la date de l'émission du chèque. Toute modification de nature à changer le caractère de l'effet demande un nouveau timbre, mais si elle consiste seulement à le compléter ou à le corriger, il n'en est pas besoin.

L'effet étranger doit être timbré au moment de sa réception en Bulgarie.

Le défaut de timbre est sans influence sur la validité du chèque ; il n'entraîne que l'amende fiscale.

---

## CONCLUSIONS

Comme nous l'avons vu, deux grands systèmes s'affrontent actuellement en matière de chèque : d'une part, celui des pays anglo-saxons, dont la caractéristique est la libéralité et la souplesse et le système allemand rigide et formaliste, d'autre part.

La conception qui a présidé à la création du chèque bulgare ne peut pas être classée sans réserve dans l'un ou l'autre de ces deux groupes. Le législateur bulgare s'est efforcé de vulgariser ce mode de paiement par des dispositions utiles et modernes inspirées des législations des autres pays. Les modifications apportées par la loi du 21 décembre 1925 sont une preuve que le législateur a été sensible aux besoins et aux nécessités de l'usage du chèque dans la pratique. Il a porté son effort sur les moyens à adopter pour rendre le paiement d'un chèque assuré. Tant qu'il subsistera quelque doute quant au paiement, le chèque sera difficilement accepté de tous. Désormais, il est vrai, le tireur qui n'a pas constitué provision encourt des peines graves. Mais la peur du gendarme sera-t-elle pour tous le commencement de la sagesse ? Nous nous permettons d'en douter. Le seul remède, à notre avis, serait de rendre obli-

gatoire le chèque certifié. Certes, la signature d'un banquier pourrait encore être l'œuvre d'un faussaire, mais les peines encourues en cas de faux et usage de faux sont fort graves. D'autre part, bien que la chose puisse sembler bizarre, tirer un chèque sans provision ne paraît pas à beaucoup chose malhon-nête, on espère gagner du temps et trouver pendant le répit accordé la somme nécessaire. On compte aussi sur la répugnance qu'ont la plupart des gens à s'adresser à la justice pénale. Il en va autrement en matière de faux ; commettre un faux est pour tout le monde une action vile et l'indulgence que l'on peut rencontrer chez certains pour un tireur de chèque sans provision ferait place à une colère non feinte contre le faussaire.

En créant le chèque barré et le chèque à virement, le législateur bulgare a prouvé qu'il avait une saine notion des exigences d'une circulation monétaire bien comprise. Comme nous l'avons déjà dit, la Bulgarie traverse la crise monétaire que la plupart des pays d'Europe ont connue. Réduire au minimum la circulation des espèces, donner confiance à tous, éviter que ne disparaissent à jamais chez les paysans, thésauriseurs sous tous les climats, les espèces et même les billets, tel a été l'un des principaux soucis du législateur. Le chèque barré et le chèque de virement, s'ils n'ont pas rendu tous les services qu'on pouvait attendre d'eux, procédaient cependant d'une exacte interprétation des faits. Malgré les améliorations apportées par le législateur bulgare au

droit concernant les chèques, il lui resterait, à notre avis, à y apporter encore les modifications suivantes que nous nous sommes permis de signaler dans le cours de notre étude.

Tout d'abord, supprimer l'article 640 du Code de commerce où il est donné une définition du chèque. Il est préférable, à notre sens, de préciser seulement quels sont les éléments caractéristiques du chèque. Vouloir emprisonner la réalité en perpétuel mouvement dans une formule qui risque d'être périmée après quelques mois d'existence est faire œuvre vaine.

Il faudrait ensuite limiter le nombre des personnes sur lesquelles un chèque peut être tiré. Le tiré ne devrait être qu'une banque, un banquier ou un établissement de crédit. Pour être complet, il serait utile de définir ce qu'est un banquier ou une banque. Actuellement, en Bulgarie comme en France, il est abusé des tirages par chèques sur des particuliers qui ne sont ni commerçants, ni industriels : le chèque tend dans ce cas à perdre son véritable caractère et à devenir un billet à ordre. Qu'il soit donc décidé que les tirés devront être ou banquier ou se livrer à des opérations de banque et de bourse. Si malgré cela un chèque est tiré sur toute autre personne qu'un banquier, frappons-le d'une forte amende, sans le considérer comme nul et sans valeur. La crainte d'avoir à verser des amendes incitera les tireurs à user de la traite.

En troisième lieu, il serait opportun de modifier

l'article 642, de se montrer plus large en matière de provision et d'autoriser les porteurs à disposer de la provision chez le tiré, même quand elle est inférieure au montant du chèque. Nous savons qu'en ce qui concerne la provision on ne saurait trop se montrer prudent. Etre moins sévère que ne l'a été le législateur bulgare en l'occurrence, serait peut-être ouvrir la porte à des abus. Un tireur pris en défaut pourrait prouver trop aisément sa bonne foi. Nous ne nions pas la valeur de tous ces arguments, mais entre la limitation rigide de l'article 642 et l'abus il y a place pour une juste moyenne, et nous avons déjà indiqué quel était notre sentiment à ce sujet. En outre, il faudrait, comme en France, autoriser le tiré à verser au bénéficiaire du chèque la somme que le tiré possède au nom du tireur, bien qu'elle ne soit pas une provision suffisante. Se refuser à autoriser semblable paiement fait encourir au bénéficiaire du chèque de graves inconvénients. En général, un individu qui tire un chèque sans qu'il ait une provision suffisante, est aux abois, il a des créanciers et ces derniers, sachant qu'il reste à leur débiteur un compte en banque, peuvent, par le moyen d'une opposition, rendre la somme inscrite à ce compte indisponible. Combien peu enviable sera devenue dans ce cas la situation du bénéficiaire du chèque qui n'a pas de privilège ?

Puis il y aurait lieu, à notre avis, de réglementer le chèque postdaté dont il est fait un fréquent usage. L'hésitation, dont font preuve les législations

à l'égard de ce genre de fraude, doit inciter le législateur bulgare à adopter la ligne de conduite que nous avons préconisée au cours de notre étude.

D'autre part, comme on l'a vu, le plaideur bulgare ne sait par quelles voies judiciaires il doit exercer son droit de recours ; en l'absence de texte, nous estimons qu'il ne peut user que de la voie ordinaire. Le législateur pourrait préciser et éviter aux porteurs de chèques une procédure trop longue et compliquée. C'est en rendant le paiement d'un chèque plus facile, en simplifiant à l'extrême les formalités judiciaires que le non-paiement du chèque entraîne, que le législateur bulgare aura rendu un grand service à la cause du chèque.

Enfin, il faudrait rendre obligatoire l'usage du chèque certifié et créer le chèque postal.

Bref, en faisant du chèque un instrument facile à manier et à négocier, en entourant de plus de garanties son paiement, le législateur bulgare aidera à rendre courant en Bulgarie l'usage du chèque.

Le chèque est devenu le titre qui ne s'accommode pas des frontières : il circule partout. Comme marché, le chèque n'est plus local, ni national, il est devenu mondial. Il ne reste plus qu'à l'unifier.

Vu : le Président de l'athèse  
A. WAHL.

Vu : le Doyen,  
BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer,  
Le Recteur de l'Académie de Paris,  
S. CHARLÉTY.

## ANNEXES

**TERGOVSKI ZAKON** (Code de Commerce).  
**Loi du 29 mai 1897, modifiée et complétée**  
**par la loi du 21 décembre 1925.**

### TITRE XII

#### *Le chèque.*

ARTICLE 640. — Toute personne ayant à sa disposition une somme d'argent dans une banque ou chez une autre personne peut en disposer en tout ou en partie pour son profit personnel ou au profit d'un tiers par un mandat dit « *chèque* ».

ARTICLE 641. — Le chèque doit contenir :

1° La dénomination « chèque ».

2° La somme à payer.

3° La signature du tireur, c'est-à-dire son nom, prénom ou sa raison sociale.

4° La date avec indication du mois et du jour (de sa création).

5° Nom, prénom ou raison sociale de la personne qui doit payer (tiré).

6° Indication du lieu où le paiement doit être effectué, le lieu désigné à côté du nom ou de la raison sociale du tiré est considéré dans ce cas comme lieu de paiement et domicile du tiré.

ARTICLE 642. — Le chèque ne peut être émis qu'autant

que le tireur ait le droit de disposer de suite chez le tiré de la somme indiquée.

ARTICLE 643. — Le chèque peut être émis au porteur en faveur d'une personne déterminée, ou à l'ordre de cette personne. Si le chèque n'indique pas la personne à qui le paiement doit être fait, il est considéré être émis au porteur.

ARTICLE 643-*a*. — Le chèque traversé au recto de deux barres parallèles ne peut être payé qu'à une banque et peut être tiré seulement contre une banque. Le barrement peut être fait par le tireur ou par le bénéficiaire.

Le barrement peut être général ou spécial.

Le barrement est général s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation ou la mention « banquier » ou un terme équivalent ou seulement « et C<sup>ie</sup> ».

Il est spécial si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres. Le chèque à barrement spécial ne peut être payé qu'au banquier désigné.

ARTICLE 643-*b*. — Le tireur ainsi que tout porteur d'un chèque peuvent défendre qu'on paie le chèque au comptant, en insérant au recto la mention transversale « seulement à porter en compte » (samo za minavané po smetka nur-zur Verrechnung) ou une expression équivalente. Dans ce cas le chèque ne peut donner lieu qu'à un règlement par écritures. La mention « à porter en compte » ne peut être révoquée.

ARTICLE 643-*c*. — La banque qui paie le chèque barré à une personne autre qu'une banque si le barrement est général, ou à une autre personne que la banque désignée, si le barrement est spécial, ainsi que celui qui paie effectivement le chèque avec mention « seulement à porter en compte » est responsable du préjudice causé jusqu'au montant du chèque.

L'altération du barrement ou du nom du banquier désigné ainsi que de la mention « seulement à porter en compte » est nulle et non avenue.

ARTICLE 644. — Le chèque est payable à vue, même s'il indique une autre échéance ou n'en indique aucune et même s'il porte une date de création ultérieure à la date de la présentation du chèque.

ARTICLE 645. — Il n'y a lieu, pour les chèques, ni de les présenter à l'acceptation, ni de les accepter.

Le délai pour la présentation d'un chèque au paiement est de huit jours si le chèque est tiré sur la place même et de quinze jours s'il est tiré d'un lieu et payable sur un autre.

ARTICLE 646. — Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le paiement dans ledit délai perd son recours contre les endosseurs; il le perd aussi contre le tireur dans la mesure où, faute de présentation, celui-ci a subi un préjudice du chef du tiré.

ARTICLE 647. — Les dispositions de la loi relative à la lettre de change sont aussi applicables aux chèques pour autant qu'elles ne soient pas contraires à celles du présent titre.

ARTICLE 648. — Celui qui émet un chèque sans provision ou couverture chez le tiré pour la somme indiquée, est tenu de bonifier au porteur l'intérêt légal sans préjudice des dommages et intérêts, s'il y a lieu.

Celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible ou qui a retiré après l'émission tout ou partie de la provision, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur du chèque ni être inférieure au quart de sa valeur.

---

FRANCE

**Loi du 14 juin 1865  
réglementant l'usage du chèque.**

ARTICLE 1. — Le chèque est l'écrit qui, sous forme d'un mandat de paiement, sert au tireur à effectuer le retrait à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie de fonds portés au crédit de son compte chez le tiré et disponibles.

Il est signé par le tireur et porte la date du jour où il est tiré. Il ne peut être tiré qu'à vue. Il peut être souscrit au porteur ou au profit d'une personne dénommée. Il peut être souscrit à ordre et transmis même par voie d'endossement en blanc.

ARTICLE 2. — Le chèque ne peut être tiré que sur un tiers ayant provision préalable; il est payable à présentation.

ARTICLE 3. — Le chèque peut être tiré d'un lieu sur un autre ou sur la même place.

ARTICLE 4. — L'émission d'un chèque, même lorsqu'il n'est pas tiré d'un lieu sur un autre, ne constitue pas, par sa nature, un acte de commerce. Toutefois les dispositions du Code de commerce relatives à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, au protêt et à l'exercice de l'action en garantie, en matière de lettres de change sont applicables aux chèques.

ARTICLE 5. — Le porteur d'un chèque doit en réclamer le paiement dans le délai de cinq jours y compris le jour de la date, si le chèque est tiré de la place sur laquelle il est payable, et dans le délai de 8 jours, y compris le jour de la date, s'il est tiré d'un autre lieu.

Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le paiement dans les délais ci-dessus perd son recours contre les endosseurs; il perd aussi son recours contre le tireur si la provision a péri par le fait du tiré après lesdits délais.

ARTICLE 6. — Le tireur qui émet un chèque sans date ou qui la revêt d'une fausse date est puni d'une amende égale à 6 % de la somme pour laquelle le chèque est tiré.

L'émission d'un chèque sans provision préalable est passible de la même amende, sans préjudice de l'application des lois pénales s'il y a lieu.

ARTICLE 7. — Les chèques sont exempts de tous droits de timbre pendant dix ans, à dater de la promulgation de la présente loi.

### **Loi du 30 décembre 1911 réglementant l'usage du chèque barré.**

ARTICLE 1. — La loi du 14 juin 1865 est complétée par les dispositions suivantes :

ARTICLE 8. — Le chèque traversé de deux barres parallèles ne peut être présenté au paiement que par un banquier ; il ne peut être tiré que sur un banquier :

« Le barrement peut être effectué par le tireur ou par un porteur. »

ARTICLE 9. — Le barrement peut être général ou spécial.

« Le barrement est général s'il ne porte pas entre les deux barres aucune désignation ou seulement la mention : « et Compagnie » il est spécial si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres. »

« Le barrement général peut être transformé en barrement spécial. »

« Le chèque à barrement spécial ne peut être présenté au paiement que par le banquier désigné. Toutefois si celui-ci n'opère pas l'encaissement lui-même, il peut se substituer un autre banquier.

« Il est interdit au porteur d'effacer le barrement ainsi que le nom du banquier désigné. »

ARTICLE 10. — Le tiré qui paie le chèque barré à une personne autre qu'un banquier, si le barrement est général ou

à une personne autre que le banquier désigné si le barrement est spécial, n'est pas libéré.

ARTICLE 11. — Le paragraphe 2 de l'article 5 de la loi du 19 février 1874 est complété par les dispositions suivantes :

« Toutefois en ce qui concerne les chèques remis par un banquier à une Chambre de Compensation, il suffira d'apposer sur le chèque un simple cachet à date avec la mention « compensé ».

### **Loi du 26 janvier 1917 concernant les agents de change et les domiciliations de paiement.**

ARTICLE UNIQUE. — La loi du 14 juin 1865 modifiée par la loi du 30 décembre 1911 est complétée par les dispositions suivantes :

« L'article 8 est complété comme suit :

« A l'égard des dispositions de la présente loi, les agents de change sont assimilés aux banquiers. »

ARTICLE XI. — Lors de la présentation d'un chèque à l'encaissement l'addition sur le chèque de la domiciliation pour paiement, soit à la Banque de France soit dans une autre banque ayant un compte à la Banque de France, ne donnera ouverture à aucun droit de timbre.

« Cette domiciliation ne pourra, au surplus, être faite contre la volonté du porteur, à moins que le chèque ne soit barré et que la domiciliation n'ait lieu à la Banque de France sur la même place. »

### **Loi du 2 août 1917 complétant les précédentes sur la législation du chèque.**

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de la loi du 14 juin 1865 est complété par la disposition suivante : « Si la provision est

inférieure au montant du chèque, celui-ci produit tous les effets attachés au chèque régulier jusqu'à concurrence de ladite provision ».

ARTICLE 2. — Le dernier alinéa de l'article 6 de la loi du 19 février 1874, modifiant la loi du 14 juin 1865, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible est passible de la même amende.

« Si la provision est inférieure au montant du chèque, l'amende ne porte que sur la différence entre le montant de la provision et le montant du chèque.

« Celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible, ou qui a retiré après l'émission tout ou partie de la provision, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni inférieure au quart de cette valeur. L'article 463 du Code pénal est applicable au présent délit. »

## Loi du 28 août 1924

ARTICLE PREMIER. — L'article 162 du Code de Commerce est modifié ainsi qu'il suit :

« Le refus de paiement doit être constaté par un acte que l'on nomme protêt faute de paiement. Ce protêt doit être dressé le lendemain de l'échéance, sauf dans le cas prévu ci-après où le porteur a reçu un chèque en paiement.

« Si le lendemain de l'échéance est un jour férié légal le protêt est dressé le jour suivant.

« Lorsque le porteur consent à recevoir un chèque en paiement, ce chèque doit indiquer le nombre et l'échéance des effets ainsi payés.

« Si le chèque n'est pas payé, notification du protêt faute de paiement dudit chèque est faite au domicile de paiement

de la lettre de change dans le délai prévu à l'article 5 de la loi du 14 juin 1865.

« Le protêt faute de paiement du chèque et la notification sont faits par un seul et même exploit.

« Le tiré qui reçoit la notification doit, s'il ne paie pas la lettre de change ainsi que les frais de protêt faute de paiement du chèque et les frais de notification, restituer la lettre de change à l'officier ministériel instrumentaire. Celui-ci dresse immédiatement le protêt faute de paiement de la lettre de change.

« Si le tiré ne restitue pas la lettre de change, un acte de protestation est aussitôt dressé. Le défaut de restitution y est constaté. Le tiers-porteur est, en ce cas, dispensé de se conformer aux dispositions des articles 151 et 152 du présent Code.

« Le défaut de restitution de la lettre de change constitue un délit passible des peines prévues par l'article 408 du Code pénal.

ARTICLE 2. — L'article 175 du Code de Commerce est modifié ainsi qu'il suit :

« Nul acte de la part du porteur de la lettre de change ne peut suppléer à l'acte de protêt, hors les cas prévus par l'article 150 et suivants et par l'article 162 avant-dernier alinéa, du présent Code. »

ARTICLE 3. — La remise d'un chèque en acquit d'un effet de commerce n'entraîne pas novation.

### **Loi modifiant et complétant la législation sur le chèque du 12 août 1926.**

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 de la loi du 14 juin 1865 est complété de la manière suivante :

« En cas de protêt, les formalités du timbre et de l'enregistrement sont données en débet. Le recouvrement des

droits est poursuivi par le Trésor contre le tireur. »

ARTICLE 2. — Le deuxième alinéa de l'article 2 de la loi du 14 juin 1865, modifié par la loi du 2 août 1917, est ainsi rédigé :

« Si la provision est inférieure au montant du chèque, le porteur a le droit, soit de recevoir le paiement jusqu'à concurrence de la provision, soit de refuser tout paiement.

« Si le porteur accepte le paiement partiel, il est tenu d'en faire mention sur le chèque et de donner au tiré quittance de la somme payée. Cette quittance, délivrée sur titre séparé, jouit à l'égard du droit de timbre de la même dispense que la quittance donnée sur le chèque lui-même.

« Si le porteur refuse tout paiement, le tiré doit faire mention sur le chèque du montant de la provision partielle, et celle-ci est immobilisée au profit exclusif du porteur.

« Le tiré qui indique sciemment une provision inférieure à la provision existante ou qui refuse de faire mention sur le chèque du montant de la provision, est passible d'une amende de 500 fr. à 10.000 fr. »

ARTICLE 3. — Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 14 juin 1865 :

« ARTICLE 12. — Il n'est admis d'opposition au paiement du chèque par le tireur, qu'en cas de perte du chèque ou de la faillite du porteur.

« Si, malgré cette défense, le tireur faisait une opposition pour d'autres causes, le juge des référés, même dans le cas où une instance en principal serait engagée, devra, sur la demande du porteur, ordonner la mainlevée de cette opposition.

« ARTICLE 13. — La remise d'un chèque en paiement, acceptée par un créancier, n'entraîne pas novation. En conséquence, la créance originaire subsiste avec toutes les garanties y attachées jusqu'à ce que ledit chèque soit payé.

« ARTICLE 14. — Toute personne ou tout établissement visé à l'article 8 de la loi du 31 décembre 1924 qui, ayant

provision, délivre à son créancier des formules de chèques en blanc, payables à sa caisse, doit, sous peine d'une amende de vingt francs (20 fr.), par contravention, mentionner sur chaque formule le nom de la personne à laquelle cette formule est délivrée.

« ARTICLE 15. — Les dispositions du second alinéa de l'article 116 du Code de commerce, modifié par la loi du 8 février 1922, sont applicables aux chèques. »

ARTICLE 4. — L'article 6 (avant-dernier et dernier alinéa) de la loi du 14 juin 1865 est modifié ainsi qu'il suit :

« Celui qui, de mauvaise foi, a, soit émis un chèque sans provision préalable et disponible ou avec une provision inférieure au montant du chèque, soit retiré, après l'émission, tout ou partie de la provision, soit fait défense au tiré de payer, est passible des peines de l'escroquerie prononcées par l'article 405 du Code pénal. Dans ce cas, l'amende ne peut excéder le double ni être inférieure à la moitié du montant du chèque.

« L'article 463 du Code pénal est applicable à ces délits. »

---

## ANGLETERRE

### LE « BILL OF EXCHANGE ACT » 1882

#### Les chèques.

SECTION 73. — Un chèque est une lettre de change à vue tirée sur un banquier.

Sauf dispositions spéciales contenues dans cette partie, les dispositions du présent Act visant la lettre de change à vue seront applicables au chèque.

SECTION 74. — 1° Quand un chèque n'est pas présenté au paiement dans un délai raisonnable, et que le tireur avait le droit d'exiger paiement par son banquier, et souffre un dommage par ce retard, il est libéré jusqu'à concurrence de ce dommage, c'est-à-dire jusqu'à concurrence de ce dont il est créancier de son banquier au delà de ce dont il l'aurait été si le chèque avait été présenté en temps voulu.

2° Le caractère raisonnable du délai sera apprécié conformément à la nature de l'effet, aux usages du commerce des banques, et aux circonstances de la cause.

3° Le porteur retardataire sera subrogé aux droits du porteur en ce qui concerne le montant à concurrence duquel le tireur est libéré.

SECTION 75. — Le devoir du banquier de payer un chèque tiré sur lui par un client prend fin :

- 1° Par un contre-ordre de paiement.
- 2° Par l'avis du décès de son client.

## Les chèques barrés.

SECTION 76. — 1<sup>o</sup> Un chèque qui porte :

a) Les mots « et Cie » ou toute autre abréviation de ces mots entre deux barres parallèles, avec ou sans les mots : « non négociable ».

b) Deux barres parallèles seulement, avec ou sans les mots « non négociable », est barré généralement.

2<sup>o</sup> Un chèque qui porte l'indication du nom d'un banquier avec ou sans les mots « non négociable », est barré spécialement à ce banquier.

SECTION 77. — 1<sup>o</sup> Un chèque peut être barré généralement ou spécialement par le tireur.

2<sup>o</sup> Quand un chèque n'est pas barré, le porteur peut le barrer généralement ou spécialement.

3<sup>o</sup> Quand un chèque est barré généralement, le porteur peut le barrer spécialement.

4<sup>o</sup> Quand un chèque est barré généralement ou spécialement, le porteur peut y ajouter les mots « non négociable ».

5<sup>o</sup> Quand un chèque est barré spécialement, le banquier pour qui il est barré peut le rebarrer spécialement à un autre banquier pour l'encaissement.

6<sup>o</sup> Quand un chèque non barré ou barré généralement est remis à un banquier pour l'encaissement, il peut le barrer spécialement à son nom.

SECTION 78. — Le barrement fait partie intégrante du chèque : Il ne pourra être oblitéré, subir des additions ou des altérations.

SECTION 79. — Quand un chèque est barré spécialement au nom de plusieurs banquiers, à moins qu'il ne s'agisse d'un banquier encaisseur, le banquier tiré devra en refuser le paiement.

2<sup>o</sup> Le banquier tiré qui paie un chèque barré en contravention du barrement, à un autre qu'à un banquier ou qu'au

banquier désigné, ou à son préposé pour l'encaissement, est responsable envers son client pour tout dommage que ce paiement aurait pu lui causer.

Quand un chèque est présenté au paiement et qu'il ne paraît pas être barré ou l'avoir été, ou que son barrement ne semble pas avoir été altéré autrement qu'en conformité avec les dispositions du présent Act, le banquier qui le paie de bonne foi, conformément aux usages du commerce, et sans négligence, sera dégagé de toute responsabilité au cas où le paiement ne serait pas fait au porteur légitime et la validité du paiement ne pourra être contestée en raison du barrement ou de son oblitération ou de son altération ou du fait que le paiement a été fait à un autre qu'à un banquier ou au banquier désigné, ou à son agent pour l'encaissement.

SECTION 80. — Le banquier tiré qui paie un chèque barré, de bonne foi, sans négligence, à un autre qu'à un banquier ou qu'au banquier désigné ou à son agent pour l'encaissement, et, si le chèque est parvenu aux mains du bénéficiaire, le tireur, sont tous deux dans la même situation que si le paiement avait été fait au vrai propriétaire.

SECTION 81. — Une personne qui accepte un chèque barré « non négociable » ne pourra recevoir ni transmettre un droit plus solide que celui de son cédant.

SECTION 82. — Quand un banquier, de bonne foi et sans négligence, encaisse pour un client un chèque barré généralement ou spécialement à son nom, et que ce client n'y avait pas droit, le banquier n'encourra pas de responsabilité par le seul fait d'avoir fait l'encaissement.

### *Dispositions supplémentaires.*

SECTION 90. — La bonne foi consiste à agir honnêtement, qu'il y ait eu négligence ou non.

SECTION 91. — 1<sup>o</sup> Il n'est pas obligatoire que la partie

dont la signature est requise la donne elle-même. Il suffit qu'elle soit apposée par une personne dûment autorisée.

2° En ce qui concerne les « corporations » il suffit que l'effet soit signé par le sceau de la corporation.

SECTION 94. — Quand un effet déshonoré doit être protesté et que l'on ne peut trouver de notaire pour cela, il pourra être remplacé par un notable et deux témoins qui dresseront un certificat de déshonneur et le signeront.

---

**La « negotiable instruments law ».**  
**adoptée par l'État de New-York en 1897,**  
**puis par la majorité des autres États**  
**de l'Union.**

ARTICLE 12. — L'instrument n'est pas nul du fait qu'il est antidaté ou postdaté, pourvu qu'il n'y ait pas d'intention frauduleuse. La personne à qui l'on remet un effet de ce genre acquiert sur lui un droit qui part du jour de cette remise.

ARTICLE 127. — Un effet de commerce, en lui-même, n'opère pas cession aux mains du porteur des fonds destinés à le couvrir.

ARTICLE 185. — Un chèque est une lettre de change tirée sur un banquier, payable à vue. Sauf les dispositions spéciales du titre III, article 1, les dispositions de cette loi applicables à la lettre de change à vue sont applicables au chèque.

ARTICLE 186. — Un chèque doit être présenté au paiement dans un temps raisonnable après son émission.

ARTICLE 187. — Quand un chèque est certifié par la banque tirée, cette certification équivaut à une acceptation.

ARTICLE 188. — La certification réclamée par le tireur libère le tireur et tous les endosseurs de toute responsabilité.

ARTICLE 189. — Un chèque n'opère pas cession des fonds sur lesquels il est tiré au profit du porteur, et la banque n'est pas responsable envers lui, à moins qu'elle n'ait accepté ou certifié le chèque.

CODE SUISSE DES OBLIGATIONS  
DU 30 MARS 1911  
ENTRÉ EN VIGUEUR LE 1<sup>er</sup> JANVIER 1912

TITRE XXX

*Du Chèque.*

ARTICLE 830. — Le chèque doit contenir les énonciations essentielles qui suivent :

1. La qualité de « chèque ».
2. L'indication en toutes lettres de la somme à payer.
3. La signature du tireur, c'est-à-dire son nom ou sa raison de commerce.
4. La date avec l'indication du mois et du jour en toutes lettres.
5. Le nom ou la raison de commerce de la personne qui doit payer (du tiré).
6. L'indication du lieu où doit s'effectuer le paiement ; le lieu désigné à côté du nom ou de la raison de commerce du tiré est réputé en matière de chèque être tout à la fois le lieu de paiement et de la demeure du tiré.

ARTICLE 831. — Le chèque ne peut être émis qu'autant que le tireur a le droit de disposer immédiatement chez le tiré de la somme indiquée.

ARTICLE 832. — Le chèque peut être émis au porteur en faveur d'une personne déterminée ou à l'ordre de cette personne.

Si le chèque n'indique pas la personne à qui le paiement doit être fait, il est censé être au porteur.

ARTICLE 833. — Le chèque est payable à présentation encore qu'il indique une autre échéance ou n'en indique aucune.

ARTICLE 834. — Il n'y a lieu, pour les chèques, ni de les présenter à l'acceptation ni de les accepter.

Le délai pour la présentation au paiement est de cinq jours si le chèque est tiré sur place même, de huit jours s'il est tiré d'un lieu sur un autre.

ARTICLE 835. — Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le paiement dans ledit délai perd son recours contre les endosseurs ; il le perd aussi contre le tireur dans la mesure où, faute de présentation, celui-ci a subi un préjudice du chef du tiré.

ARTICLE 836. — Les dispositions relatives à la lettre de change sont aussi applicables aux chèques pour autant qu'elles ne sont pas contraires à celles du présent titre.

ARTICLE 837. — Le tireur qui émet un chèque sans posséder chez le tiré une couverture pour la somme indiquée est tenu de bonifier au porteur cinq pour cent du montant du chèque sans préjudice de dommages et intérêts, s'il y a lieu.

---

## LOI ALLEMANDE SUR LE CHÈQUE DU 11 MARS 1908

(Scheckgesetz).

ARTICLE PREMIER. — Le chèque doit contenir :

- 1° Dans le texte même le mot de chèque ou l'expression équivalente de la langue étrangère dans laquelle il est libellé ;
- 2° Le mandat donné par le tireur au tiré de payer une certaine somme sur son avoir ;
- 3° La signature du tireur ;
- 4° L'indication du lieu et du jour de sa création.

ARTICLE 2. — Seuls peuvent figurer comme tirés :

- 1° Les établissements de droit public, ceux qui sont sous le contrôle de l'Etat et les associations dûment enregistrées qui, selon leurs statuts, reçoivent des dépôts d'argent et font des paiements pour le compte d'autrui, ainsi que les caisses d'épargne, si elles se conforment aux prescriptions de contrôle en vigueur dans le pays où elles fonctionnent ;
- 2° Les maisons inscrites au registre de commerce qui font habituellement des affaires de banque.

ARTICLE 3. — Sera considéré comme avoir le montant jusqu'à concurrence duquel le tiré est tenu de payer les chèques du tireur, conformément aux liens juridiques existants entre eux.

ARTICLE 4. — On peut indiquer comme bénéficiaire soit une personne ou maison de commerce, soit le porteur du chèque. L'émetteur peut se désigner soi-même comme bénéficiaire.

Si le nom ou la raison commerciale du bénéficiaire sont suivis des mots : « ou au porteur » ou d'une mention équivalente ou si le chèque ne contient aucune indication relative au bénéficiaire, il sera considéré comme étant payable au porteur.

ARTICLE 5. — Le lieu indiqué à côté du nom ou de la raison de commerce du tiré sera considéré comme lieu de paiement. L'indication d'un autre lieu de paiement sera censée non écrite. Si aucun lieu n'est indiqué à côté du nom ou de la raison de commerce du tiré, c'est le lieu de création du chèque qui est considéré comme lieu de paiement.

ARTICLE 6. — Si la somme à payer est exprimée en lettres et en chiffres, c'est la somme en lettres qui sera valable en cas de non-concordance. Si la somme est indiquée plusieurs fois en lettres et plusieurs fois en chiffres, la plus petite somme fera foi.

ARTICLE 7. — Le chèque est payable à vue ; toute indication contraire rend le chèque nul.

ARTICLE 8. — Le chèque émis au nom d'un bénéficiaire désigné peut être transmis par voie d'endos, si le tireur n'a pas interdit de mode de transmission par les mots « non à ordre » ou une clause analogue.

La forme de l'endos, la preuve de l'identité du porteur d'un chèque endossé et le contrôle de cette identité ainsi que l'obligation qui incomberait éventuellement au porteur de se dessaisir du chèque sont régis par les prescriptions des articles 11 à 13, 36 et 74 de la loi sur les lettres de change.

L'endos figurant sur une copie du chèque est sans valeur, de même l'endos signé par le tiré. Un tel endos est considéré comme un acquit.

ARTICLE 9. — Des chèques émis au profit d'un bénéficiaire déterminé et payables à l'étranger peuvent être créés en plusieurs exemplaires. Chaque exemplaire doit porter dans le texte l'indication de première, seconde, troisième, etc., ou

une indication analogue, faute de quoi chaque exemplaire est considéré comme un chèque indépendant.

Si, de plusieurs exemplaires, l'un a été payé, les autres perdent leur valeur, mais l'endosseur qui aurait endossé plusieurs exemplaires du même chèque à des personnes différentes reste responsable en vertu de ses endossements ; de même restent tenus les endosseurs d'exemplaires non restitués lors du paiement.

ARTICLE 10. — Le chèque ne peut être accepté. La mention d'acceptation figurant sur le chèque est réputée non écrite.

ARTICLE 11. — Un chèque créé et payable dans le pays doit être présenté au tiré au lieu de paiement dans un délai de dix jours à partir de sa création.

Pour les chèques créés à l'étranger et payables en Allemagne, le conseil fédéral fixe le délai de présentation ; il en est de même pour les chèques créés dans le pays et payables à l'étranger, si les lois étrangères ne contiennent pas de disposition concernant les délais.

Si le dernier jour du délai tombe un dimanche ou un jour de fête légale, c'est le premier jour ouvrable qui est substitué au dimanche ou jour de fête.

ARTICLE 12. — La remise d'un chèque à une chambre de compensation à laquelle le tiré est affilié vaut présentation au lieu de paiement, pourvu que la remise soit faite conformément aux règlements de la chambre de compensation. Le conseil fédéral désigne les établissements qui doivent être considérés comme chambres de compensations au sens de cette loi.

ARTICLE 13. — Le tiré qui paie le montant d'un chèque peut demander la remise du chèque acquitté. L'expiration du délai de présentation n'enlève pas au tiré le droit de payer valablement le chèque.

La révocation d'un chèque n'a d'effet qu'après l'expiration du délai de présentation.

ARTICLE 14. — Le tireur ainsi que tout porteur d'un chèque peut en interdire le paiement en espèces par la clause « seulement pour la compensation » mise en travers du texte du chèque. Dans ce cas, le tiré ne peut payer le chèque que par compensation. La compensation vaut paiement au sens de la loi.

Cette interdiction est irrévocable : la transgression rend le tiré responsable du dommage qui pourrait en résulter.

ARTICLE 15. — Les tireurs et les endosseurs sont garants, vis-à-vis du porteur, du paiement du chèque. De même pour le chèque au porteur, toute personne ou raison commerciale ayant apposé sa signature au dos du chèque est garante du paiement vis-à-vis du porteur. Cette disposition ne s'applique pas au tiré.

Si un endosseur a ajouté à son endos la clause : « sans garantie » ou une réserve analogue, il est libéré de l'engagement découlant de l'endossement.

ARTICLE 16. — Pour pouvoir exercer le recours, il faut prouver que le chèque a été présenté au paiement dans le délai voulu et qu'il n'a pas été payé, ou que la présentation a été tentée vainement.

La preuve ne peut être faite que :

1<sup>o</sup> Par une déclaration inscrite sur le chèque et signée par le tiré, et qui indique le jour de la présentation ;

2<sup>o</sup> Par un certificat de la Chambre de Compensation attestant que le chèque a été remis avant l'expiration du délai de présentation et qu'il n'a pas été payé ;

3<sup>o</sup> Par un protêt.

Les articles 87, 88, 90 et 91 de la loi sur les lettres de change s'appliquent à la présentation et au protêt du chèque.

Si le chèque contient la clause de ne pas faire protester, les dispositions de la loi sur les lettres de change sont applicables.

ARTICLE 17. — Pour la notification à faire aux cédants et leur droit d'intervenir, l'étendue du recours et le droit de

biffer des endos, les dispositions des articles 45 à 48, 50 à 52 et 55 de la loi sur les lettres de change sont applicables. Cependant, le porteur d'un chèque présenté vainement au paiement est tenu de prévenir son cédant du non-paiement dans les deux jours qui suivent les déclarations, certificat du protêt mentionnés à l'article 16 et au plus tard dans les deux jours de l'expiration du délai de présentation.

ARTICLE 18. — Le porteur du chèque peut exercer son recours en garantie contre tous les garants ou contre quelques-uns ou contre un seul, sans pour cela perdre ses droits contre les garants qu'il n'aura pas mis en cause. Il a le choix du garant qu'il veut mettre en cause le premier.

Le débiteur ne peut opposer au porteur que les exceptions résultant de la validité de ses déclarations contenues dans le chèque ou résultant du texte du chèque ou celles qu'il pourrait avoir directement contre le porteur.

ARTICLE 19. — Le garant n'est tenu au paiement que contre remise du chèque ou de pièces constatant la présentation dans les délais et le non-paiement ou une vaine tentative de présentation ou bien contre remise d'une quittance.

ARTICLE 20. — Le recours contre le tireur et les autres cédants se prescrit par trois mois si le chèque est payable en Europe à l'exception de l'Islande et des Iles Feroë, par six mois dans les autres cas.

La prescription commence à courir contre le porteur à l'expiration du délai de présentation ; contre chaque endosseur qui a payé avant qu'une action ne fût intentée contre lui, le jour du paiement ; dans tous les autres cas à partir de la date de l'assignation.

ARTICLE 21. — Le tireur dont la responsabilité ne peut être invoquée soit parce qu'on a omis de présenter le chèque à temps, soit pour cause de prescription, reste tenu vis-à-vis du porteur du chèque, mais seulement dans la mesure dans laquelle il s'enrichirait au préjudice de celui-ci.

ARTICLE 22. — Dans les cas mentionnés à l'article 14, ali-

née 2 et l'article 21, l'action se prescrit par un an à dater de la création du chèque.

ARTICLE 23. — Si dans un chèque les signatures du tireur ou d'un endosseur sont falsifiées, ceux dont les signatures sont authentiques restent obligés.

ARTICLE 24. — Les dispositions de l'article 34 de la loi sur les faillites s'appliquent aux contestations relatives à un paiement fait en vertu d'un chèque.

ARTICLE 25. — Les chèques payables à l'étranger peuvent indiquer comme tirés tous ceux sur lesquels le droit étranger permet de tirer un chèque.

ARTICLE 26. — Les conditions essentielles d'un chèque créé à l'étranger, ainsi que toute déclaration apposée sur le chèque à l'étranger, seront appréciées selon les lois du lieu où le chèque a été créé ou du lieu où la déclaration a été apposée.

Si, toutefois, le chèque créé à l'étranger ou la déclaration y apposée à l'étranger sont conformes aux dispositions de la loi allemande, on ne pourra arguer de ce qu'ils seraient contraires aux prescriptions de la loi du pays où le chèque a été créé ou la déclaration apposée pour déclarer nulles des mentions ajoutées ensuite sur le chèque en Allemagne.

De même, un chèque créé à l'étranger et payable en Allemagne, ainsi que les déclarations apposées à l'étranger sur un tel chèque, ont leur plein effet lorsqu'elles sont conformes à la loi allemande.

ARTICLE 27. — Des chèques égarés ou détruits pourront être déclarés nuls par voie de publication légale. Le délai sera de deux mois au moins.

Une fois la procédure engagée, l'ayant droit peut, lorsque le chèque aura été présenté dans les délais et sera resté impayé, en demander le paiement au tireur s'il fournit caution jusqu'à ce que la nullité soit déclarée.

ARTICLE 28. — Les contestations civiles basées sur les dispositions de la présente loi seront de la compétence du Tribunal régional, si ce dernier est compétent en première

instance. Pour les actions civiles, par demande principale ou reconventionnelle, fondées sur la présente loi, les débats et le jugement en dernier ressort sont de la compétence du Tribunal d'Empire conformément à l'article 8 de la loi d'introduction au code de la procédure civile.

Les articles 602 à 606 du Code de la procédure civile concernant le protêt s'appliquent aux actions en garantie basées sur un chèque.

Les procès ayant pour objet un tel recours sont considérés comme urgents.

ARTICLE 29. — Aux termes de l'article 24 de la loi sur le timbre des lettres de change, seront considérés comme chèques non soumis au timbre les titres qui sont conformes aux dispositions des articles 1, 2, 7, 25, 26 de la présente loi.

Cette disposition ne s'applique pas aux chèques mis en circulation avant le jour indiqué comme date de création. Est solidairement responsable du paiement du droit qui-conque a participé à la mise en circulation du chèque en Allemagne avant la date de création, au sens de l'article 5 de la loi sur le timbre d'effets de commerce.

ARTICLE 30. — La présente loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1908. Ses dispositions ne s'appliquent pas aux chèques créés avant cette date.

## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                         | Pages |
|-------------------------------------------------------------------------|-------|
| 1. Introduction.....                                                    | 3     |
| 2. Histoire et nature du chèque.....                                    | 9     |
| 3. Définition du chèque.....                                            | 16    |
| 4. Conditions de forme.....                                             | 19    |
| 5. Différentes espèces de chèques .....                                 | 34    |
| 6. Capacité en matière de chèques.....                                  | 61    |
| 7. De la provision .....                                                | 81    |
| 8. De l'endossement.....                                                | 102   |
| 9. L'acceptation .....                                                  | 117   |
| 10. La présentation.....                                                | 122   |
| 11. Le paiement .....                                                   | 129   |
| 12. Droit de recours .....                                              | 162   |
| 13. Prescriptions.....                                                  | 175   |
| 14. Perte du chèque .....                                               | 179   |
| 15. Droit de timbre .....                                               | 181   |
| 16. Conclusions.....                                                    | 183   |
| <br>ANNEXES .....                                                       | 188   |
| Terkvoski zakon. Loi modifiée et complétée du 21 décembre<br>1925 ..... | 188   |
| Loi française du 14 juin 1865.....                                      | 191   |
| — 30 décembre 1911.....                                                 | 192   |
| — 26 janvier 1917.....                                                  | 193   |
| — 2 août 1917.....                                                      | 193   |
| — 28 août 1924.....                                                     | 194   |
| — 12 août 1926.....                                                     | 195   |

|                                                      |     |
|------------------------------------------------------|-----|
| Bill of Exchange Act 1882 (Angleterre).....          | 198 |
| Le Negotiable Instruments Law 1897 (Etats-Unis)..... | 201 |
| Code suisse des Obligations 1912 .....               | 202 |
| Scheckgesetz 1908 (Allemagne) .....                  | 204 |



